

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/MA/M/8

19 décembre 2003

(03-6668)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard du 26 au 28 mai 2003

*Président: M. l'Ambassadeur P.-L. Girard (Suisse)*

<u>Questions examinées</u>	<u>Page</u>
<b>I. EXAMEN DES MODALITÉS POSSIBLES DES NÉGOCIATIONS SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES.....</b>	<b>2</b>
A. NOTE DU PRÉSIDENT SUR UN PROJET D'ÉLÉMENTS DES MODALITÉS POUR LES NÉGOCIATIONS SUR LES PRODUITS NON AGRICOLES (TN/MA/W/35).....	2
B. DROITS DE DOUANE .....	62
- Incidence des droits de douane autres qu' <i>ad valorem</i> dans les tarifs douaniers des Membres et approches possibles pour estimer les équivalents <i>ad valorem</i> (TN/MA/S/10) .....	62
C. OBSTACLES NON TARIFAIRES.....	64
- Notifications concernant les obstacles non tarifaires - Addendum (TN/MA/W/25/Add.1) .....	64
D. EXAMEN DES DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LES PARTICIPANTS À LA DERNIÈRE RÉUNION DU GROUPE OU DEPUIS LORS.....	65
E. AUTRES SUJETS .....	66
<b>II. AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>66</b>

Le Président a dit que l'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2098 du 12 mai 2003 et qu'un ordre du jour annoté avait été distribué sous la cote Job(03)/92. De plus, une télécopie avait été envoyée aux participants le 23 mai 2003 qui indiquait qu'une séance d'information informelle sur la formule se tiendrait à 12h.15 ce jour, dans la même salle, pour que les Membres puissent demander des éclaircissements et poser des questions.

Il a indiqué que depuis la publication de l'aérogamme, trois documents avaient été distribués, à savoir une communication du Taipei chinois portant la cote TN/MA/W/19/Add.1, une de la

Colombie portant la cote TN/MA/W/36 et une des Émirats arabes unis portant la cote TN/MA/W/47. Il a également signalé deux corrections apportées au document TN/MA/W/35 pour les versions française et espagnole.

Le Groupe de négociation a adopté l'ordre du jour tel que figurant dans le document WTO/AIR/2098.

## **I. EXAMEN DES MODALITÉS POSSIBLES DES NÉGOCIATIONS SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES**

### **A. NOTE DU PRÉSIDENT SUR UN PROJET D'ÉLÉMENTS DES MODALITÉS POUR LES NÉGOCIATIONS SUR LES PRODUITS NON AGRICOLES (TN/MA/W/35)**

1.1 Le Président a dit que la réunion serait axée sur le projet de document sur les modalités possibles préparé sous sa propre responsabilité en tant que Président et distribué sous la cote TN/MA/W/35. Le document avait été préparé sur la base du paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha et du Programme de travail du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés tel que décrit dans le document TN/MA/3. Il incluait aussi les résultats des travaux réalisés pendant une série de réunions formelles et informelles du Groupe depuis août 2002. Le Président a souligné que le projet n'avait pas pour intention de représenter les éléments convenus globalement ou partiellement et qu'il était sans préjudice des positions des participants. Il a insisté sur le fait que certaines parties du projet n'avaient pas été totalement développées et que certains points soulevés durant les discussions n'avaient pas été inclus. Il ne visait en aucune façon à l'exhaustivité. Le Président espérait plutôt que ce projet pourrait servir de base pour le débat sur les modalités possibles. Il devrait être ajusté, achevé, amélioré ou détaillé plus avant en fonction des discussions qui se tiendraient lors de la réunion. Il espérait en outre que le débat serait constructif et conduirait à une amélioration du texte de façon à ce qu'il soit considéré de manière positive par tous. Les participants devraient garder à l'esprit à quel point il était important de préserver l'intégrité du système commercial multilatéral de l'OMC tel qu'incarné dans les Accords de l'OMC, de s'appuyer sur l'ouverture des marchés réalisée à ce jour, qui était un élément capital dans la promotion du commerce et du développement, et d'incorporer le traitement spécial et différencié en tant que partie intégrante des négociations.

1.2 Cette formule nouvelle, que les participants n'avaient jamais vue auparavant, avait été partiellement inspirée par la formule proposée par la Chine. Elle visait à traiter les points importants du mandat tels que réduire les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, et tenir pleinement compte des besoins et des intérêts spéciaux des pays en développement et des pays les moins avancés, ainsi que la question d'une réciprocité qui ne soit pas totale. Cet objectif serait réalisé grâce à divers moyens. Les moyennes tarifaires des participants étaient utilisées comme élément central de la formule, ainsi, pour les participants qui avaient une moyenne tarifaire relativement élevée, la réduction serait moindre car le facteur "ta" serait relativement élevé. Le facteur "ta" devait être calculé selon la méthode décrite à la note de base de page 6 du document. Le facteur B était tout aussi important dans l'application de la formule. Le facteur B allié au facteur ta détermineraient dans quelle mesure chaque droit serait réduit pour chaque participant. B était un coefficient ayant une valeur unique à déterminer par les participants. De manière générale, plus le facteur B était bas, plus la réduction tarifaire consécutive serait importante. Il y avait un document disponible dans la salle qui donnait des renseignements détaillés sur la manière dont la formule fonctionnerait et sur ce que seraient les réductions pour différents niveaux de "ta" et de B. La formule s'appliquerait à chaque ligne tarifaire. Le fondement de l'application de la formule était décrit dans les cinq points de la section concernée. Les réductions interviendraient à partir des taux consolidés après leur pleine mise en œuvre (à savoir à la fin de tous les engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour la plupart des participants). Toutefois, dans le cas des positions non consolidées, le point de départ des réductions seraient les taux établis en multipliant le taux appliqué en 2001 par un facteur de 2. Les

droits non *ad valorem* devraient être convertis et leurs équivalents *ad valorem* devraient être fondés sur la méthodologie décrite à l'Annexe 1. La nomenclature utilisée dans la liste serait celle du SH1996 mais les négociations seraient menées à bien suivant la nomenclature du SH2002. Cependant, si les Membres le désiraient, ils pourraient commencer avec la nomenclature du SH2002 si les tables de concordance correspondantes étaient fournies. Enfin, la période de référence pour les chiffres des importations serait 1999-2001, selon la pratique qui veut que l'on fournisse des données sur trois ans afin d'atténuer les variations annuelles.

1.3 Un crédit pourrait être accordé pour la libéralisation autonome, comme l'indiquait la note de bas de page 2, à condition que les positions aient été consolidées sur une base NPF dans le cadre de l'OMC depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay. Le crédit serait attribué au moyen du taux de base le plus élevé qui était en place avant que la libéralisation autonome n'ait eu lieu. Ainsi, pour la ligne tarifaire affectée, les réductions suivant l'application de la formule pourraient ne pas nécessiter une plus grande libéralisation ou, dans tous les cas, seraient moindres. Parce que la formule serait appliquée ligne par ligne, le crédit ne serait pas applicable dans les cas où la libéralisation autonome aurait été réduite à zéro. Il en serait ainsi pour l'ATI et d'autres initiatives similaires. Le Président a souligné que la formule ne pourrait réussir que si les données pertinentes étaient mises à la disposition de tous les participants. Aussi exhortait-il toutes les délégations à soumettre leurs communications annuelles à la BDI de sorte que chacun puisse participer de manière adéquate au cycle de négociations.

1.4 L'élimination sectorielle des droits de douane ferait partie intégrante des modalités et serait applicable pour tous les participants à l'exception des PMA. L'élimination sectorielle se ferait sur la base des taux consolidés après mise en œuvre intégrale des concessions courantes ou, pour les positions non consolidées, sur la base des taux NPF appliqués en 2001. L'élimination se déroulerait selon différentes phases de mise en œuvre en fonction des participants. Pour les participants développés et les autres participants qui en décideraient ainsi, l'élimination des droits de douane se ferait à la fin de la première phase. Chacune des trois phases aurait une durée égale et les participants détermineraient quelle serait la durée des phases. Aussi, pour cette catégorie de participants, les droits de douane seraient progressivement éliminés par étapes annuelles égales dans un délai déterminé par les participants pour la phase. Pour les autres participants, un délai plus long était envisagé afin de réaliser l'élimination des droits de douane dans ces secteurs. Celle-ci se ferait également en trois phases. Pendant la première phase, les droits de douane seraient progressivement diminués par des réductions annuelles égales jusqu'à un niveau ne représentant pas plus de 10 pour cent. Une deuxième phase débiterait alors pendant laquelle aucune autre réduction n'aurait lieu mais le même niveau tarifaire serait maintenu. Enfin, la troisième phase interviendrait pendant laquelle les réductions finales en vue de l'élimination seraient effectuées, là encore avec des réductions annuelles égales. Les secteurs avaient été choisis dans le but d'identifier les produits ou les secteurs qui représentaient un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement. Ce choix était conforme au mandat qui disposait qu'il fallait "... réduire ou éliminer [les droits de douane] ... en particulier pour les produits dont l'exportation présent[ait] un intérêt pour les pays en développement". Le Président avait demandé au Secrétariat d'identifier les secteurs dans lesquels les pays en développement étaient des exportateurs importants par rapport aux pays développés et où il existait des possibilités sérieuses d'augmenter la croissance de leurs exportations grâce à la libéralisation de leurs marchés. Il était conscient du fait que chaque participant aurait des produits ou des secteurs qui présentaient un intérêt pour lui, mais les secteurs choisis devaient permettre aux pays en développement et aux pays les moins avancés de pouvoir augmenter la croissance de leurs exportations. Il avait défini ces secteurs de manière très large et il reviendrait aux participants d'identifier spécifiquement ce qui devait être visé dans chaque secteur, comme l'indiquait la note de bas de page 7. Pour l'approche sectorielle, les participants auraient donc à déterminer les produits visés pour chaque secteur et à déterminer également la durée des phases.

1.5 Faisant référence au mandat de négociation et au programme de travail, le Président a rappelé que le traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés ferait partie intégrante de tous les éléments des négociations. Ainsi, afin de tenir compte des questions soulevées dans les discussions à ce jour, et surtout des questions du traitement spécial et différencié et d'une réciprocité qui ne soit pas totale, les modalités incluaient des dispositions visant à prendre davantage en considération ces points. Outre la flexibilité déjà prévue dans la formule grâce à l'utilisation des moyennes tarifaires de chaque participant, les pays en développement se voyaient ménager une flexibilité supplémentaire par la proposition selon laquelle jusqu'à 5 pour cent des lignes tarifaires pourraient demeurer non consolidées, pour autant qu'elles ne dépassent pas 5 pour cent de la valeur totale des importations. Ils disposeraient aussi de plus longues périodes de mise en œuvre pour les réductions tarifaires. Les PMA ne seraient pas tenus de prendre des engagements de réduction concernant la formule, la méthode d'élimination sectorielle ou des méthodes supplémentaires, mais il serait attendu d'eux qu'ils accroissent substantiellement leur niveau d'engagements en matière de consolidation. De nombreux participants avaient reconnu les engagements substantiels en matière d'accès aux marchés que les Membres ayant accédé récemment avaient déjà pris au moment de leur accession. Ainsi, de manière à leur ménager une certaine flexibilité et en reconnaissance du fait que certains de leurs engagements n'avaient pas encore été pleinement mis en œuvre, il était proposé que le coefficient B de la formule puisse être ajusté. Une fois encore, étant donné que le facteur B devait être déterminé pour tous les Membres, il n'apparaissait pas encore clairement quel facteur B spécifique pourrait être utilisé pour les Membres ayant accédé récemment. Cependant, le Président espérait que l'incorporation de cette flexibilité permettrait d'atteindre le niveau de participation désiré et le résultat escompté pour tous les participants.

1.6 Les quatre premiers éléments faisaient tous partie intégrante des modalités tarifaires pour les participants. La sous-partie 5 était toutefois prévue comme un élément supplémentaire à entreprendre par les participants qui le désiraient. Sur la base des discussions menées à ce jour, les modalités telles que les demandes et offres, l'élimination zéro pour zéro, l'élimination sectorielle additionnelle ainsi que l'harmonisation sectorielle avaient été mentionnées par de nombreux participants et c'était la raison pour laquelle elles étaient incluses dans la partie intitulée "Modalités supplémentaires". De plus, la question de l'élimination des droits peu élevés ou de nuisance était incluse. Comme il n'existait pas de consensus sur ces questions pour le moment, elles étaient incluses en tant que possibilité dans cette section. De nouvelles discussions sur ces points seraient nécessaires.

1.7 S'agissant de la partie portant sur les obstacles non tarifaires, l'intention était de refléter le débat du Groupe sur cette question. Il y avait donc un certain nombre d'approches fondées sur le type d'obstacles non tarifaires identifiés. Le Président a souligné qu'il était nécessaire que les participants poursuivent leur identification et leur examen des obstacles non tarifaires et que l'aboutissement de cet exercice devrait permettre au Groupe de progresser de la manière appropriée. Certains obstacles non tarifaires étaient liés à d'autres domaines du programme de Doha et des discussions antérieures indiquaient qu'il faudrait continuer à les traiter dans d'autres enceintes appropriées qui leur seraient dévouées. Quant aux obstacles non tarifaires pour lesquels il n'y avait pas actuellement de mandat de négociation spécifique dans la déclaration de Doha, le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés aurait à clarifier la question plus avant et à décider s'il était nécessaire de les soumettre à un autre organe de l'OMC. Pour se faire, un rapport serait présenté au CNC afin que les obstacles non tarifaires soient soumis à l'organe de l'OMC approprié en vue d'une action et de la présentation d'un rapport. S'agissant des obstacles non tarifaires qui devraient être traités par ce Groupe, les modalités spécifiques telles que des demandes/offres et des approches horizontales ou verticales auraient à être déterminées. Il était prématuré, pour l'heure, de déterminer quelle modalité serait applicable et ainsi toutes les possibilités devraient rester ouvertes.

1.8 Le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha et la référence au paragraphe 50 qui y était faite prévoyaient des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les PMA à participer effectivement aux négociations. La partie D du document sur le projet d'éléments

expliquait que le Groupe avait déjà fait beaucoup dans ce domaine et proposait que les travaux se poursuivent à cet égard. Les renseignements qui y figuraient étaient factuels et qu'une masse de travail considérable avait déjà été accomplie tel que l'indiquait la note de bas de page 11. Le Président espérait que le Groupe pourrait continuer de faire des propositions et d'identifier des questions qui renforceraient l'importance de la poursuite de ces travaux au fur et à mesure que les négociations progressaient.

1.9 Le représentant du Taipei chinois a dit que le document sur le projet d'éléments des modalités possibles exigeait peut-être une élaboration plus poussée, des ajustements ou des améliorations avant de servir de base pour des discussions plus substantielles. Concernant la formule proposée dans le projet, l'introduction du facteur "ta" dans la formule aboutirait à une situation dans laquelle les Membres ayant des taux de base moins élevés bénéficieraient d'une concession tarifaire plus importante. Sa délégation se demandait si cela était juste. De plus, l'approche ligne par ligne sans flexibilité pour les Membres sur certains de leurs produits très sensibles risquait de conduire à une impasse dans les négociations. Les Membres avaient toujours un petit nombre de produits qui étaient non seulement sensibles sur le plan économique mais aussi sensibles aux niveaux politique et social. Si les participants tenaient absolument à ne permettre aucune flexibilité sur ces produits sensibles, les négociations se trouveraient dans une situation difficile. Dans cette perspective, les Membres devraient avoir la possibilité de maintenir des concessions tarifaires plus faibles sur un nombre limité de produits très sensibles et délicats. S'agissant de l'élimination sectorielle des droits, sa délégation était satisfaite de constater que l'approche sectorielle figurait en tant qu'élément dans le document du Président. Cependant, le projet devrait uniquement donner aux Membres une ligne directrice pour de nouvelles négociations sur une approche sectorielle, plutôt que leur donner l'impression qu'ils étaient déjà parvenus à des résultats dans les négociations au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Les secteurs visés par l'élimination sectorielle des droits devraient faire l'objet de négociations supplémentaires. Dans le choix de ces secteurs, il ne faudrait pas éliminer les droits de douane applicables aux ressources naturelles épuisables, telles que les produits halieutiques, pour des raisons de développement durable. S'agissant de la question des Membres ayant accédé récemment, le Taipei chinois avait proposé une période de grâce plus longue, que les Membres devraient examiner de manière plus approfondie. Il était toutefois regrettable de constater que les points qu'il avait soulevés n'avaient pas été incorporés dans le projet de proposition du Président. Il espérait que la version révisée du projet de proposition, s'il y en avait une, pourrait intégrer leur opinion à cet égard.

1.10 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que le projet de cadre était une œuvre très raffinée sur un plan technique, avec des subtilités dans la manière diversifiée dont il traitait les différents éléments, dont certains étaient traités de façon très spécifique, d'autres uniquement évoqués, d'autres encore bien définis tout en restant ouverts en termes d'ambition, d'autres enfin complètement laissés de côté, comme des lacunes devant être comblées ultérieurement. Pour l'essentiel, ce projet constituait une réponse très directe au mandat, certainement pour le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha, bien qu'il y ait un souci de conformité avec le paragraphe 1 de cette même déclaration. La délégation néo-zélandaise était satisfaite du libellé précis concernant les taux de base, notamment la négociation sur les taux consolidés, et sur les taux finals devant être consolidés en termes *ad valorem*. De manière globale, elle était ravie d'avoir sous les yeux suffisamment tôt un libellé définitif sur les éléments qui serait essentiel pour faire en sorte que les engagements concernant les réductions tarifaires négociées soient effectivement tenus dans l'optique des résultats finals. La modalité centrale pour la réduction des droits de douane que le document proposait était une formule unique non linéaire. Le fait qu'elle soit une formule d'harmonisation était une indication que le Groupe visait un taux zéro, même si la délégation néo-zélandaise aurait aimé voir un signal plus explicite en direction d'un objectif d'élimination complète des droits dans le cadre proposé. Comme le Président l'avait relevé, la formule traitait effectivement des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits au niveau national. Si on voulait régler la question des crêtes tarifaires au niveau international ainsi que celle des droits élevés dans de nombreuses listes, il faudrait que le coefficient B ait une valeur qui soit plus proche de zéro que de 1. Le cadre répondait généreusement aux dispositions du mandat relatives aux

pays en développement, et, notamment, l'utilisation des moyennes tarifaires nationales comme coefficient variable était une réponse excessive à la référence faite dans le mandat à une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui était des engagements de réduction.

1.11 Les éléments du projet de cadre pouvaient être retravaillés mais il fallait y intégrer à la fois équilibre et ambition. La proposition de formule actuelle impliquait que si on partait d'une valeur de  $B=1$ , les principaux participants développés seraient confrontés à un plafond tarifaire compris entre 2 et 4 pour cent, tandis que bon nombre des principaux pays en développement participants pourraient conserver des plafonds tarifaires compris entre 30 et 40 pour cent. Cet écart était énorme. Il en allait de même entre les pays en développement participants. Partant d'une valeur de  $B=1$ , et en excluant les Membres ayant accédé récemment, les plafonds tarifaires pour les plus grandes économies en développement semblaient passer, selon cette approche, de 15 pour cent à des fourchettes se situant au-delà de 30 et 40 pour cent. Ces différences n'étaient pas admissibles et il fallait envisager la question de savoir comment finalement y remédier. Si la valeur "ta" pouvait être harmonisée ou condensée avant d'appliquer la formule, l'intervenant se demandait si un plafond ou un plancher pouvait être inséré pour certains participants afin de limiter les écarts. De la même manière, la proposition visant à permettre à certains participants de ne pas consolider jusqu'à 5 pour cent des lignes soulevait une autre question d'équité, compte tenu qu'une grande partie des Membres, dont de nombreux pays en développement, avaient déjà consolidé 100 pour cent de leurs lignes. S'agissant de l'accès aux marchés, rien n'indiquait si et comment ce cadre allait aboutir à de réels résultats en termes d'accès aux marchés. Il serait probablement profitable pour les exportateurs vers les marchés des pays développés, une fois encore en partant d'hypothèses communes quant à la valeur du coefficient B. Les avantages sur ces marchés seraient encore plus importants avec des droits peu élevés, élément qui devrait être examiné avec attention si le Groupe de négociation tenait à parvenir à un train de mesures ambitieux. Mais pour obtenir de nouveaux accès aux marchés des principaux pays en développement (échanges Sud-Sud et Nord-Sud), il faudrait imposer des plafonds aux taux finals non pas dans des fourchettes de 30 ni même de 20 pour cent, mais plutôt de 10 à 19 pour cent. S'agissant de la formule, un tel résultat nécessitait d'opter pour une valeur du coefficient B plus proche de zéro que de 1. La question était de savoir si cela était réalisable autant que réaliste. Dans la négative, le Groupe devrait peut-être trouver des avantages en termes d'accès aux marchés dans d'autres éléments des modalités.

1.12 Concernant l'élément sectoriel de la proposition, il s'agissait objectivement d'une réponse directe à l'importance que le mandat avait donnée aux produits représentant un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement. Les secteurs identifiés étaient ceux dans lesquels les exportations des pays en développement se concentraient et dans lesquels les obstacles étaient les plus élevés. Il semblait que par rapport aux mêmes critères, il y avait au moins une omission évidente, à savoir les produits forestiers. La Nouvelle-Zélande se demandait si un consensus allait être atteint rapidement ou facilement. Si le poids de l'ambition portait sur l'élimination sectorielle et l'harmonisation plutôt que sur la formule, une gamme plus vaste de secteurs qui répondaient aux intérêts des pays développés devrait figurer dans cette partie des modalités. Là encore se posait la question de savoir si c'était faisable. Ces questions avaient donné lieu à d'importants compromis: il fallait faire un choix entre les sensibilités nationales et les intérêts à l'exportation; et entre une approche sectorielle pour parvenir à un réel accès aux marchés et l'objectif de parvenir à un accès aux marchés grâce à la formule impliquant des réductions tarifaires approfondies. L'intervenant pensait que le Groupe tiendrait compte de certaines requêtes en faveur d'une valeur souple pour le coefficient B, d'une plus grande flexibilité pour laisser des produits non consolidés ou hors des engagements de réduction, et d'une libéralisation sectorielle qui soit purement volontaire, en bref, des requêtes en faveur d'une modalité pour les participants développés.

1.13 Le représentant de la Nouvelle-Zélande se demandait si le mandat envisageait essentiellement des réductions unilatérales de la part des pays développés et si "une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction" impliquait de ne rien modifier aux taux effectivement appliqués sur la majorité des marchés. Il se demandait également si la contribution principale des plus

grands pays en développement participants se ferait uniquement sous la forme de taux finals consolidés se rapprochant légèrement des taux appliqués actuels. Sa délégation ne considérerait pas qu'une telle contribution correspondait au type de résultat que le mandat envisageait, et ne pensait pas non plus qu'elle soit réaliste sur le plan commercial ou politique. De manière générale, sa délégation n'imaginait pas que les questions centrales en matière d'ambition et de réciprocité pourraient être résolues dans le processus de Genève sans qu'interviennent de nouvelles orientations politiques. Les choix qu'il fallait faire impliquaient finalement d'accepter de sérieux sacrifices politiques de la part de la quasi-totalité des parties à la négociation. De la même manière, il était difficile d'imaginer que ces questions trouvent une solution dans le contexte du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés car il faudrait qu'il y ait un parallélisme entre ces questions et d'autres éléments essentiels du mandat en matière d'accès aux marchés et de règles. Cela signifierait qu'il y avait des limites que le Groupe ne pourrait dépasser sans une nouvelle intervention des ministres. Pendant les mois à venir, les travaux pourraient être axés sur l'exploration des options techniques dans le cadre global proposé par le Président. Le Groupe pourrait se fixer comme objectif d'être en mesure de proposer aux ministres réunis à Cancún quelques options plus détaillées, mais s'ils voulaient tirer le meilleur du cadre, ils devraient œuvrer sur le long terme. La délégation néo-zélandaise pouvait sans aucun doute travailler à partir des éléments du texte pour parvenir à un résultat ambitieux mais il faudrait faire pleinement usage de la flexibilité envisagée au paragraphe 3 du document du Président. Cela impliquerait d'utiliser les éléments du document comme une boîte à outils plutôt que comme une approche définitive, et le Groupe aurait à identifier la manière dont il pourrait établir un meilleur équilibre et parvenir à une réciprocité et à un réel accès aux marchés. Pour terminer, il était nécessaire de définir un concept pour savoir de quelle manière aligner la libéralisation des droits NPF sur la réalité dans laquelle les taux préférentiels et les taux effectivement appliqués visant la majorité des échanges mondiaux se rapprochaient maintenant de zéro.

1.14 Le délégué du Maroc, s'exprimant au nom du Groupe africain, a dit que le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha mettait en exergue la composante développement qui caractérisait tous les domaines de négociation convenus à Doha et rappelait tout particulièrement l'importance, pour les pays africains, d'un accord qui offrirait un réel accès aux marchés pour leurs produits qui, jusqu'alors, avaient été bloqués par divers obstacles tarifaires et non tarifaires. Les préoccupations du Groupe africain, qui avaient été exprimées à de nombreuses reprises, devaient être pleinement prises en compte dans la formulation d'un éventuel projet de modalités. Les pays africains étaient déçus que leurs préoccupations n'aient pas du tout été prises en considération dans l'approche qui avait été proposée. La formule ainsi que l'approche sectorielle supplémentaire ne leur permettraient pas de restaurer un équilibre dans leurs économies fragiles. En Afrique, l'industrialisation était une nécessité vitale afin de lutter contre la pauvreté, devenue endémique aujourd'hui, et il fallait répondre de manière urgente aux besoins de cette industrialisation pour stimuler les économies et permettre le développement d'entités qui pourraient survivre dans un monde toujours plus soumis à la concurrence. Qui plus est, les droits de douane jouaient encore un rôle important en tant que source de revenu et, dans certains pays africains, les droits de douane représentaient en eux-mêmes plus de la moitié des recettes fiscales de l'État. Les progrès de la réforme fiscale, appropriée et adaptée à chaque cas, constituaient très certainement la solution à moyen ou long termes, mais toute réduction considérable des droits de douane à l'étape actuelle aurait pour conséquence d'étouffer de nombreuses économies africaines. Celles-ci étaient largement dépendantes des préférences commerciales, qui étaient une ressource essentielle pour le continent. Aussi une réduction considérable et soudaine des droits de douane entraînerait une érosion de ces préférences, avec toutes les conséquences négatives qui en résulteraient. Le Groupe africain restait ouvert à toute proposition qui prendrait en considération les préoccupations légitimes, notamment en ce qui concernait le traitement spécial et différencié. Le Groupe de négociation avait tenu peu de discussions sur les obstacles non tarifaires mais les problèmes et les difficultés qu'ils posaient aux pays africains devaient être pleinement pris en compte.

1.15 Le représentant du Kenya a dit que certains des éléments proposés, s'ils étaient adoptés et appliqués par les pays développés Membres, conduiraient à l'amélioration de l'accès aux marchés pour

les produits provenant des pays en développement et des PMA Membres. Le document du Président ne tenait pas compte, toutefois, de la plupart des éléments proposés par un certain nombre de pays en développement, notamment ceux d'Afrique. Par exemple, une des propositions non incluses était celle faite par un groupe de pays africains selon laquelle, compte tenu de leur faible base industrielle et des bénéfices très décevants qu'ils avaient tirés des précédents efforts de libéralisation, ils devraient être autorisés à déterminer leur libéralisation future, y compris leurs engagements de réduction. Par ailleurs, le document ne prenait pas en considération l'impact négatif que les réductions tarifaires proposées auraient sur les préférences dont jouissaient les pays africains et d'autres pays en développement sur les marchés des pays développés. Ils avaient, en maintes occasions, imploré le Groupe de négociation d'examiner des manières et des moyens d'élaborer un mécanisme approprié pour faire face à cette situation. L'inclusion, dans la Déclaration ministérielle de Doha, du concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui était des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994, avait été une reconnaissance sans équivoque que tous les Membres n'auraient pas l'obligation de prendre des engagements aux mêmes niveaux ni de mêmes types en raison de leurs différents niveaux de développement. Bien que la formule proposée paraisse avoir intégré le concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale par l'utilisation de moyennes différentes, elle prescrivait la même approche. Ce n'était pas le processus d'application de la formule qui aurait dû refléter le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, mais les résultats de cette formule. Celle-ci, bien qu'elle semble prendre en considération les différents profils tarifaires des Membres, exerçait sur eux tous un effet similaire, ce qui aurait des conséquences graves sur leur équilibre commercial. La formule proposée était une variante de la formule suisse qui tendait à harmoniser les structures tarifaires des Membres, exercice qui n'était pas spécifié dans le mandat. Elle imposerait des coupes plus profondes aux droits plus élevés, et les droits des pays développés applicables aux produits non agricoles étaient relativement bas par rapport à ceux des pays en développement, notamment des pays africains. Ainsi, les pays en développement africains se verraient contraints d'entreprendre des réductions tarifaires globales énormes qui diminueraient considérablement la protection de leur industrie déjà fragile et empêcheraient les entreprises de pouvoir résister à la concurrence extérieure. En conséquence, les entreprises seraient éjectées du marché intérieur et une désindustrialisation s'ensuivrait. Dans ces circonstances, les efforts d'industrialisation ne seraient plus qu'un mirage.

1.16 Les pays en développement, notamment les pays africains, avaient besoin d'une approche différente des réductions tarifaires. Ils devraient être autorisés à choisir pour eux-mêmes le rythme et le calendrier de la libéralisation des échanges de manière à pouvoir adapter leurs engagements à leur situation et à leurs besoins dans les secteurs industriel et commercial. Une approche plus réaliste et pratique qui reflétait le concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale en ce qui concernait les engagements de réduction constituait à adopter des réductions d'un pourcentage équivalent pour tous les Membres. Cela donnerait également une vision plus précise de l'effet que les engagements auraient sur les importations et les recettes douanières. Dans ce cas, le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale devrait être reflété sous la forme d'une réduction plus faible des recettes douanières pour les pays en développement par rapport aux pays développés. La délégation du Kenya accueillait favorablement la proposition d'utiliser les taux consolidés comme point de départ pour les réductions tarifaires. Elle n'était pas d'accord, toutefois, avec la proposition de convertir les taux non consolidés au double des taux effectivement appliqués et de faire passer le nombre de lignes consolidées à au moins 95 pour cent. Augmenter le nombre de produits consolidés améliorerait la sécurité de l'accès et réduisait les possibilités de revenir à des mesures commerciales, mais cela ne devrait pas se faire en empêchant les pays en développement d'utiliser des mesures de politique commerciale et industrielle appropriées pour stimuler le commerce et le développement dans ces secteurs. C'était pourquoi la délégation kényenne avait déclaré, dans sa communication TN/MA/W/27, que le taux et le nombre de produits consolidés devraient être déterminés par chaque pays en développement. Cet élément important devrait avoir sa place dans le document du Président.



1.17 L'élimination sectorielle des droits pourrait ne pas donner les résultats voulus, plus particulièrement pour les pays en développement possédant une base industrielle faible. Cela était dû au fait que les entreprises situées en Afrique, par exemple, n'étaient pas devenues compétitives au point qu'elles puissent résister à la concurrence extérieure. Aussi, bien que l'élimination des droits de douane sur les marchés d'exportation pour les produits provenant de pays africains puisse leur être bénéfique, l'application de ces mêmes mesures sur leurs marchés intérieurs pourrait s'avérer contre-productive. Il ne serait donc pas dans l'intérêt des pays africains d'entreprendre une élimination sectorielle des droits avant qu'ils aient des bases industrielles bien développées et compétitives. Alors que le programme de travail qui avait été adopté le 19 juillet 2002 reconnaissait que le traitement spécial et différencié faisait partie intégrante des négociations en cours, cet élément n'avait pas été mis en avant dans le document du Président. De plus, le traitement spécial et différencié qui avait été inclus prenait la forme habituelle de réductions plus faibles en pourcentage et de périodes de mise en œuvre plus longues. Il limitait également le nombre de produits non consolidés à un taux conditionnel de 5 pour cent des lignes tarifaires. La délégation se demandait si ce type de traitement spécial et différencié ménageait une flexibilité adéquate pour stimuler un développement industriel d'importance. Le traitement spécial et différencié ne devrait pas être fondé sur des décisions arbitraires mais plutôt sur des critères objectifs tels que le niveau de développement industriel, la capacité d'exportation et les conséquences probables d'une très forte augmentation du nombre de produits consolidés. Le nouveau traitement spécial et différencié devrait ainsi faire en sorte que l'obligation multilatérale contribue, et ne porte pas atteinte, à la concrétisation des objectifs de développement du Groupe dans les secteurs du commerce et de l'industrie. La délégation a pris acte, néanmoins, des efforts du Président pour prendre en compte les besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et des PMA participants par le biais de dispositions additionnelles suggérées au paragraphe 8 du document sur les modalités. Cette partie du texte pourrait être améliorée afin de répondre de manière adéquate aux attentes des pays en développement et des pays les moins avancés. La délégation kényenne proposait donc que, conformément à la plupart des cycles de négociation précédents, les pays en développement ne devraient pas être assujettis à des réductions tarifaires fondées sur une approche impliquant une harmonisation ou une formule. Les pays en développement disposant d'une base industrielle faible et vulnérable devraient plutôt avoir la possibilité de choisir leurs propres engagements et de décider dans quel secteur et à quel taux de réduction ils s'engageraient. On devrait leur permettre d'augmenter le nombre de produits consolidés à des taux et des niveaux décidés par eux et en conformité avec leurs niveaux de développement. Les lignes tarifaires consolidées récemment ne devraient pas être assujetties à des engagements de réduction. L'augmentation du nombre de produits consolidés devrait être considérée comme une concession suffisantes et une contribution au renforcement du système commercial multilatéral.

1.18 Le Groupe des pays africains était toutefois ravi de noter que le document proposait que les pays Membres comptant parmi les moins avancés n'étaient pas supposés prendre des engagements de réduction dans le cadre du traitement spécial et différencié qui leur serait applicable. Bien que les PMA puissent être encouragés à augmenter le niveau de leurs engagements en matière de consolidation, cela devrait se faire sur une base volontaire et proportionnellement à leur niveau de développement. En outre, le Groupe des pays africains accueillait positivement la proposition du Président d'intégrer les PMA dans le système commercial multilatéral au paragraphe 9 du document sur le projet d'éléments. Il était nécessaire d'obtenir des pays développés Membres un engagement ferme à intégrer les PMA et d'autres pays en développement à faibles revenus dans le système commercial multilatéral en les soutenant grâce à la diversification de la production et l'élargissement de leur base d'exportation. À cet égard, un accès sans restriction et bien ciblé aux marchés des pays développés serait un moyen pratique d'obtenir les résultats voulus. Il faudrait réfléchir plus avant à la proposition concernant des modalités supplémentaires afin d'évaluer l'impact de certains des éléments identifiés, de sorte que les pays ayant une base industrielle faible ne se retrouvent pas dans une situation encore pire. Le Groupe des pays africains tendait à préférer une approche volontaire qui n'exigerait ni compensation ni crédit.

1.19 S'agissant des obstacles non tarifaires, il ne serait pas dans l'intérêt des pays africains ayant des ressources humaines limitées de se disperser dans des négociations auprès d'autres organes de l'OMC. Le Groupe des pays africains était déterminé à négocier efficacement et de manière détaillée et il ne pourrait le faire qu'auprès des organes de négociation existants. Le renvoi de certains obstacles non tarifaires devant d'autres organes de l'OMC qui n'avaient pas de mandat de négociation mettrait en fait ces obstacles non tarifaires visés par les Accords de l'OMC à l'abri des négociations. Le Groupe des pays africains souscrirait partiellement à la suggestion du Président selon laquelle les obstacles non tarifaires qui faisaient l'objet d'un mandat de négociation spécifique ne pourraient être traités que par cet organe, que les résultats seraient transmis au Groupe, mais que les travaux sur d'autres obstacles non tarifaires devraient être exécutés au sein du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Tout renvoi à d'autres organes devrait être fait après la tenue de discussions exhaustives au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés.

1.20 Le Kenya et un certain nombre d'autres pays africains avaient proposé, avant la Conférence ministérielle de Doha (WT/GC/W/453) qu'une étude soit menée pour évaluer l'impact de la libéralisation antérieure avant de commencer des négociations. Malheureusement, cela n'avait pas été fait. Depuis le lancement du programme de travail de Doha, ils avaient demandé à maintes reprises que les études soient étendues à d'autres pays africains et ils espéraient que leur proposition trouverait un écho favorable dans le document du Président. Ils demandaient à la Division de la recherche de l'OMC et à d'autres organisations, dont la CNUCED, d'entreprendre des études pour déterminer les implications de chacun des éléments proposés dans le document sur le projet d'éléments sur les exportations et les importations des Membres, tant en termes de volume que de valeur. Ces études devraient établir avec certitude quel serait l'équivalent réciproque des différents pourcentages de réduction tarifaire si les points de départ de la structure tarifaire et des taux de droits étaient différents, ainsi que la manière de parvenir aux mêmes résultats en termes de réduction en pourcentage des prix à l'importation. Tant que ces études ne seraient pas terminées et leurs implications complètement examinées, il serait difficile d'évaluer si le projet de modalités satisfaisait au mandat de Doha concernant une réciprocité qui ne soit pas totale et une pleine prise en considération des besoins et intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés. Des travaux supplémentaires devaient être réalisés pour faire en sorte que les modalités soient acceptables par l'ensemble des Membres. Le temps pouvait être important et il était nécessaire d'œuvrer à la consolidation de tout avantage acquis à ce jour. Le Groupe des pays africains resterait engagé de manière positive mais il exhortait les Membres à la prudence face à toute tentative d'accélérer le rythme des négociations au-delà de ce qui était nécessaire compte tenu des défis à relever et afin d'éviter de fragiliser l'atmosphère de bonne volonté qui prévalait actuellement dans le Groupe de négociation, et de remettre en question les progrès réalisés à ce jour.

1.21 Le représentant du Japon a dit que le document du Président présentait un très sérieux problème en ce que la formule proposée penchait trop du côté des pays ayant une moyenne tarifaire élevée et qu'il traitait injustement les efforts des pays ayant une moyenne tarifaire basse qui avaient réduit leurs droits de douane au prix de grands sacrifices. L'objectif des négociations actuelles était de stimuler plus avant la libéralisation des échanges en réduisant les droits de douane en "fai[sant] fond sur les ouvertures de marchés réalisées jusqu'ici en tant qu'élément majeur de la promotion du commerce et du développement", comme l'avait dit le Président. Le fait de ne pas exiger des pays appliquant des droits élevés des efforts de libéralisation suffisants constituait un problème très grave étant donné que la libéralisation des échanges apporterait des avantages à tous les pays, et notamment aux pays en développement. Utiliser la formule proposée signifierait que plus le taux de droit moyen d'un pays serait élevé, plus le taux de réduction du niveau tarifaire équivalent serait réduit. Par contre, cette formule harmoniserait les niveaux tarifaires des différents produits dans un même pays. De manière générale, la formule était totalement insuffisante pour ce qui était d'encourager de nouveaux efforts de réduction de la part des pays maintenant des droits élevés. De plus, elle était insuffisante en ce qui concernait l'harmonisation des niveaux tarifaires entre différents pays en corrigeant les écarts

entre les droits appliqués au niveau mondial. En conséquence, la formule n'encourageait pas suffisamment le commerce et, partant, le développement de l'économie mondiale.

1.22 Le développement était un élément crucial pour le Japon dans ce cycle de négociations et il était naturel que le Président ait dit que le "traitement spécial et différencié faisait partie intégrante de la négociation". Cependant, ni un niveau tarifaire moyen plus élevé ni un nombre moins élevé de produits consolidés n'étaient synonymes d'un niveau de développement moindre. Un niveau tarifaire bas reflétait parfois simplement le fait que le pays en question avait récemment accédé à l'OMC. Même si les échanges Sud-Sud étaient souvent cités comme un élément clé pour promouvoir le commerce dans les pays en développement, le projet de formule ne soutiendrait pas ces échanges et s'avérerait même contre-productif car il ne tenait pas suffisamment compte des questions des niveaux tarifaires élevés dans les pays en développement. La formule avait un autre impact négatif majeur, à savoir que, étant donné qu'elle ne supprimait pas les droits de douane élevés dans les pays en développement, les pays développés pouvaient choisir l'option d'adopter plus que jamais des régimes commerciaux bilatéraux ou régionaux, tels que des ALE ou des ACR. Cela était totalement à l'opposé de l'affirmation, dans le projet de document du Président, selon laquelle nous garderions "bien présent à l'esprit qu'il est important de préserver l'intégrité du système commercial multilatéral de l'OMC". En raison de l'approche prévoyant une réduction des taux de droit ligne à ligne, les Membres auraient des difficultés à faire face aux secteurs sensibles. À la vue des problèmes que soulevait le document du Président, la proposition du Japon, par comparaison, serait très réaliste. Il était essentiel que la plupart des pays développés et en développement appliquent la formule unique, qui harmoniserait considérablement le niveau tarifaire général entre les différents Membres. Afin de proposer un moyen réaliste pour parvenir à cette fin, le Japon avait souligné l'efficacité d'une formule concernant la réduction du taux de droit moyen qui maintiendrait une certaine flexibilité, en tenant compte des diverses difficultés auxquelles chaque pays était confronté.

1.23 En ce qui concernait l'approche sectorielle, ayant à l'esprit le Programme de Doha pour le développement dans le contexte du cycle de négociations actuel, le Japon était d'avis qu'il était nécessaire d'accorder une certaine attention aux intérêts à l'exportation des pays en développement. Dans le même temps, le Japon avait pour ambition de poursuivre les négociations afin de conclure un accord sur l'harmonisation et l'élimination des droits dans 18 secteurs qui représentaient deux tiers du commerce mondial des produits non agricoles, par exemple les produits chimiques, les montres, les jouets, la porcelaine, les appareils photographiques, les machines de bureau, les produits liés aux technologies de l'information et les véhicules automobiles. La délégation japonaise ne pouvait toutefois souscrire à l'inclusion de certains secteurs sensibles tels que le poisson, les produits halieutiques, les chaussures et les produits en cuire. La Déclaration ministérielle de Doha démontrait un ferme attachement au développement durable mais le document du Président n'abordait pas ce point. La considération positive de la préservation de l'environnement mondial et de l'utilisation durable des ressources naturelles épuisables était un élément critique des discussions. Dans la perspective de l'expansion des échanges mondiaux, les modalités pour les négociations devraient être bien équilibrées et devraient résolument faire avancer les négociations sur l'accès aux marchés.

1.24 Le représentant de Maurice a dit que sa délégation soutenait pleinement les déclarations faites par le Maroc au nom du Groupe africain et par le Kenya au nom du Groupe des pays africains. Maurice avait de graves préoccupations à l'égard du document du Président. Elle notait avec regret que certains des éléments fondamentaux qui avaient été examinés minutieusement et discutés depuis le début des réunions du Groupe avaient été complètement ignorés, en dépit de leur importance pour les négociations en cours. L'un de ces éléments était l'"érosion des préférences". Cette situation compromettait sérieusement la position des pays bénéficiant de préférences, qui s'avéraient également compter parmi les Membres de l'OMC les plus pauvres et les plus vulnérables. Maurice avait toutefois pris acte du fait que le projet n'était pas détaillé et qu'il ferait l'objet de modifications et d'ajouts supplémentaires. Elle ne pourrait accepter un document de négociation partiel qui ne contiendrait que certains éléments des modalités alors que quelques-unes des questions majeures

soulevées par des pays en développement avaient été omises. Il serait impossible de négocier ou même de discuter des éléments proposés sans que toutes les autres questions intéressant particulièrement les pays en développement ne soient incluses dans le projet des modalités. Pas moins de six communications émanant de pays en développement et de PMA, soit individuellement soit en groupe, d'Afrique, des Caraïbes, d'Asie et d'Amérique latine avaient souligné la nécessité de traiter la question de l'"érosion des préférences". De plus, un grand nombre de délégations avaient exprimé leurs vues sur cette question. Il s'agissait d'un élément important de l'aperçu récapitulatif du Président (TN/MA/W/6) et il avait fait l'objet de longues discussions aux deux réunions précédentes du Groupe de négociation, qui avaient donné lieu à un échange de vues fertile et où quelques propositions concrètes avaient été faites. La délégation de Maurice ne parvenait pas à comprendre l'approche sélective adoptée dans le projet du Président. L'absence de toute référence, délibérée ou non, à un élément aussi vital revenait à créer un déséquilibre dans les négociations, avec toutes les conséquences dévastatrices que cela aurait sur les économies de ces pays. Ces éléments allaient donner forme aux négociations ainsi qu'à leur issue et c'était pourquoi il était crucial d'inclure les éléments soulevés par les pays en développement et de les discuter sur un pied d'égalité avec les autres éléments proposés. Le fait que le Groupe était dans un processus de négociation et que tous les participants voulaient parvenir à un résultat positif ne devrait pas les détourner des objectifs fondamentaux de l'Accord de Marrakech qui étaient "le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel ...". Le projet d'éléments aurait des répercussions négatives étant donné que les conditions d'accès aux marchés des pays les plus vulnérables, y compris des PMA, connaîtraient une détérioration rapide faisant suite à l'érosion substantielle de leur marge de préférence. La proposition d'élargir l'accès en pleine franchise de droits aux PMA afin d'améliorer leur accès serait anéantie compte tenu du niveau auquel les droits seraient réduits ou éliminés, selon les cas. Cela reviendrait à reprendre de la main gauche ce qui était donné de la main droite. L'intervenant était sûr que les PMA avaient pleinement conscience des dangers qui se profilaient à l'horizon.

1.25 Le mythe de la libéralisation des échanges avait fait de nombreuses victimes économiques. L'intervenant a donné pour exemple le cas de Maurice. Depuis 2002, dix entreprises mauriciennes avaient été fermées, avec pour conséquence la perte de près de 3 600 emplois, en raison de la suppression des contingents dans le secteur des textiles et vêtements et de la réduction anticipée des droits de douane. Cela avait été désastreux pour une petite économie comme Maurice. Depuis 2000, le chômage avait augmenté en flèche pour atteindre environ 10 pour cent de la population active en raison des pertes d'emplois dans les industries textiles. Alors qu'elles avaient connu une croissance à deux chiffres pendant les années 80 et la première moitié des années 90, les zones de transformation pour l'exportation avaient enregistré une croissance négative de 4 pour cent l'année précédente. La réduction anticipée de l'Arrangement multifibres avait déjà eu un impact négatif sur les industries textiles locales. L'effet combiné de l'élimination des contingents et du démantèlement des droits de douane aurait des conséquences dévastatrices pour le secteur industriel mauricien, avec des pertes d'emplois massives qui, à leur tour, mettraient en danger la structure socio-économique du pays, réputée pour sa coexistence pacifique. Il était évident que ce ne pouvait être là l'objectif que l'OMC cherchait à atteindre et que cela allait nettement à l'encontre des objectifs de l'Accord de Marrakech. Les préférences commerciales avaient joué un rôle important pour stimuler le développement économique de nombreux pays pauvres et vulnérables. Elles avaient également contribué aux entrées d'investissements et, par extension, à la création d'emplois ainsi qu'à l'amélioration du niveau de vie des habitants. L'exemple concret de l'AGOA (Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique) étayait cet argument. Le rapport au Congrès des États-Unis sur les accomplissements de l'AGOA signalait la création de 2 000 emplois au Kenya, 15 000 au Lesotho, 5 000 au Malawi, 8 000 en Namibie et 11 000 au Swaziland. De plus, de nouveaux investissements étaient prévus en Namibie pour un montant de 250 millions de dollars EU, en Ouganda pour un montant de 20 millions de dollars EU et au Kenya pour un montant de 12,8 millions de dollars EU. Tout cela était dû à l'accès préférentiel que l'AGOA accordait aux pays de l'Afrique subsaharienne, et ces pays commençaient à faire des progrès grâce à ces arrangements. Les pays de l'Afrique subsaharienne

étaient particulièrement reconnaissants aux États-Unis d'avoir pris cette initiative opportune. Il fallait également garder à l'esprit les avantages substantiels que les pays ACP avaient tirés d'abord de la Convention de Lomé, puis de l'Accord de Cotonou, et l'intervenant adressait ses remerciements aux Communautés européennes. Les conséquences découlant d'une érosion massive de ces préférences seraient que les pays ACP et les pays de l'Afrique subsaharienne seraient une fois encore les plus affectés par la libéralisation sauvage des échanges et devraient encore subir le poids de la pauvreté et de la marginalisation. La question de l'érosion des préférences avait été débattue à peine deux semaines plus tôt à une session extraordinaire du Conseil général sur la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. L'intervenant a cité la déclaration du Directeur général pendant cette réunion: "Certaines de ces questions ont déjà été identifiées dans nos travaux à l'OMC – l'appui pour s'ajuster à l'effet que les réductions tarifaires exercent sur les recettes publiques, par exemple, et à l'érosion des préférences commerciales". Le Président de la Banque mondiale et le Directeur général du FMI avaient tous deux souligné la nécessité de donner des réponses adéquates afin de régler le problème de l'érosion des préférences. C'était pourquoi ne pas traiter une question aussi importante accentuerait sans aucun doute le déséquilibre.

1.26 S'agissant de la dynamique générale du document du Président, la délégation de Maurice et celles d'autres pays du continent africain se trouvaient prises dans un carcan qui ne leur laissait pas la moindre marge de manœuvre. Cette situation était tout à fait inconcevable dans une organisation conduite par ses Membres telle que l'OMC. La formule qui était proposée comme la modalité centrale était inacceptable à leurs yeux, comme l'était encore davantage l'approche sectorielle. Les propositions avancées perpétueraient la désindustrialisation dans la majorité des pays en développement, notamment sur le continent africain. Elles conduiraient également à de graves déficits dans les recettes publiques, créant ainsi une combinaison explosive alliant baisse des recettes à l'exportation et compression des revenus. Concernant la question des obstacles non tarifaires, il était essentiel que cette question, qui avait plus d'effets de distorsion des échanges que les obstacles tarifaires, soit pleinement examinée; le mandat de négociation sur les obstacles non tarifaires incombait au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés et non à d'autres organes subsidiaires. Le projet de texte ne reflétait pas les travaux et les discussions qui s'étaient tenus au Groupe de négociation et Maurice ne pouvait donc pas accepter le projet d'éléments sous sa forme actuelle. Maurice voulait que le Président s'engage fermement à ce que ce projet d'éléments soit révisé et incorpore les préoccupations légitimes de Maurice. Elle restait attachée à œuvrer de manière constructive au sein du Groupe en vue de trouver une solution acceptable.

1.27 Le représentant du Nigéria a dit que son pays souscrivait à la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain ainsi qu'à la déclaration du Kenya. Sa délégation accueillait favorablement les efforts sérieux déployés par le Président pour présenter un projet d'éléments, tout en prenant note de son approche prudente consistant à laisser aux Membres la responsabilité finale de la prise de décision dans les parties cruciales des modalités. Cette attitude prudente avait également été amplement démontrée en ce que le Président s'était abstenu de donner des chiffres spécifiques dans la formule suggérée. Bien que le Nigéria se félicite de cette mesure de prudence, il avait été difficile, compte tenu de l'absence de détails spécifiques et du manque d'élaboration sur certains points essentiels, d'évaluer de manière catégorique l'impact de la formule proposée pour les réductions tarifaires, entre autres éléments.

1.28 Sur un plan préliminaire, certaines questions d'intérêt nécessitaient d'être réexaminées ou clarifiées à nouveau. Le Nigéria était tout à fait d'accord avec le paragraphe 4 du document du Président mais il se demandait si la formule proposée allait suffisamment loin pour prendre en considération les préoccupations des pays en développement. Son évaluation initiale de la formule sur les engagements de réduction tarifaire indiquait que, en dernière analyse, la formule pesait plus lourdement sur les pays en développement Membres qui entreprendraient des réductions tarifaires plus importantes, bien que certains éléments du concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale aient été intégrés. Le Nigéria s'inquiétait également de la recommandation du Président concernant le

traitement des produits non consolidés. La proposition avait tenté de prendre en compte le principe du traitement spécial et différencié en autorisant que 5 pour cent des lignes tarifaires puissent rester non consolidées, sous réserve qu'elles n'excèdent pas 5 pour cent de la valeur totale des importations d'un Membre, calculée pour la période de référence. La délégation nigérienne remettait en question les critères utilisés pour parvenir au chiffre de 5 pour cent. Elle se demandait également quels critères avaient été utilisés pour en arriver à recommander le double du taux appliqué actuellement comme base pour la consolidation de tous les taux non consolidés, car cela revenait à tenter de contraindre tous les Membres à augmenter considérablement la portée de leurs consolidations. Une telle proposition ne semblait pas mesurer à quel point il serait difficile, pour les Membres dont une part significative des lignes tarifaires n'était pas encore consolidée, de l'accepter, notamment alors qu'aucun critère n'avait été énoncé qui justifiait une augmentation aussi importante. La délégation nigérienne a réitéré son soutien à l'égard des efforts visant à augmenter le nombre des produits consolidés, plus particulièrement de la part des Membres dont un niveau significatif des lignes tarifaires restait non consolidé. Mais cette consolidation devrait être progressive afin de laisser la latitude politique nécessaire à ces pays pour s'adapter en fonction de leurs circonstances économiques.

1.29 Le Nigéria avait des préoccupations concernant la question de l'élimination sectorielle des droits. La proposition visait à éliminer et consolider tous les droits applicables aux produits présentant un intérêt à l'exportation particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, et la note de bas de page 7 faisait référence au fait que les Membres devraient eux-mêmes déterminer les produits visés. Il n'apparaissait pas clairement, toutefois, pourquoi des produits tels que le matériel électronique et électrique, et les pièces et parties de véhicules automobiles seraient inclus en tant que produits ou secteurs présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement et notamment pour les pays africains. Le Nigéria se félicitait de la recommandation concernant l'élimination des droits par les pays développés en une seule fois. Mais la proposition concernant l'élimination des droits par les pays en développement, même au moyen d'un programme en trois phases, n'était pas acceptable et l'était encore moins compte tenu de l'absence d'une mention précise des délais, qui aurait permis une meilleure évaluation des mérites d'une telle mesure. Il y avait un manque de considération pour le rôle de générateur de revenu que jouaient les droits de douane dans les pays en développement. Les pays africains, notamment, dépendaient dans une large mesure des recettes douanières et c'était pourquoi une proposition visant à l'élimination des droits tendait à fragiliser les conditions économiques particulières de ce groupe de pays. À cet égard, l'idée d'une élimination sectorielle des droits pourrait ne pas offrir d'avantages significatifs aux pays africains si l'on attendait d'eux qu'ils appliquent des mesures similaires à leurs propres secteurs dans une situation où leurs exportations n'étaient pas très compétitives et où leur base industrielle restait encore très fragile.

1.30 Le document du Président restait silencieux sur la question des préférences tarifaires en dépit du fait qu'un nombre important de participants bénéficiant de préférences étaient sérieusement inquiets face à l'impact d'une éventuelle érosion des préférences tarifaires. Il était évident que l'utilisation de la formule proposée résulterait en l'érosion des préférences et les pays qui bénéficiaient de celles-ci commençaient à se faire à cette idée. Des suggestions avaient été faites sur la nécessité d'établir des mécanismes possibles pour compenser ou atténuer l'effet néfaste de la perte des préférences. Il était essentiel de comprendre que cette question affectant un grand nombre de Membres de l'OMC et si une solution n'était pas trouvée en temps utile, le sort des négociations serait en péril. Les pays qui jouissaient des préférences commerciales continuaient d'être les plus marginalisés dans l'économie mondiale; aussi le Groupe ne pouvait-il pas parler d'une amélioration des conditions d'accès aux marchés tout en fermant la porte au groupe des pays les plus marginalisés du commerce mondial. S'agissant des obstacles non tarifaires, le Président n'avait fait qu'évoquer l'état actuel des discussions et souligner le fait qu'il restait beaucoup à faire avant qu'une orientation nette puisse être identifiée quant à la manière de traiter les obstacles non tarifaires. Une importance égale devrait être accordée à cet aspect des négociations comme aux négociations sur les droits de douane. Sans quoi, les progrès réalisés en fin de compte en matière de réductions tarifaires seraient

remis en question par les solutions inadaptées aux problèmes posés par les obstacles non tarifaires. Concernant l'aspect positif de la proposition visant les PMA, le Nigéria appréciait tout particulièrement la recommandation selon laquelle les PMA ne devraient pas avoir à prendre des engagements de réduction semblables à ceux des autres Membres de l'OMC. Les PMA devraient augmenter le nombre de produits qu'ils s'engageaient à consolider à titre de contribution de leur part, mais ils devraient être autorisés à le faire en fonction de leurs circonstances économiques. Le Nigéria considérait que le projet du Président était une tentative honnête et qu'il resterait engagé de manière positive dans les négociations. Il continuait d'inviter les Membres à adopter prudence et retenue en ce qui concernait l'ambition de conclure les négociations sur les modalités en un temps record, alors qu'il restait encore bien trop à faire pour se risquer à jouer les aventuriers.

1.31 Le représentant du Mexique a dit que le document du Président ne couvrait pas les exigences fondamentales de plusieurs pays en développement, dont son pays. Comme le Mexique l'avait dit dans sa proposition (TN/MA/W/13), la reconnaissance des principes du traitement spécial et différencié contribuerait à faire progresser le processus de négociation et à obtenir des résultats pour les pays en développement. Le projet du Président ne couvrait pas pleinement ni la question du traitement spécial et différencié, ni celle d'une réciprocité qui ne soit pas totale, ou, si c'était le cas, il le faisait d'une manière bien trop subtile. Cela signifiait que la réduction des droits de douane ne se faisait pas sur un pied d'égalité, ce qui rendait impossible la tenue de discussions solides sur cette question. Bien que l'établissement de périodes de mise en œuvre plus longues pour les réductions des droits de douane était un élément intéressant du traitement spécial et différencié, les modalités devraient être suffisamment flexibles pour prendre en compte les sensibilités de certains pays en développement. Comme l'indiquait la proposition du Mexique, si les négociations visaient à adopter une modalité trop ambitieuse avec des niveaux minimaux de libéralisation pour chaque ligne tarifaire, le niveau général de libéralisation serait moindre pour les pays en développement. Bien que la proposition du Président ait ménagé une certaine flexibilité, elle n'était proposée qu'à quelques pays en développement, et non à tous. Ceux qui n'avaient pas consolidé toutes leurs listes tarifaires étaient autorisés à garder 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées tandis que les pays qui avaient consolidé toutes leurs lignes tarifaires n'avaient aucune protection. Si les pays en développement n'avaient pas tous le droit à une certaine flexibilité, les modalités risquaient de créer des disparités entre ceux qui n'avaient pas consolidé l'ensemble de leur tarif douanier (même s'ils participaient au système multilatéral depuis 40 ans) et d'autres Membres qui avaient consolidé leurs listes. Tous les pays en développement avaient quelques secteurs sensibles.

1.32 S'agissant de l'élimination sectorielle, le Mexique reconnaissait que cette mesure cherchait à venir compléter le mandat de la Déclaration de Doha concernant les produits présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement. Cependant, bien d'autres discussions seraient nécessaires sur la liste des secteurs dans lesquels l'élimination serait proposée, ainsi que sur l'inclusion d'autres secteurs. Certains éléments de la méthodologie étaient préoccupants, notamment l'élimination sectorielle des droits pour les pays en développement, qui allait plus loin que la formule, de même que la question de savoir si l'élimination se déroulerait dans un délai identique à celui convenu pour une éventuelle formule de réduction tarifaire. Certains des secteurs proposés présentaient un grand intérêt pour les exportations des pays en développement. Les efforts visant à éliminer les droits dans un délai plus court semblaient provoquer un grave déséquilibre en termes d'élimination tarifaire. La seconde approche était intitulée "Modalités supplémentaires". Le document n'indiquait pas clairement si cette approche interviendrait en même temps que l'application de la formule ou pendant une seconde phase, ou si l'application était volontaire, comme cela avait été le cas à ce jour pour de nombreuses initiatives à l'OMC. Le Mexique était favorable à ce que ce type d'initiative soit considéré sur une base volontaire dans une seconde phase après que chaque membre avait pu évaluer le degré de libéralisation atteint. Exiger que les modalités supplémentaires soient un point de départ pour des négociations créerait un déséquilibre dans les négociations, étant donné que certains des secteurs proposés pouvaient présenter un plus grand intérêt pour les pays en développement que pour les pays développés. Le Mexique avait conscience des difficultés liées à ces

négociations compte tenu des différents niveaux de développement et des différentes situations économiques des pays. Cependant, suite aux résultats très modestes, si résultats il y avait, obtenus par le Groupe de négociation à ce jour, il pourrait y avoir un risque de ne pas parvenir à un accord à temps pour la cinquième Conférence ministérielle. Tous les pays en développement devraient bénéficier du même point de départ dans les négociations et non des conditions inégales proposées dans le projet du Président.

1.33 Le représentant de la Thaïlande a dit que le document du Président envisageait une portée ambitieuse en proposant une formule d'harmonisation ainsi qu'une approche sectorielle. En conséquence, il était difficile voire impossible à la Thaïlande d'accepter ces éléments comme base pour des négociations sans savoir le niveau d'ambition des négociations sur l'agriculture. La formule d'harmonisation avec une valeur de coefficient unique ne reflèterait absolument pas le mandat ministériel concernant le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale entre les pays en développement et les pays développés. De plus, la proposition d'utiliser le taux de base moyen en tant que partie intégrante de la formule applicable à tous les Membres ne pouvait pas tenir lieu de traitement spécial et différencié. Afin d'aider les Membres à comprendre la formule proposée, la Thaïlande demandait au Secrétariat d'établir une simulation à partir de la formule pour différentes valeurs de coefficient, par exemple, 5, 10, 20 et 30. De cette manière, les Membres auraient une représentation claire de la façon dont les valeurs de coefficient affecteraient le taux de réduction tarifaire pour chaque Membre. S'agissant de l'élimination sectorielle, cette approche pourrait être acceptée en tant qu'approche supplémentaire et sur une base volontaire. Toutefois, à la lumière de l'expérience acquise, les Membres devraient convenir des détails concernant les produits visés dans chaque secteur avant de prendre part à des négociations sectorielles. Les produits non consolidés avaient été reconnus depuis longtemps comme des produits sensibles pour les pays en développement, aussi la Thaïlande n'accepterait-elle pas d'utiliser le taux appliqué comme point de départ pour la réduction tarifaire. Pour les pays en développement, les taux de droits maximaux autorisés au titre de leurs législations fiscales nationales actuelles devraient constituer une bonne base sur laquelle fonder une réduction. S'agissant des droits non *ad valorem*, la Thaïlande examinait actuellement les détails de la méthode de calcul de l'équivalent *ad valorem*, et elle soutenait la proposition selon laquelle les droits finaux devraient être exclusivement consolidés sous une forme *ad valorem*. La définition du coefficient "t<sub>i</sub>" devrait être que le taux final serait consolidé exclusivement en termes *ad valorem*, tout en gardant à l'esprit que dans le tarif de l'OMC actuel, une variété de termes pour la consolidation tarifaire avait été utilisée, à savoir droits *ad valorem*, droits spécifiques, droits composites, droits mixtes, droits techniques, etc. À des fins de transparence, le Secrétariat devrait en outre procéder à la conversion des droits non *ad valorem* en droits *ad valorem*, les résultats étant approuvés par les Membres concernés.

1.34 S'agissant du traitement spécial et différencié, la Thaïlande soutenait la proposition d'accorder une période de mise en œuvre plus longue pour les pays en développement. Cependant, afin de parvenir à des résultats significatifs, toutes les lignes tarifaires devraient être consolidées. Néanmoins, la délégation thaïlandaise examinait actuellement une éventuelle flexibilité pour les PMA sur ce point particulier. S'agissant des Membres ayant accédé récemment, la Thaïlande restait convaincue de la nécessité d'accorder un traitement spécial à ces pays. Concernant les droits peu élevés, plusieurs points devaient être clarifiés plus avant, tels que le taux de droit auquel il était fait référence et la question de savoir si l'élimination de ces droits envisagée serait appliquée avant, après ou avant et après l'application de la formule de réduction. L'élimination de ces droits devrait être obligatoire pour les pays développés et rester volontaire pour les pays en développement. Concernant les obstacles non tarifaires, la Thaïlande demandait plus de détails sur l'approche proposée sur ce point, particulièrement concernant les alinéas 1, 3 et 4 du projet. Tous les obstacles non tarifaires devraient être discutés et négociés au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, une certaine flexibilité étant ménagée à l'égard de certains obstacles non tarifaires qui pourraient relever d'autres domaines des négociations.



1.35 Le représentant de l'Égypte a dit que la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain et la déclaration faite par le Kenya avaient déjà exprimé la réaction de son pays vis-à-vis du document. L'Égypte avait de sérieuses préoccupations concernant les procédures suivies dans la présentation du projet car elle aurait aimé qu'un ensemble complet de propositions soit présenté au Groupe de négociation à titre de proposition spécifique de la part du Président. Le document, notamment son paragraphe 6, reflétait dans une large mesure les requêtes énoncées par de grands pays industrialisés visant à harmoniser les structures tarifaires entre tous les Membres, quels que soient leur niveau de développement et leurs besoins économiques. L'Égypte avait espéré une proposition qui prendrait en compte les différentes vues exprimées par tous les Membres, plus particulièrement par les pays en développement qui avaient clairement fait savoir qu'une approche d'harmonisation n'était pas la façon d'aller de l'avant. En outre, une approche d'harmonisation ne correspondait pas au mandat de Doha. S'agissant des modalités, il serait important d'établir un lien avec ce qui se passait dans les négociations sur l'agriculture. L'approche sectorielle proposée pour l'élimination des droits dans certains secteurs devrait faire l'objet de discussions après que le Groupe s'était mis d'accord sur la modalité centrale. Il n'était pas nécessaire d'avoir des approches additionnelles ou supplémentaires étant donné que les préoccupations des Membres pourraient être prises en considération dans la modalité centrale. Le projet du Président laissait de côté les préoccupations soulevées à l'égard de l'érosion des préférences, quand bien même plusieurs Membres avaient exprimé la nécessité de tenir compte de cette question. L'Égypte avait proposé l'adoption d'une approche de réduction linéaire et, afin de traiter la partie du mandat concernant les droits élevés, toutes les lignes tarifaires au-dessus de 50 pour cent pourraient être ramenées à 50 pour cent et toutes les autres, c'est-à-dire jusqu'à 50 pour cent, pourraient être réduites de 15 pour cent.

1.36 Le représentant du Chili a dit que le projet contenait quelques éléments que sa délégation soutenait et d'autres auxquels elle ne pourrait souscrire. Elle n'était pas en position, pour l'heure, de dire si ce projet était une base acceptable pour des négociations. Elle espérait que le débat ferait en sorte que des ajustements puissent être faits ou même qu'une nouvelle proposition soit présentée de sorte que le mandat soit respecté. Une certaine flexibilité était présente dans de nombreux éléments du document, par exemple par la possibilité donnée à certains Membres de maintenir certains de leurs droits non consolidés. Sur ce plan, le document manquait d'ambition, ce qui détonait fortement par rapport au niveau élevé d'ambition dans d'autres négociations bilatérales ou régionales à travers le monde. Alors qu'une libéralisation totale faisait l'objet de négociations en dehors de l'OMC, le projet du Président et les interventions faites par des délégués laissaient apparaître que le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés ne souhaitait pas être moyennement ambitieux. Si on ne maintenait pas un certain niveau d'ambition dans les négociations, cela inciterait considérablement les Membres à poursuivre la conclusion d'accords de libre-échange en dehors de l'OMC. Il résulterait de ces accords bilatéraux que toutes les préférences qui étaient défendues continueraient de disparaître peu à peu. Maurice et les autres pays dont les délégations avaient parlé des préférences devraient faire face à une concurrence plus forte à cause de ces accords bilatéraux. Pire encore, ils auraient à faire face à cette concurrence accrue avec des règles d'origine qui leur seraient encore plus dommageables et pourraient les évincer du marché. Le problème des préférences était un problème de temps: leur érosion aurait lieu que l'on intervienne ou non. C'était pourquoi il valait mieux régler la question au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés et créer des programmes qui aideraient les pays bénéficiant des préférences à faire face aux perturbations qui pouvaient résulter de leur érosion et à améliorer leur capacité d'exportation, entre autres choses. Pour ce faire, l'OMC, en coopération avec d'autres organisations internationales, devrait mettre sur pied un programme concerté.

1.37 Le Chili considérait inadéquate la proposition selon laquelle le taux de base pour les droits non consolidés serait le double du taux NPF. Les taux appliqués, lorsqu'ils n'étaient pas déjà consolidés, reflétaient le caractère sensible de ces produits. Multiplier le droit appliqué par deux augmenterait artificiellement la moyenne tarifaire des Membres concernés et, en conséquence, les Membres qui avaient maintenu des droits non consolidés seraient davantage récompensés que ceux

qui avaient consolidé leurs droits. La majorité des pays d'Amérique latine avaient consolidé tous leurs droits et, si l'approche proposée par le Président était appliquée, le Chili finirait par être pénalisé. S'agissant de l'approche mercantile du document, le Chili avait des accords commerciaux avec de nombreux autres pays, par exemple les États-Unis, les pays d'Amérique latine et l'UE, entre autres. Les marchés pertinents pour le Chili se situaient dans la région Asie-Pacifique. Ainsi, adopter l'approche qui consistait à doubler le droit NPF appliqué comme taux de base pour les droits non consolidés constituerait un point de départ peu intéressant pour le Chili. Les négociations devaient s'achever d'une manière qui conduise tous les Membres à consolider 100 pour cent de leurs droits, à l'exception peut-être des PMA, qui pourraient disposer d'une flexibilité à cet égard. Cela entraînerait une augmentation de la certitude et de la prévisibilité. La participation obligatoire à l'élimination sectorielle des droits proposée poserait un sérieux problème pour le Chili. Sans préjudice des ALE bilatéraux, le Chili parvenait à maintenir une politique tarifaire qui imposait un droit unique à tous les produits. De cette manière, il était en mesure d'éviter les perturbations dans l'allocation des ressources et évitait également une complication de l'économie politique chaque fois que les valeurs relatives de la protection tarifaire pour un produit particulier devaient être déterminées. La formule d'harmonisation proposée porterait atteinte à cette approche et il serait donc très difficile au Chili de l'accepter car elle impliquerait de faire un pas en arrière dans la manière dont il gère sa politique tarifaire.

1.38 Sur un plan positif, le document du Président avait identifié certains secteurs comme présentant un intérêt prioritaire pour les pays en développement et le Chili convenait qu'un effort de libéralisation spécial devrait être fait dans ces secteurs. Cependant, tous les secteurs énoncés dans le document ne présentaient pas tous un intérêt pour le Chili et certains secteurs qui étaient d'un intérêt primordial pour lui ou pour d'autres pays en développement n'y figuraient pas. Le Chili avait un intérêt sérieux pour les secteurs de la pêche, des forêts, des minéraux et des métaux non ferreux. Ajouter ces secteurs à une formule qui encouragerait le renforcement de la libéralisation constituerait une meilleure approche globale qui serait plus adaptée aux intérêts des pays en développement. S'agissant des Membres ayant accédé récemment, et sans préjudice des déclarations que le Chili pourrait faire ultérieurement, le Président avait été excessivement généreux à l'égard de ces Membres. Bien qu'ils demandent une formule qui leur donne une période de mise en œuvre plus longue pour les réductions tarifaires, ils devraient être traités de la même manière que tous les autres Membres de l'OMC et faire une contribution significative à la libéralisation des échanges.

1.39 Le représentant du Sénégal a dit que sa délégation souscrivait à la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain. Il accueillait favorablement l'exemption des engagements de réduction tarifaire accordée aux PMA et qui correspondait totalement au besoin qu'ils avaient de bénéficier d'une certaine flexibilité dans leurs politiques tarifaires étant donné qu'ils ne pouvaient pas adopter d'autres mécanismes de défense commerciale. S'agissant de l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les PMA, le paragraphe 42 de la Déclaration de Doha disait clairement que les Membres s'engageaient en faveur d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des PMA. Le Sénégal se félicitait du fait que depuis l'adoption de la déclaration, de nombreux pays développés avaient amélioré l'accès aux marchés pour les PMA, et le projet du Président était également aligné sur cet objectif. Il semblait y avoir une tentative de fixer une date limite à laquelle les participants devraient avoir atteint cet objectif. Afin d'œuvrer pleinement à la réalisation de cet objectif, l'accès en franchise de droits et sans contingent devrait être intégré dans la liste des engagements des pays développés. Cela garantirait une prévisibilité et une efficacité accrue de l'accès en franchise de droits. Le document du Président ne faisait pas référence au traitement de la question de l'érosion des marges préférentielles et le Sénégal souscrivait pleinement aux observations faites par Maurice à cet égard. Sachant qu'une baisse globale des droits pourrait avoir un impact négatif sur les exportations des PMA de produits sensibles vers leurs principaux marchés, le Sénégal espérait qu'il s'agissait là d'un oubli qui serait réparé. L'amélioration de l'accès aux marchés pour les PMA était un objectif fondamental du Programme de Doha pour le développement, même si le Sénégal convenait que cela ne devrait pas signifier que les droits ne

pouvaient pas être réduits pour d'autres Membres. S'agissant des études et des mesures de renforcement appropriées en faveur des PMA prévues dans le mandat de négociation, il faudrait réaliser une étude d'impact sur toute modalité ou formule de réduction afin d'examiner son impact sur les marchés des PMA. L'intervenant espérait que ces observations seraient prises en compte dans la version améliorée du projet.

1.40 Le représentant de l'Indonésie a dit que, bien que le document du Président ne ménage pas une place à tous les intérêts de son pays, celui-ci était disposé à travailler de manière constructive avec d'autres afin de l'améliorer. S'agissant de la formule proposée, l'utilisation des taux de base moyens comme facteur déterminant en plus du coefficient entraînerait une réduction tarifaire conforme au niveau des droits moyens actuels. De plus, la formule conduirait à une réduction plus radicale pour les droits élevés que pour les droits peu élevés. Sa délégation préférerait utiliser des réductions linéaires mais, afin de se montrer constructive, elle était prête à examiner plus avant la formule proposée par le Président. Elle était également disposée à envisager à cet égard l'utilisation de réductions tarifaires ligne par ligne. L'Indonésie soutenait la proposition du Président d'utiliser les taux consolidés comme taux de base. Un argument avait déjà été présenté selon lequel on pouvait utiliser les taux consolidés comme une sorte de flexibilité pour les pays en développement, mais l'Indonésie n'était pas d'accord sur ce point. Les taux consolidés constituaient un engagement juridique et devraient être la base des négociations. Même en partant des taux consolidés, en termes de réduction réelle, de nombreux pays en développement entreprendraient quand même une réduction considérable par rapport aux pays développés. Une réduction des droits élevés avait un impact différent de celui d'une réduction des droits peu élevés. Par exemple, une réduction de 50 pour cent faisant passer un droit de 30 à 15 pour cent dans des pays en développement était très importante, tandis qu'une réduction d'un droit faible passant de 5 à 2,5 pour cent dans des pays développés aurait un impact moindre.

1.41 Bien que la formule proposée ne prévoie pas un coefficient spécifique, il faudrait ménager aux pays en développement une plus grande flexibilité concernant la formule par l'utilisation d'un coefficient plus élevé. Cela serait une mise en œuvre appropriée du principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. Le projet prévoyait que si un Membre voulait consolider un droit non consolidé, il devait convertir ce droit en appliquant la formule proposée. En conséquence, le Membre prendrait un double engagement, ce qui était onéreux. La volonté d'un Membre d'augmenter le nombre de droits consolidés était déjà un engagement substantiel et le Membre ne devrait pas être assujéti à une nouvelle réduction par l'application de la formule. Celle-ci ne devrait être utilisée que pour réduire les droits consolidés et une méthode différente devrait être appliquée pour les droits non consolidés qui aiderait et encouragerait les Membres à augmenter le nombre de droits qu'ils consolidaient. L'application de la formule proposée aux droits non consolidés risquait de dissuader les Membres d'augmenter de manière substantielle le nombre de droits consolidés. L'examen préliminaire effectué par l'Indonésie avait montré que laisser 5 pour cent des lignes tarifaires non consolidées ne répondrait toujours pas à ses intérêts. Cependant, elle n'était pas sûre de comprendre l'utilité d'avoir une condition additionnelle selon laquelle ces 5 pour cent de droits non consolidés ne devraient pas excéder 5 pour cent de la valeur totale des importations d'un Membre. Il n'était pas nécessaire de créer un lien entre les droits non consolidés et la valeur totale des importations. S'agissant de l'élimination sectorielle des droits, l'approche sectorielle ne devrait s'appliquer que de manière volontaire en tenant compte d'une certaine masse critique. L'Indonésie émettait de sérieuses réserves quant à l'application d'une élimination sectorielle des droits obligatoire pour tous les Membres. Elle soutenait l'intention du Président de donner la priorité aux produits qui présentaient un intérêt pour les pays en développement. La meilleure manière d'appliquer une réduction sectorielle des droits était clairement énoncée au premier alinéa du paragraphe 7 du projet. Cependant, le second alinéa de ce même paragraphe allait trop loin en suggérant une élimination des droits obligatoire pour tous les Membres. L'Indonésie n'avait pas d'objection à la proposition d'inclure des modalités supplémentaires dans la mesure où ces modalités étaient volontaires.

1.42 L'Indonésie convenait que le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés devrait avoir la responsabilité générale de traiter les obstacles non tarifaires, à l'exception des obstacles non tarifaires qui étaient discutés dans d'autres groupes de négociation. Elle était consciente du défi qu'il fallait relever et était d'accord, en outre, avec la nécessité de procéder à l'identification et la catégorisation des obstacles non tarifaires. Ce processus de catégorisation était à un stade critique. Il fallait se mettre d'accord sur ce qui constituait des obstacles non tarifaires et sur la manière de les traiter. Il semblait que les modalités sur les obstacles non tarifaires n'étaient pas encore totalement élaborées mais l'Indonésie comprenait que cela était dû au fait que les négociations n'étaient pas suffisamment avancées pour permettre au Président d'élaborer des modalités détaillées. L'Indonésie soutenait la proposition faite par le Président quant à la manière dont les négociations devraient être menées. Dans la mesure du possible, ces questions devraient être examinées de manière horizontale tandis que, dans un même temps, l'utilisation de l'approche des demandes et offres et de l'approche verticale devrait être volontaire. Plus particulièrement, l'utilisation de la formule des demandes et offres serait contraignante pour de nombreux pays en développement. L'Indonésie reconnaissait que certaines parties du projet n'étaient pas encore complètement achevées et elle a demandé instamment au Président de terminer le projet de modalités. L'intervenant espérait que le Président prendrait en considération les divers points soulevés par les délégués, notamment ceux des pays en développement, afin que ce cycle de négociations soit réellement celui du développement.

1.43 Le représentant de la Malaisie soutenait l'inclusion, dans le projet du Président, de la proposition selon laquelle les droits consolidés devraient constituer la base du processus de réduction. La Malaisie acceptait également que 2001 soit l'année de base. Cependant, elle avait de sérieuses préoccupations quant à la formule proposée qui était une version modifiée de la formule suisse. L'incorporation du droit consolidé moyen d'un Membre dans la formule avait pour effet de pénaliser les Membres qui avaient un droit consolidé moyen moins élevé mais qui avaient maintenu, à des fins de développement, quelques droits élevés et quelques crêtes tarifaires. De plus, la formule intégrait le concept de l'harmonisation, quoique fondée sur la moyenne nationale de chaque Membre, que la Malaisie avait exhorté le Président à rejeter à des réunions antérieures du Groupe de négociation. La Malaisie s'était également opposée à des réductions tarifaires trop fortes en raison de leurs effets négatifs sur l'économie nationale. En outre, la formule n'incorporait pas le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. On ne pouvait pas dire que l'utilisation d'un droit consolidé moyen d'un Membre constituait un traitement spécial et différencié ou représentait le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. Même s'il y avait un accord pour que tous les pays en développement puissent utiliser un coefficient plus élevé par rapport à celui des pays développés, cela créerait une différence de traitement entre les pays en développement. La formule à adopter pour le processus de réduction devrait donc être l'approche des réductions linéaires. Il faudrait donner à tous les pays en développement la flexibilité de consolider les droits non consolidés à un niveau supérieur au taux consolidé le plus élevé en vigueur ou au taux effectivement appliqué, selon celui qui serait le plus élevé. De plus, les droits que les pays en développement étaient disposés à consolider ne devraient pas faire l'objet de réductions. La flexibilité qui était prévue pour les pays en développement au paragraphe 8 a) du projet était nettement insuffisante.

1.44 S'agissant de la proposition selon laquelle l'élimination sectorielle des droits devrait faire partie intégrante des modalités, l'approche sectorielle, qu'il s'agisse de réduction ou d'élimination, devrait être purement volontaire et applicable seulement si une masse critique de Membres était disposée à adopter une telle approche. À cet égard, la Malaisie ne pouvait accepter une modalité qui rendait l'approche sectorielle obligatoire. Elle devrait être traitée comme une approche supplémentaire, sur une base volontaire, à l'instar de l'approche des demandes et offres, de l'élimination zéro pour zéro et de l'harmonisation sectorielle. S'agissant du crédit pour la libéralisation autonome, selon la note de bas de page 2, un crédit pourrait être accordé pour des réductions faites par les participants à l'ATI aux motifs que ces réductions n'avaient pas été autonomes. La Malaisie n'était pas d'accord avec cette vue étant donné que la décision même d'adhérer à l'ATI était une décision autonome consciente, ayant pour conséquence des engagements en matière de consolidation des droits

qui étaient bien inférieurs à ce qui avait été exigé des participants à l'ATI au titre de l'approche de la formule dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Concernant le traitement des Membres ayant accédé récemment, la Malaisie partageait les préoccupations exprimées par le Chili.

1.45 Le représentant de la Croatie, s'exprimant au nom de quatre pays ayant accédé récemment, à savoir l'Albanie, la Croatie, la Géorgie et le Moldova, a dit que le projet du Président ne tenait pas compte de manière adéquate de la situation spécifique des Membres ayant accédé récemment. D'un point de vue conceptuel, une considération plus approfondie aurait pu être accordée aux préoccupations particulières auxquelles étaient confrontés les Membres ayant accédé récemment dans le cadre des présentes négociations. De plus, la proposition pour le taux de base, qui revêtait une importance primordiale pour la réduction des droits dans la proposition, ne résulterait pas en un traitement égal de tous les Membres. S'agissant des droits non consolidés, le fait d'entreprendre des réductions tarifaires à partir du double des taux NPF appliqués ne pouvait pas prétendre à l'objectif communément visé de réduire les droits après ce cycle de négociations. Ce concept pénalisait les Membres ayant accédé récemment qui avaient consolidé 100 pour cent de leurs droits sans leur accorder un crédit pour la libéralisation autonome. D'après le projet du Président, certains Membres ayant accédé récemment auraient à mettre en œuvre les engagements issus du présent cycle de négociations immédiatement après la période de transition de l'accession, sans qu'il leur soit accordé une période de grâce ou une période de transition plus longue. Ce type d'approche était injustifié car la portée bien connue de leurs énormes engagements et de leurs structures tarifaires fortement libérales n'avait pas été reconnue et compensée de manière adéquate. La formule proposée contenait quelques éléments douteux qui devaient être corrigés afin de préserver un traitement égal entre les Membres. Le coefficient défini en tant que moyenne du taux de base était l'élément le plus perturbant de la formule. Il donnait l'avantage aux pays qui n'avaient pas encore consolidé leurs droits et pénalisait à nouveau ceux qui avaient consolidé 100 pour cent de leurs droits. Des calculs préliminaires réalisés par la Croatie indiquaient que les pays ayant des droits moyens élevés appliqueraient à leurs droits une réduction moindre que celle des pays dont les droits moyens étaient plus bas. Les moyennes simples pour les droits applicables aux produits non agricoles de leurs pays variaient dans une fourchette étroite allant de 4 à 6,6 pour cent. De plus, en examinant l'impact des différents niveaux de démantèlement des droits lors du calcul de la moyenne simple, la formule semblait contenir des éléments qui favorisaient les pays ayant un nombre plus restreint de lignes tarifaires à un nombre de chiffres élevés. L'intervenant se félicitait de la proposition, dans le document du Président, selon laquelle les Membres ayant accédé récemment pourraient appliquer un coefficient plus élevé dans la formule, mais cela ne suffirait pas à corriger les disparités existant entre leur profil tarifaire et la grande majorité des listes des autres Membres, notamment si on les comparait à des Membres ayant des niveaux de développement similaires. Leurs préoccupations spécifiques portaient sur la question de savoir quelle devrait être la différence entre les coefficients et dans quelles marges ils devraient s'attendre à voir déterminer le futur coefficient. Les réponses à ces questions pourraient déterminer la portée de l'avantage potentiel pour leurs pays.

1.46 L'approche proposée de l'élimination sectorielle des droits laissait ouvertes plusieurs questions. Les sept secteurs proposés pour l'élimination des droits étaient des secteurs très sensibles pour les branches de production nationales des quatre pays intervenants. Alliée à une formule ambitieuse en matière de réductions, l'élimination sectorielle des droits aurait pour conséquence de laisser leur industrie pratiquement sans aucune forme de protection quelques années seulement après la date de leur accession. Un tel résultat créerait une inégalité supplémentaire pour leurs pays au sein de l'économie mondiale. De plus, certains pays qui allaient bénéficier de ce type d'élimination étaient nettement plus développés que n'importe lequel des Membres ayant accédé récemment. Certains d'entre eux avaient des marchés intérieurs stables et bien protégés, avec un PIB dix ou 15 fois supérieur à certains de leurs pays. Ils n'étaient pas convaincus qu'ils doivent accorder des préférences autonomes à des pays se trouvant à un stade de développement beaucoup plus avancé, et considéraient ainsi qu'eux-mêmes ne devraient pas être inclus dans l'élimination sectorielle de droits ou, s'ils l'étaient, que leur participation à de telles initiatives ne pourrait être que volontaire. S'agissant de la

recommandation d'envisager l'élimination des droits peu élevés, ils hésiteraient très fortement à prendre une telle mesure compte tenu de la portée et de l'importance des droits peu élevés dans leur structure tarifaire. Ils avaient clairement présenté des arguments qui prouvaient les contraintes et les difficultés auxquelles ils étaient confrontés pour régler cette question. Un ensemble final de modalités devrait donc prévoir une flexibilité additionnelle importante pour leurs pays en ce qui concernait la question et la définition des droits peu élevés. Les pays au nom desquels l'intervenant s'exprimait étaient fermement attachés au processus de libéralisation en dépit du niveau déjà élevé d'ouverture des marchés qu'ils avaient atteint. Ils estimaient que la voie qu'ils avaient empruntée pourrait être un bon exemple pour de nombreux Membres de l'OMC.

1.47 Le représentant de la Colombie a dit que la formule proposée incorporait plusieurs des éléments qui avaient été soulignés par les ministres dans la Déclaration de Doha, à savoir l'élimination des crêtes tarifaires, la réduction des droits élevés et la réduction de la dispersion des droits. La formule était toutefois plus agressive que ce que la Colombie aurait préféré. Sa capitale évaluait actuellement cette formule avec un certain nombre de coefficients différents pour voir si elle allait permettre de prendre en compte ses points sensibles. Bien que l'utilisation du taux de base moyen, identifié en tant que facteur "ta" puisse aider certains pays en développement, elle ne suffisait pas à remplir le mandat concernant le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. Introduire un élément de flexibilité et permettre aux pays en développement d'appliquer un coefficient différencié, même s'il ne différait pas beaucoup de celui appliqué par les pays développés, comblerait peut-être la différence mentionnée plus tôt, au moins pour les produits les plus sensibles de chaque pays en développement. S'agissant du projet du Président, la Colombie soutenait l'idée que les négociations soient menées sur la base des droits consolidés, qu'il y ait une augmentation substantielle du pourcentage des droits consolidés et que ces droits consolidés fassent l'objet de réductions. La proposition d'utiliser comme taux de base le double du taux NPF appliqué pour les produits qui n'étaient pas consolidés était excessive compte tenu du fait que les différences entre les taux appliqués et les taux consolidés dans les structures actuelles des pays en développement n'étaient pas si importantes. Il fallait fixer une date dans l'année de base pour fixer les droits NPF de référence qui seraient pris en compte dans le processus de consolidation. Cette date pourrait être le 31 décembre 2001 parce qu'il y aurait pu avoir une variation de ces taux dans le courant de l'année. La Colombie soutenait également l'idée de promouvoir la conversion des droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* et de consolider les taux finals en termes *ad valorem*.

1.48 La Colombie était déçue par la proposition concernant l'élimination sectorielle des droits car celle-ci ne reflétait pas les vues et les sentiments des pays en développement, notamment de la Colombie. Une vaste majorité de pays en développement avaient exprimé leur préférence pour le caractère à la fois supplémentaire et volontaire des approches sectorielles. La Colombie ne saurait accepter que, suite à l'approche sectorielle, l'élimination des droits par tous les Membres, en utilisant une formule accélérée, soit un élément central du projet du Président. En outre, elle voulait connaître les critères utilisés pour la sélection des secteurs proposés, étant donné que les pays en développement n'avaient pas indiqué de secteurs présentant un intérêt particulier pour eux et devant être visés par cette initiative. La Colombie serait disposée à considérer des approches sectorielles comme élément central des modalités sous d'autres conditions, à savoir à titre de traitement spécial et différencié en vertu duquel les pays en développement n'auraient pas à prendre d'engagements lourds. L'un des éléments de cette négociation devrait être de parvenir à une consolidation de 100 pour cent dans tous les pays, développés et en développement, et il ne serait donc pas approprié de permettre aux pays en développement de maintenir jusqu'à 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées. S'agissant des PMA, la Colombie n'aurait pas de difficulté à convenir de leur appliquer la proposition contenue dans le projet. La Colombie réitérait sa volonté de considérer des solutions de rechange afin de tenir compte de la situation spécifique des Membres ayant accédé récemment par rapport aux engagements qu'ils avaient déjà pris. Elle ne serait pas favorable à l'adoption de décisions qui risqueraient de créer des déséquilibres en accordant des avantages à certains pays au détriment d'autres. La meilleure alternative serait d'accorder des périodes de mise en œuvre plus longues plutôt que d'appliquer des

coefficients différenciés dans la formule de réduction des droits pour les Membres ayant accédé récemment.

1.49 La partie consacrée aux obstacles non tarifaires reflétait les discussions tenues par le Groupe à ce jour concernant les moyens par lesquels ils devraient être traités. Les procédures telles que décrites aux alinéas a), b) et c) du projet du Président étaient tout à fait appropriées. La Colombie avait des préoccupations concernant les obstacles non tarifaires visés à inclure aux points 3 et 4 de l'alinéa c) et demandait que ceux-ci soient clarifiés à l'aide de quelques exemples pratiques. S'agissant de l'érosion des préférences, il s'agissait très clairement d'un sujet de préoccupation légitime pour certains pays. Cependant, le point soulevé par le Chili était tout aussi valable. Les négociations bilatérales et régionales continueraient d'éroder les préférences à un rythme encore plus soutenu et c'était pourquoi une approche de type multilatéral soutenue par d'autres organisations internationales dans le cadre des programmes de cohérence serait la meilleure réponse pour donner une compensation aux pays qui pourraient souffrir de l'érosion de leurs préférences. Dans le même temps, toutefois, la question de l'érosion des préférences ne devrait pas atténuer les niveaux d'ambition des négociations.

1.50 Le représentant du Costa Rica a dit qu'en termes très généraux, son pays pourrait souscrire à l'incorporation de quelques-uns des éléments décrits dans le projet du Président, qui étaient conformes au mandat du paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha et à la nature multilatérale de l'OMC. D'autres éléments, toutefois, ne correspondaient pas au mandat. Le Costa Rica avait deux préoccupations concernant le projet de texte. Premièrement, le choix des éléments risquait de rendre encore plus difficile l'obtention de résultats ambitieux dans les négociations sur l'accès aux marchés, notamment pour ce qui était des échanges Sud-Sud. Près de 40 pour cent des exportations de produits industriels des pays en développement étaient destinés à d'autres pays en développement et ce point devait être correctement pris en compte. Deuxièmement, le projet de texte tendait à récompenser ou à favoriser les Membres qui n'avaient pas encore terminé de consolider la totalité de leurs lignes tarifaires. Rien ne justifiait qu'une ligne tarifaire demeure non consolidée. Dans l'agriculture, les lignes tarifaire comptant parmi les plus sensibles pour de nombreux Membres avaient déjà été consolidées dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Il était contradictoire que le secteur le plus en retard à l'OMC, à savoir l'agriculture, ait progressé massivement vers la consolidation totale depuis 1995 alors que cela n'arriverait pas même dans les dix ou 15 prochaines années dans le domaine des produits non agricoles. La raison pourrait en être que le Groupe partait du mauvais postulat, qui était qu'il y avait un lien direct entre le niveau de consolidation et le niveau de développement d'un Membre. Les renseignements préparés par le Secrétariat pour les réunions précédentes démontraient clairement que cette supposition était erronée. La non-consolidation des droits entraînait d'énormes inégalités entre les droits et obligations de Membres se trouvant à des niveaux de développement similaires et créait des inégalités entre les PMA et les pays en développement de manière générale. Plus grave encore, certains pays en développement jouissaient d'un traitement plus flexible que certains pays comptant parmi les moins avancés. Maurice, par exemple, s'était engagée à un niveau minimal de droits consolidés et aurait donc la possibilité de maintenir 5 pour cent de ses lignes tarifaires non consolidées, bien que son niveau de développement soit relativement plus élevé que ceux, par exemple, du Gabon, de Djibouti, du Rwanda, du Lesotho et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui avaient consolidé tous leurs droits applicables aux produits non agricoles et ne seraient ainsi pas en mesure de profiter de cette flexibilité. Cela créait un sérieux déséquilibre. La plupart des pays d'Amérique latine avaient consolidé 100 pour cent de leurs lignes tarifaires, ce qui donnait une sécurité juridique considérable pour les exportations d'autres pays en développement vers cette région. Cette sécurité devrait être réciproque. Le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale avait fait l'objet de longues discussions au cours des derniers mois, mais ce principe ne s'appliquait pas entre pays en développement. Tous les Membres devraient consolider la totalité de leur tarif et la flexibilité à cet égard devrait se refléter uniquement sur le niveau des droits consolidés.

1.51 S'agissant des éléments de la formule, le paragraphe 5 contenait de bon nombre des points qui avaient été soutenus par le Costa Rica et d'autres pays en développement, tels que la nécessité de

déterminer les droits de base en fonction des taux consolidés. Les droits consolidés pendant le présent cycle de négociations devraient aussi être réduits, car c'était la seule façon de veiller à ce que le mandat concernant les réductions tarifaires soit rempli à tous les niveaux, sans exclusion *a priori*, pour les produits non agricoles. Concernant les droits qui n'avaient pas encore été consolidés, l'utilisation du "double du taux appliqué" pourrait faire augmenter la moyenne des taux de base " $t_a$ ". Dans la pratique, cela signifiait que quelques Membres seraient autorisés à faire des réductions moindres que si leurs droits étaient consolidés. Le Costa Rica était également préoccupé par la clarification donnée pendant la session technique selon laquelle ces droits pourraient être utilisés afin d'accroître la moyenne et d'être ensuite exclus de toute consolidation. Cette situation n'était pas équitable en ce qu'elle générerait un système pervers favorisant les Membres qui n'avaient pas consolidé tous leurs droits. Il fallait qu'il y ait réciprocité et équivalence dans les concessions faites par les pays en développement. Concernant les observations de la note de bas de page à propos de la libéralisation autonome, le Costa Rica procédait actuellement à l'examen des documents mentionnés afin de constater si ces documents incluaient seulement des réductions tarifaires ou s'ils visaient aussi des augmentations de certains niveaux tarifaires. Le Costa Rica rechignerait à accepter le second cas comme justification pour accorder un crédit et il se réservait le droit de revenir sur cette question ultérieurement. S'agissant de l'année de base pour les taux de droits, le Costa Rica ne voyait pas d'inconvénient à l'utilisation du taux NPF pour une date précise de l'année 2001, qui pourrait être fixée selon les procédures de notification pour la Base de données intégrées (à savoir les notifications visant la première partie de l'année et communiquées en mars de cette même année). Le document G/MA/IDB/2/Rev.16 avait clairement établi que le problème clé était l'absence chronique de données à entrer dans la BDI. Selon le Costa Rica, il était donc essentiel que la base pour les droits non consolidés soit les droits notifiés par les Membres pour la BDI et, lorsque les renseignements pertinents n'étaient pas disponibles dans la BDI, il fallait fixer la date limite pour compléter les données manquantes au 1<sup>er</sup> septembre 2003 ou à toute date s'en approchant. Si les Membres ne communiquaient pas les données dans le délai spécifié, le Secrétariat pourrait alors avoir autorité pour entrer dans la BDI tous droits qui pourraient être obtenus d'autres sources, tels que les examens des politiques commerciales ou la base de données TRAINS; il pouvait aussi être possible d'envisager d'établir des contre-notifications dans ce domaine. S'agissant de la formule proposée, le Costa Rica se demandait pourquoi la moyenne nationale avait été choisie comme élément pour modifier la formule suisse et si c'était afin de refléter les niveaux de développement des Membres. Si telle était la raison, le Costa Rica ne pouvait l'approuver. La formulation de l'élément  $t_1$  (taux consolidé final) était très intéressante. Le Costa Rica, comme la Thaïlande, la comprenait comme instaurant déjà l'obligation de consolider tous les droits en termes *ad valorem*, et c'était pourquoi ils auraient préféré l'ajout du mot "exclusivement". Le Costa Rica soutenait pleinement cette obligation, rejoignant ainsi le grand nombre de Membres qui avaient exprimé leur soutien à cet élément. L'intervenant a appelé l'attention sur une erreur apparente de traduction dans la version espagnole du paragraphe 6, qui commençait en disant que les "*aranceles aplicados*" seraient utilisés comme base. S'agissant de la proposition de mener des négociations obligatoires sur l'élimination zéro pour zéro dans certains secteurs, le Costa Rica n'était pas convaincu qu'il s'agisse de la meilleure voie à adopter pendant ces négociations. Comme d'autres participants l'avaient indiqué, ces types d'éléments devraient être traités de manière volontaire. Loin de promouvoir la libéralisation, la participation obligatoire dans tous ces secteurs garantirait l'inclusion d'un nombre très restreint de produits. Le Costa Rica préférerait que ces négociations sectorielles soient menées sur une base volontaire et soient axées sur l'obtention de résultats ambitieux avec la formule principale.

1.52 Le paragraphe 12 proposait d'envisager l'élimination de tous les droits peu élevés. Près de 50 pour cent de la valeur des exportations des pays en développement entraient dans les pays développés en franchise de droits. Si la question était négociée correctement, 30 pour cent supplémentaires de la valeur des exportations pourraient être ajoutés à cette importante catégorie (en éliminant les droits consolidés se situant entre zéro et 5 pour cent). On pourrait faire en sorte que plus de 80 pour cent de la valeur des exportations des pays en développement jouissent d'une entrée en franchise de droits dans les pays développés. Ce n'était pas une question sans importance et elle valait



la peine d'être ajoutée à la formule principale. S'agissant de la question de l'érosion des préférences, le Costa Rica souscrivait pleinement à la déclaration faite par l'Ambassadeur du Chili. Il se félicitait du fait que cette notion n'ait pas été incluse dans le projet de texte et exhortait le Groupe à respecter le paragraphe 3 de la Clause d'habilitation qui disposait que les préférences tarifaires ne pourraient et ne devraient pas constituer une entrave à la libéralisation multilatérale. Il existait de grandes disparités entre les engagements pris par les Membres, mais le Groupe devait résister à la tentation de réduire le niveau d'ambition au plus petit dénominateur commun. Au contraire, il devait faire tout son possible pour faire des réductions tarifaires la règle plutôt que l'exception. Comme dans l'agriculture et dans de nombreux autres domaines visés par le Cycle de Doha, le Costa Rica restait attaché à un résultat ambitieux qui établissait véritablement une base solide pour l'évolution future.

1.53 Le représentant du Pakistan a dit que le document du Président était un texte sur lequel on pouvait travailler et qu'il aiderait le Groupe à avancer dans la bonne direction d'une manière constructive. Le Pakistan aurait préféré que l'année de base soit 1995 mais, de manière générale, il soutenait les divers éléments de la proposition, tels que le taux de base; le projet de proposition sur les droits non *ad valorem*; l'utilisation de la nomenclature du SH96; et la période de référence pour les données sur les importations. Il pourrait accepter la formule ligne à ligne mais sa position finale dépendrait largement de la valeur du coefficient. Le Pakistan soutenait globalement l'élimination sectorielle des droits mais certains produits étaient sensibles pour lui, comme le matériel électrique et électronique, et les pièces et parties de véhicules automobiles. Il avait également des doutes concernant le montant de la réduction en pourcentage pour la catégorie des autres participants. Il apportait son soutien aux dispositions additionnelles en faveur des pays en développement et des PMA telles que décrites au paragraphe 8 a) et b); il serait en mesure d'indiquer sa position concernant les Membres ayant accédé récemment après que la question du coefficient dans la formule générale aurait été convenue. Le Pakistan pourrait également soutenir la proposition sur les modalités supplémentaires, les obstacles non tarifaires et la référence aux études et au renforcement des capacités appropriées.

1.54 Le représentant du Guatemala a dit que, s'agissant de la formule, son pays pensait que le taux de base pour les réductions devrait être le taux consolidé. Le Guatemala était préoccupé par la proposition selon laquelle le taux consolidé pour les droits non consolidés devrait être le double du taux appliqué. Cela créerait un déséquilibre entre les pays en développement. L'ensemble de la structure tarifaire devait être consolidé pour tous les Membres. Le point crucial était la négociation du coefficient B et le Guatemala espérait que le traitement spécial et différencié trouverait un écho dans le coefficient entre les pays développés et les pays en développement, notamment pour les produits plus sensibles. Le Guatemala était perturbé par l'approche sectorielle. Dans la section II du projet, il semblait que l'approche sectorielle était non volontaire mais à l'alinéa 2 de la partie V, elle était obligatoire. Dans l'un ou l'autre des cas, sa délégation ne soutenait pas des négociations sectorielles car elles ne contribuaient pas à établir l'équilibre qui était visé. Il serait plus juste d'avoir une formule unique s'appliquant à l'ensemble des droits. Le Guatemala était d'accord avec la conversion de tous les droits en droits *ad valorem* et avec la proposition d'avoir une seule méthode de conversion, comme l'Annexe I tentait de le montrer. Le Guatemala demandait des éclaircissements sur la proposition concernant les modalités supplémentaires, notamment sur les deux derniers points du paragraphe 13 c). Il ne saurait être d'accord avec l'inclusion, dans ce paragraphe, de questions qui n'avaient pas été approuvées par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, et ne pourrait pas non plus soutenir leur inclusion lors de négociations ultérieures.

1.55 Le représentant de la Chine a dit que le projet de modalités pourrait servir de base pour des discussions plus détaillées entre les Membres. Ce projet présentait une méthode pour les réductions tarifaires et couvrait presque tous les éléments des négociations sur les droits de douane tout en faisant des suggestions spécifiques d'un point de vue technique. La formule proposée pour la réduction des droits permettrait d'atteindre l'objectif d'une réduction des droits substantielle telle que prévue par la Déclaration de Doha. Cependant, le coefficient suggéré par la formule chinoise pourrait traiter les

problèmes tels que les crêtes tarifaires et la progressivité des droits d'une manière plus flexible, équilibrée et efficace que la formule proposée. La Chine était disposée à examiner avec les Membres des coefficients appropriés ou des moyens d'apporter de nouvelles améliorations à la formule. S'agissant du taux de base, dans le cas des pays développés Membres, les taux de droits appliqués devraient être pris comme taux de base et, pour les pays en développement Membres, la valeur moyenne des taux consolidés et des taux appliqués devrait constituer le taux de base. De cette manière, la différence entre les taux appliqués et les taux consolidés serait effectivement réduite de sorte que les conditions d'accès aux marchés soient réellement améliorées. La Chine convenait que l'approche de l'élimination sectorielle des droits avait certains mérites. Le document prenait en considération certains produits qui présentaient un grand intérêt à l'exportation pour les pays en développement. L'élimination sectorielle des droits devrait toutefois être volontaire et elle devrait être une modalité supplémentaire à la formule de réduction. La Chine convenait pleinement que les pays en développement et les PMA devraient bénéficier d'une période de mise en œuvre plus longue pour la réduction tarifaire, ce qui devrait contribuer à atténuer la pression exercée sur leurs branches de production nationales. La Chine accueillait avec intérêt l'effort présent dans le document d'augmenter le pourcentage des taux consolidés; la consolidation globale des taux de droits devrait être un objectif important du présent cycle de négociations car elle contribuerait à améliorer efficacement la prévisibilité et la transparence des échanges. Comme moyen d'assurer une certaine flexibilité, des taux de droits élevés pourraient être appliqués à titre de taux consolidés pour les lignes tarifaires sensibles. La Chine soutenait également la proposition de ne pas exiger des PMA qu'ils réduisent leurs droits. S'agissant de la question des Membres ayant accédé récemment, la Chine était disposée à travailler avec le Président et les Membres pour trouver un arrangement approprié à la question en partant du projet de document. La Chine espérait que les Membres qui n'étaient pas favorables à la proposition prendraient connaissance des Protocoles d'accession de la Chine et d'autres Membres ayant accédé récemment de sorte qu'ils puissent comprendre pourquoi ceux-ci ne devraient pas être assujettis à d'autres réductions tarifaires substantielles pendant le cycle de négociations. S'agissant des obstacles non tarifaires, la Chine soutenait l'idée de les identifier avant de commencer des négociations à leur propos. Il était préférable que les négociations ne se répartissent pas à d'autres comités afin de permettre aux Membres de concentrer leurs efforts au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés sur cette question qui perturbait les échanges.

1.56 Le représentant de l'Australie a dit que le projet du Président soulevait un point très important au paragraphe 4 concernant l'importance de préserver l'intégrité du système commercial multilatéral de l'OMC. De nombreux Membres ne croyaient plus que les négociations multilatérales avaient la capacité d'offrir l'accès aux marchés à leurs exportateurs tandis que de plus en plus d'échanges avaient lieu dans le cadre d'arrangements commerciaux préférentiels. Les accords préférentiels devraient être des exceptions au système commercial multilatéral mais le risque était très réel de voir ces arrangements devenir la voie favorite vers la libéralisation. Le Cycle de Doha était une occasion unique de renverser cette tendance. Les gouvernements Membres avaient la possibilité de démontrer aux milieux d'affaires et aux consommateurs que le système commercial multilatéral pouvait encore donner des résultats concrets en termes d'accès aux marchés. Le Cycle de négociations était également l'occasion de progresser à partir de la croissance impressionnante des échanges entre pays en développement en sécurisant les ouvertures des marchés réalisées dans les années 90 sur une réelle base NPF. Tous les Membres avaient la possibilité d'œuvrer collectivement pour trouver une solution aux crêtes tarifaires, aux droits élevés et à la progressivité des droits. Il était nécessaire d'établir des modalités pour ces négociations qui maintiendraient un niveau d'ambition élevé et qui remettraient la libéralisation multilatérale des échanges à l'avant-scène des politiques commerciales des Membres. L'Australie n'était pas convaincue que l'ensemble des éléments proposés pour considération concrétisait le plein potentiel du mandat de Doha pour tous les Membres. Plus particulièrement, une formule d'harmonisation complète et non linéaire devrait constituer la modalité centrale. Les négociations sectorielles avaient un rôle à jouer à titre de suppléments mais les Membres devraient donner la priorité à une formule ambitieuse de libéralisation des échanges qui soit simple, transparente et équitable. L'Australie accueillait avec intérêt le fait que la formule proposée implique une

réduction générale, sans l'exclusion d'aucun produit ou secteur, et que les lignes tarifaires actuellement non consolidées soient consolidées au cours du processus. Cependant, comme d'autres Membres l'avaient fait remarquer, le degré auquel les droits élevés étaient traités dans le profil tarifaire de chaque Membre était subordonné aux engagements pris par ceux-ci dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Ces engagements variaient considérablement d'un Membre à l'autre, notamment entre les pays en développement Membres. Cela conduisait à des résultats de réduction tarifaire qui étaient, dans une certaine mesure, arbitraires et inégaux. L'Australie n'était pas sûre que l'approche décrite dans le document soit nécessairement la meilleure pour concrétiser le mandat de Doha en ce qui concernait le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, et elle se réjouissait de poursuivre les discussions sur cet aspect.

1.57 S'agissant de l'élimination sectorielle, le document du Président énonçait un certain nombre de secteurs qui présentaient un intérêt à l'exportation pour les pays en développement et l'Australie était très intéressée de connaître les réactions des pays en développement sur cet aspect de la proposition. Il était important que tous les éléments de l'offre reflètent un niveau d'ambition élevé. L'Australie soutenait l'idée que l'approche de la formule soit complétée par d'autres approches telles que l'élimination sectorielle zéro pour zéro, l'harmonisation sectorielle et les demandes et offres, mais une formule ambitieuse devrait être la priorité principale. De la même manière, concernant l'élimination des droits peu élevés, l'Australie était prête à envisager des obligations dans ce domaine après que la formule aurait été convenue et que le rapport entre résultats et offres aurait été davantage clarifié. Tous les Membres devraient apporter leur contribution à ce cycle de négociations. Tout en reconnaissant le défi que les Membres ayant accédé récemment devaient relever, les longues périodes de mise en œuvre telles qu'elles avaient été demandées dans leurs propositions de négociation offraient la meilleure manière d'aller de l'avant. S'agissant des obstacles non tarifaires, le projet d'éléments établi dans le document était une bonne base pour faire avancer cette question. Un certain nombre de décisions devaient être prises concernant l'identification et la catégorisation et ces décisions ne devaient pas provoquer des retards ou des blocages inutiles. Ces modalités devaient ménager une flexibilité pour que ceux qui avaient des intérêts spécifiques bien définis puissent les poursuivre individuellement grâce à l'approche des demandes et offres, sur une base plurilatérale ou sur une base multilatérale.

1.58 Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que le document du Président avait abordé les éléments majeurs des modalités de négociation. Hong Kong, Chine appuyait certains de ces éléments, notamment le fait d'utiliser les taux consolidés comme taux de base et la formule non linéaire assortie de réductions ligne par ligne, mais il en était d'autres qu'elle n'appuyait pas, à savoir l'examen trop superficiel de la possibilité d'octroyer un crédit pour la consolidation des taux nuls appliqués. Partisane d'une libéralisation commerciale ambitieuse, Hong Kong, Chine était déçue de ce que les modalités proposées n'aient pas inclus l'élimination totale des droits de douane, à tout le moins par les pays développés en tant qu'objectif ultime. Après un demi-siècle d'efforts de réduction des droits de douane et dans un contexte de prolifération des accords commerciaux régionaux, il était temps que les pays développés Membres s'engagent à lancer un programme d'élimination totale des droits dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Un tel programme permettrait d'accomplir un grand progrès dans la poursuite de l'objectif de l'OMC et constituerait un bon exemple à suivre pour les pays en développement Membres. En tout état de cause, la délégation de Hong Kong, Chine était disposée à faire fond sur ce document pour faire avancer les choses. Il restait à ajouter l'élément de spécificité au document pour arriver à un ambitieux projet de libéralisation des échanges conformément au premier paragraphe du mandat défini à Doha. L'inclusion de l'élément "t<sub>a</sub>" (taux de base moyen d'un Membre) dans la formule visait à y incorporer un élément de traitement spécial et différencié tout en laissant le coefficient B ouvert sur ce point. Pour arriver à des résultats significatifs, le paramètre B devait être suffisamment petit et, de préférence, le plus proche de zéro possible. Une autre complication était la grande diversité de taux moyens parmi les Membres, même parmi ceux qui étaient à des stades de développement similaires. À cet égard, Hong Kong, Chine était ouverte à l'idée de la Nouvelle-Zélande qui avait proposé de fixer un plafond pour tous les droits, un

plafond peut-être légèrement plus élevé pour les pays en développement, en guise d'élément du traitement spécial et différencié et du principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. L'idée avancée par la Nouvelle-Zélande d'utiliser un " $t_a$ " harmonisé ou comprimé pourrait également être examinée de manière plus approfondie. Pour ce qui était des secteurs dans lesquels il était proposé d'éliminer les droits, Hong Kong, Chine, en sa qualité de port franc pratiquant des taux appliqués nuls pour toutes les lignes tarifaires, applaudissait à toute initiative tendant à ramener à zéro les droits de douane. Les Membres devaient d'abord s'entendre sur la modalité de base relative à la formule avant d'entamer des discussions approfondies sur toute approche complémentaire ou sur les secteurs à cibler en vue de l'élimination des droits. Cela devrait permettre d'éviter les débats éventuellement complexes et longs sur les secteurs qui devraient ou ne devraient pas être choisis pour l'élimination des droits.

1.59 La représentante des États-Unis a dit que le document proposé renfermait presque tous les éléments de base nécessaires pour réaliser effectivement le mandat défini à Doha, y compris une formule progressive qui serait appliquée à chaque ligne tarifaire, des initiatives sectorielles, des droits peu élevés, une approche de la question des Membres ayant accédé récemment, le traitement spécial et différencié et les obstacles non tarifaires. La délégation américaine était cependant déçue de ne pas y voir l'idée d'éliminer totalement les droits de douane, mais était déterminée à poursuivre le travail sur la structure minimale que constituaient les éléments de base. Elle serait guidée dans ses délibérations sur le document et les modalités par son évaluation du degré d'efficacité avec lequel les modalités parviendraient à incarner l'équité, le niveau d'ambition et le véritable accès aux marchés, y compris pour les échanges Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud. Dans son libellé actuel, le texte proposé était impuissant à réaliser ces objectifs, dans la mesure où l'application de la formule aux taux consolidés ne permettait même pas, dans un grand nombre de cas, de ramener les taux consolidés aux taux appliqués en vigueur. Si le processus aboutissait à ce que certains Membres ne réduisent pas du tout leurs taux appliqués, il serait pratiquement impossible pour d'autres de négocier des réductions véritablement substantielles dans leurs secteurs les plus sensibles. Une approche audacieuse de la libéralisation du commerce des produits non agricoles s'imposait pour l'ensemble du cycle du fait qu'elle insufflerait un élan en faveur de l'accomplissement des autres tâches difficiles avant Cancún. Elle enverrait au monde un signal montrant que l'OMC s'engageait sérieusement dans une véritable libéralisation qui contribuerait à stimuler la croissance et à renforcer l'économie au niveau planétaire. Si les éléments proposés ne permettaient pas d'atteindre ces objectifs, il était possible de poursuivre le travail afin de les atteindre au moyen de ceux qui étaient contenus dans le texte du Président. Les États-Unis continuaient d'appuyer l'objectif d'une élimination totale des droits de douane parce que c'était le genre de signal qu'attendaient les marchés mondiaux et aussi que c'était l'approche qui montrerait avec le plus de clarté que la libéralisation mondiale sous l'égide de l'OMC avait plus de pertinence que la libéralisation à l'échelon régional.

1.60 Les États-Unis accueillaient favorablement l'application de la formule ligne par ligne, même si cette approche faisait bel et bien place à des exclusions *a priori* pour certains pays en développement, contrairement au mandat. Il était important que la formule proposée soit progressive plutôt que linéaire. La structure de la formule proposée était entachée de graves lacunes. Un meilleur équilibre s'imposait dans la formule elle-même, ce qu'il était possible de faire de manière équitable en modifiant un des facteurs " $t_a$ " ou "B" ou les deux. L'utilisation de la moyenne des taux consolidés en tant qu'indicateur du niveau de développement était un concept erroné et ne contribuait guère à réduire les disparités entre les Membres, y compris ceux qui étaient à des stades similaires de développement. En pratique, l'approche proposée dans le texte proposé se traduirait par l'utilisation de 100 coefficients, soit le nombre de Membres de l'OMC en comptant les CE comme un Membre et en soustrayant les 49 PMA. Cette approche avait pour effet de récompenser ceux qui avaient fait le moins pour contribuer à la stabilité du système commercial plutôt que d'inciter l'ensemble des Membres à contribuer davantage au système. Il était indispensable de réduire les disparités entre les Membres, y compris ceux en développement, et donc de recourir à des indicateurs autres que la

moyenne des taux consolidés qui permettraient de mieux exprimer les véritables différences de niveau de développement et de stimuler davantage la croissance économique.

1.61 Les États-Unis souscrivaient à l'approche qui consistait à convertir les droits spécifiques et composites en droits *ad valorem* pour les besoins de la négociation et estimaient qu'il convenait d'accroître considérablement l'utilisation des droits *ad valorem*. Par ailleurs, ils acceptaient en principe le concept de crédit pour la libéralisation autonome pour autant que les mesures soient consolidées. Ils souhaitaient obtenir de plus amples renseignements et éclaircissements quant à l'approche proposée à cet égard, mais leur principale préoccupation, comme d'ailleurs celle de la Malaisie, était que cet élément ne devait pas dissuader les Membres de procéder à une libéralisation dans l'avenir ni d'engager des consolidations en dehors du cycle de négociations. L'exclusion de l'ATI et des initiatives relatives aux produits pharmaceutiques désavantageait les nombreux Membres qui avaient déjà contracté des engagements pour le bénéfice du système commercial et n'était pas équitable pour l'ensemble de ces Membres, *a fortiori* les pays en développement Membres qui participaient au système. Dès lors que le concept de crédit serait envisagé, il pouvait servir de moyen de dissuasion et cela était source de préoccupation pour les États-Unis. Ceux-ci se réjouissaient de l'inclusion dans le texte de deux approches suggérées de la libéralisation sectorielle. L'approche suggérée au paragraphe 7 était obligatoire, tandis que le paragraphe 11 appelait à une augmentation de l'élément sectoriel obligatoire par le biais d'initiatives sectorielles additionnelles faisant appel à des concepts de masse critique plus traditionnels pour aboutir à des droits nuls ou à des initiatives d'harmonisation. Les secteurs mentionnés dans la proposition faisaient l'objet d'un commerce intense dans les pays en développement. Les États-Unis n'étaient pas demandeurs dans ces secteurs mais ils avaient bel et bien des intérêts dans certains d'entre eux. Toutefois, le poids de l'élément sectoriel devait être augmenté au moyen du mécanisme additionnel pour rendre compte des secteurs d'intérêt pour les pays en développement. Il n'était pas vain de l'inclure en tant qu'élément important de l'expansion à la fois du commerce Nord-Sud et du commerce Sud-Sud, en tant que moyen, en particulier, de libéraliser le commerce des intrants et d'encourager un meilleur accès à la chaîne mondiale de l'offre dans ces secteurs pour les pays en développement. L'approche des secteurs obligatoires semblait constituer un effort pour tendre à un niveau suffisant de libéralisation de l'accès aux marchés afin de compenser la grande modestie de la formule. Si les modalités finales ne comprenaient pas un pareil élément, la formule elle-même devrait faire l'objet d'une approche beaucoup plus ferme. Même certains des Membres les plus pauvres de l'OMC étaient globalement concurrentiels dans quelques-uns de ces secteurs et ils devraient contribuer là où ils l'étaient. La délégation des États-Unis avait également noté l'absence notoire de plusieurs autres secteurs qui répondaient aux mêmes critères d'échanges intenses entre pays en développement, notamment les produits de la sylviculture et les produits chimiques, ainsi que les biens environnementaux, l'unique secteur pour lequel les Ministres avaient prescrit une initiative sectorielle.

1.62 Les États-Unis accueillaient favorablement plusieurs aspects des éléments proposés: la notion de traitement spécial et différencié imprégnait tout le texte, y compris dans l'utilisation de réductions à partir de taux consolidés plutôt qu'appliqués; la formule proposait l'utilisation de la moyenne des taux consolidés comme base; les dispositions proposées concernant les droits non consolidés; l'approche de la libéralisation autonome; l'élimination échelonnée selon les secteurs. L'approche suggérée au paragraphe 8 a) représentait un concept intéressant. Il convenait de trouver un moyen d'attaquer la question des secteurs sensibles mais la délégation des États-Unis était moins convaincue de l'à-propos de l'approche proposée dans le texte. Il vaudrait mieux envisager l'idée d'une réduction moindre que selon la formule pour une certaine proportion des lignes tarifaires, assortie d'un plafond pour le volume des échanges et de mesures permettant de s'assurer que des secteurs entiers ne seraient pas soustraits, comme l'avait également suggéré la proposition présentée par un groupe de dix pays (TN/MAW/31). L'objectif du Groupe de négociation devrait être une consolidation à 100 pour cent pour les pays en développement. Les États-Unis craignaient que l'approche concernant les PMA ne contribue pas à encourager l'intégration de ces derniers au système commercial ni ne leur offre le genre de certitude économique qui attire l'investissement. Elle perpétuait la discrimination entre PMA

puisque bon nombre d'entre eux avaient des droits consolidés à 100 pour cent. S'il était entendu que les PMA ne devraient pas être tenus de consolider leurs lignes tarifaires à 100 pour cent, il convenait d'envisager une approche plus équitable. Tous les PMA pourraient être encouragés à entreprendre de consolider leurs lignes tarifaires à un niveau supérieur à l'actuelle moyenne de tous les PMA de 49 pour cent. La délégation des États-Unis était disposée à consolider le traitement exempt de droits et de contingents pour tous les PMA au cours du cycle, sauf dans les cas où ils étaient internationalement concurrentiels. Il serait utile que tous les Membres de l'OMC échelonnent leurs réductions tarifaires pour toutes les exportations des PMA à destination de leurs marchés immédiatement après la mise en œuvre. Les États-Unis reconnaissaient l'ampleur des engagements contractés par bon nombre de Membres ayant accédé récemment, qui dépassaient souvent ceux des Membres établis. Il convenait impérativement de trouver une manière de reconnaître ces contributions, de reconnaître la nécessité de consolider les récentes réformes et de faire en sorte que les autres Membres accordent, au cours de ce cycle de négociations, un accès amélioré à leurs marchés aux Membres ayant récemment accédé. Cela dit, aucun de ces nouveaux Membres n'avait suggéré d'approche telle que celle qui avait été évoquée. Selon le texte proposé, les Membres ayant accédé récemment, s'ils étaient par ailleurs des pays en développement, non seulement obtiendraient un coefficient de réduction différent, mais aussi bénéficieraient des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Des approches telles que celle qui avait été suggérée par la Lettonie, prévoyant un échelonnement sur une durée plus longue plutôt que des coefficients différents, représentaient une façon plus appropriée de faire avancer les choses.

1.63 S'agissant des mesures complémentaires, le concept de l'harmonisation pouvait être utilement considéré, même dans le contexte d'un domaine obligatoire. L'inclusion des droits peu élevés dans le mélange d'éléments était la bienvenue, et les États-Unis étaient disposés à l'examiner plus à fond, en notant que certains Membres avaient proposé l'élimination des droits de 5 pour cent ou moins alors que d'autres suggéraient l'élimination à des niveaux plus bas. Il s'agissait d'une tâche difficile pour les Membres ayant accédé récemment et d'autres pays en développement qui avaient beaucoup de droits peu élevés mais le niveau global d'ambition des modalités devrait permettre d'obtenir un résultat suffisamment significatif qui autoriserait l'inclusion de cet élément dans l'approche finale. Les États-Unis étaient globalement d'accord avec l'approche des obstacles non tarifaires qu'ils considéraient comme fonctionnelle dans l'ensemble du point de vue des catégories d'obstacles, du mélange de modalités, de l'utilisation des accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux et de la nécessité de disposer de mécanismes permettant d'assurer la transparence. Ils avaient bien certaines préoccupations quant à la lourdeur du processus administratif et au délai nécessaire à la définition des catégories, qui détourneraient l'attention de la nécessité de s'attaquer réellement aux problèmes. Une approche plus flexible de la gestion de cet exercice s'imposait. Les États-Unis étaient prêts à travailler fort sur le texte proposé pour arriver à un consensus mais continueraient de juger les résultats à l'aune de la contribution de chaque économie à la croissance économique. À l'instar du Costa Rica, ils craignaient beaucoup que le Groupe de négociation n'approche l'exercice par le biais du plus petit dénominateur commun et ont réaffirmé que les réductions de droits devraient constituer la règle et non l'exception.

1.64 Le représentant de l'Inde a dit que le document du Président était un peu complexe, en ce sens qu'il ne faisait pas que proposer une modalité relative à une formule, mais il présentait aussi une dimension sectorielle qui rendait l'examen plus compliqué. Les propositions étaient audacieuses et ambitieuses et seraient particulièrement exigeantes pour les pays en développement. La principale lacune du projet de document sur les éléments des modalités était l'absence de dispositions permettant de résoudre les problèmes des pays en développement eu égard aux produits sensibles au niveau intérieur qu'ils avaient déjà consolidés. Certes, une flexibilité limitée était tout indiquée pour les positions non consolidées, mais l'Inde avait déjà dit combien il était important d'accorder également un traitement spécial aux positions consolidées très sensibles en raison de la forte dépendance de larges segments de la main-d'œuvre relativement bon marché telle que celle des petites entreprises à l'égard de produits qui figuraient maintenant sur la liste des produits industriels. C'était également le

cas pour certains produits susceptibles d'être considérés comme des produits agricoles, qui partageaient toutes les caractéristiques des produits visés par l'Accord sur l'agriculture mais qui figuraient néanmoins sur la liste des produits non agricoles. Il était d'une importance capitale que les problèmes propres à des tels secteurs soient pleinement reconnus. Dans ses communications, l'Inde avait indiqué que les pays en développement devaient bénéficier de la flexibilité voulue pour s'acquitter de leurs engagements en matière de réduction de droits découlant de l'application de la formule pour un nombre limité de lignes tarifaires consolidées sensibles au niveau national. Il était proposé que cette exclusion soit compensée par une réduction plus forte que la moyenne pour d'autres lignes tarifaires. Une telle flexibilité devrait être intégrée à toute modalité de réduction des droits de douane à convenir. L'Inde avait proposé une formule linéaire assortie d'une certaine modalité pour s'attaquer aux crêtes tarifaires, et avait exprimé ses réserves vis-à-vis de l'utilisation d'une modalité de type formule suisse. Le document du Président proposait précisément une telle modalité mais avec une différence. Jusqu'à un certain point, une disposition d'ajustement avait été prévue, consistant dans l'utilisation d'un coefficient de la moyenne des droits, mais il serait nécessaire de connaître la valeur du coefficient B pour évaluer le véritable effet. Le coefficient B serait vraisemblablement plus élevé pour les pays en développement que pour les pays développés, conformément à l'obligation d'accorder aux premiers une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction. En outre, la formule devrait s'appliquer à la fois aux lignes tarifaires consolidées et à celles qui ne l'étaient pas. Les positions non consolidées étaient plus sensibles que les positions consolidées, et le fait de consolider un droit qui ne l'était pas devrait en soi être considéré comme une concession. Il ne serait pas approprié de demander une nouvelle concession aux pays en développement en appliquant la formule à ces lignes tarifaires, même si le point de départ était le double des taux appliqués. La délégation indienne voulait qu'on lui précise si la proposition envisageait l'élimination totale des droits spécifiques. Le troisième alinéa du paragraphe 5 ne contenait aucune affirmation à cet égard, même si "t<sub>1</sub>" avait été défini comme étant "le taux final à consolider en termes *ad valorem*", ce qui semblait indiquer que le taux consolidé final pourrait être exprimé uniquement en taux *ad valorem*. Il avait été indiqué que "t<sub>a</sub>" représentait la moyenne des taux de base. Le paragraphe 8 a) disait que les pays en développement participants pourraient maintenir non consolidées 5 pour cent de leurs lignes tarifaires qui ne l'étaient pas, à condition que la valeur de leurs importations passibles de ces taux n'excède pas 5 pour cent de la valeur totale de leurs importations pendant la période de référence. Certes, cette flexibilité était importante, mais la double restriction risquait de la limiter grandement. Dans le calcul de la moyenne des taux de base, en l'occurrence "t<sub>a</sub>", les lignes tarifaires qui resteraient éventuellement non consolidées seraient-elles aussi utilisées pour le calcul de "t<sub>a</sub>"? S'agissant de l'augmentation proposée du taux de consolidation, il convenait de répondre adéquatement aux besoins particuliers des Membres qui avaient en ce moment un bas taux de consolidation ou qui entraient dans la catégorie des PMA. La note de bas de page 6 du texte proposé faisait état d'une certaine procédure pour le calcul de la moyenne des droits afin de réduire la distorsion créée par la désagrégation des listes tarifaires des Membres. Cette procédure n'était certes pas inutile, mais il existait un meilleur moyen de réduire la distorsion en calculant la moyenne à chacun des niveaux désagrégés. Il serait utile que le Secrétariat examine comment il pourrait donner suite à la suggestion de raffiner davantage cette procédure.

1.65 L'Inde avait constamment dit que les approches d'élimination des droits sur une base sectorielle devaient être d'application facultative et maintenues au minimum absolu. Conformément à la pratique suivie par l'OMC dans plusieurs précédents, ces initiatives étaient ouvertes à quiconque désirait s'y joindre, à la condition supplémentaire que l'initiative elle-même n'entre en vigueur que si une "masse critique" de Membres s'y sont associés. Une participation de tous les Membres à ces initiatives était-elle envisagée et, dans l'affirmative, quelle était la raison de ce changement? Toute proposition zéro pour zéro dans des secteurs spécifiques était biaisée contre les pays en développement et aurait pour effet de créer des distorsions dans la structure des droits d'une économie en modifiant du tout au tout les taux effectifs de protection, même dans d'autres secteurs, comme le Chili l'avait dit antérieurement. Le premier alinéa du paragraphe 7 de la proposition mentionnait que l'élimination des droits sur une base sectorielle intervenait "outre l'application de la formule". Au

paragraphe 6, il était de nouveau précisé que "[t]ous les droits de douane pour les produits non agricoles seront réduits ligne par ligne au moyen de la formule". On pouvait présumer que la formule devrait s'appliquer à toutes les lignes tarifaires, y compris celles qui avaient été proposées en vue d'une élimination sectorielle des droits. Toutefois, le deuxième alinéa du paragraphe 7, qui expliquait comment se déroulerait l'élimination sectorielle des droits, disait que l'élimination se ferait sur la base des taux consolidés après mise en œuvre intégrale des concessions courantes. Comment l'élimination sectorielle des droits proposée s'appliquerait-elle aux lignes tarifaires faisant partie de ces secteurs en plus de la formule? La délégation indienne voulait aussi savoir comment il serait donné suite aux propositions concernant le maintien telles quelles de certaines lignes tarifaires non consolidées et concernant la possibilité d'en inclure un certain nombre dans les produits visés par l'initiative sectorielle.

1.66 Les secteurs recensés aux fins des initiatives sectorielles étaient précisément ceux dans lesquels les pays développés maintenaient toujours des droits élevés, après huit cycles de négociations tarifaires. On s'attendait à ce que toute contribution digne de ce nom des pays développés aux négociations tarifaires en cours sur les prix d'importation dans leurs marchés se fasse essentiellement dans ces secteurs, en échange des réductions substantielles de droits que les pays en développement étaient censés opérer dans l'ensemble de leur domaine tarifaire. L'intervenant a demandé pourquoi les pays en développement étaient aussi tenus de contribuer autant aux initiatives sectorielles. Les secteurs recensés étaient d'entrée de jeu réputés être ceux des produits dont l'exportation présentait un intérêt particulier pour les pays en développement et les PMA participants. Sauf dans le cas d'un de ces pays, qui avait demandé l'inclusion du secteur des pierres gemmes et de la bijouterie, aucun autre ne semblait avoir demandé une telle élimination sectorielle. L'Inde avait ciblé quelques-uns de ces secteurs en vue d'une réduction des droits dans les marchés des pays développés, et non en vue d'une initiative d'élimination sectorielle de si grande portée à laquelle les pays en développement seraient aussi tenus de participer. S'agissant de la période de mise en œuvre, certains Membres de l'OMC avaient contracté des engagements en matière de réduction de droits dans le cadre du Cycle d'Uruguay qui allaient au-delà de 2005, et ce n'était pas nécessairement les Membres ayant accédé récemment. De ce fait, la question était de savoir si la première phase devrait débiter à la même date pour tous les Membres. Finalement, pour ce qui était des obstacles non tarifaires, compte tenu tant des débats tenus au sein du Groupe de négociation que des propositions spécifiques présentées, il était difficile d'esquisser une modalité plus détaillée que celle qui était proposée dans le texte du Président. Les principes qui devraient régir ces négociations, par exemple le fait que les négociations sur les obstacles non tarifaires doivent s'achever dans les mêmes délais que celles sur les droits de douane et qu'elles doivent dans toute enceinte être globales et permettent à tous les Membres de participer de manière égale, devraient être établis d'entrée de jeu.

1.67 Le représentant du Venezuela a dit que le Groupe de négociation devrait faire tout en son pouvoir pour parvenir à un consensus, sans oublier que le mandat prévoyait des mesures spécifiques pour les pays en développement afin d'obtenir un résultat équilibré qui montrerait hors de tout doute que le Programme de Doha était réellement un programme pour le développement. La délégation vénézuélienne se réjouissait de ce qu'on reconnaisse que les réductions tarifaires devraient être fondées sur les taux consolidés, puisque c'étaient ceux qui exprimaient les obligations des Membres inscrites dans leurs listes de concessions. Elle s'est également félicitée de ce que les droits finals doivent être consolidés en termes *ad valorem*. Voilà une initiative importante qui rehausserait la transparence du système. Si le texte du Président constituait une base pour paver la voie vers Cancún et au-delà, certains des éléments étaient susceptibles de s'avérer très ambitieux, voire onéreux, pour les pays en développement. Tel était le cas avec l'élimination sectorielle des droits. La délégation vénézuélienne était préoccupée de voir que dans certains secteurs l'élimination des droits faisait partie intégrante des modalités et en constituait un élément obligatoire. Le Venezuela avait cru qu'il avait été généralement admis au sein du Groupe que ce genre d'approche devrait être examiné une fois que la modalité de base aurait été convenue, et qu'il devrait être adopté. La délégation vénézuélienne avait des doutes sur les critères qui avaient été retenus pour choisir les secteurs proposés et apporter la



confirmation qu'ils présentaient un intérêt pour l'ensemble des pays en développement. Une analyse préliminaire prenant en compte la valeur totale des exportations du Venezuela en 2001 montrait que les secteurs en question ne semblaient pas présenter un intérêt particulier pour ces pays. De plus, des secteurs d'intérêt pour certains pays pouvaient être des secteurs sensibles dans d'autres. C'était là que l'"approche volontaire" devenait importante, parce qu'elle ne s'appliquerait que là où un intérêt commun existait entre les parties. Incorporer cet élément en tant qu'élément clé des modalités risquait d'aller à l'encontre du mandat relatif à une réciprocité qui ne soit pas totale énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha. À cet égard, le Venezuela avait besoin de plus de temps pour achever l'évaluation des effets de la formule avec différents coefficients. La délégation vénézuélienne avait aussi besoin de temps pour évaluer les effets sur la structure nationale de droits, dans la mesure où elle n'avait pas fini de mettre en place la mécanique de coordination régionale voulue pour l'union douanière à laquelle appartenait le Venezuela. En tout état de cause, même si la formule contenait l'élément de la moyenne simple des droits consolidés, qui modulait la réduction en fonction de la structure tarifaire de chaque pays, cela ne serait peut-être pas suffisant pour tenir compte de certaines questions sensibles pour les pays en développement. Le Venezuela avait procédé à plusieurs simulations sur la base de la formule, avec des coefficients de 0,5, de 1, de 2 et de 3. Même avec un coefficient de 3, le résultat était que le niveau consolidé était dépassé dans certains secteurs particulièrement sensibles parce que constituant des sources importantes d'emplois pour la population. Cependant, cela n'était le cas que pour quelques lignes tarifaires.

1.68 Les propositions concernant le traitement spécial et différencié prévoyaient des délais plus long et permettaient que 5 pour cent des lignes restent non consolidées. Étant donné que ce dernier élément ne s'appliquait pas à tous les pays en développement, surtout ceux qui avaient consolidé leur domaine tarifaire entier, il convenait de prévoir un autre type de traitement qui autoriserait à la fois une réciprocité qui ne soit pas totale et un traitement spécial et différencié. La délégation vénézuélienne appuyait la proposition faite par la Colombie d'examiner la possibilité d'un coefficient B différencié pour les pays en développement et d'une réduction ne correspondant pas à la formule pour certaines lignes tarifaires. La raison d'être du traitement spécial et différencié était, premièrement, de reconnaître les déséquilibres structurels entre les pays industrialisés et les pays en développement, qui étaient tels que la libéralisation commerciale n'apporterait pas automatiquement le développement ou un partage équitable des avantages; et, deuxièmement, de reconnaître que les pays en développement n'avaient pas la même capacité que les pays industrialisés à tirer parti des possibilités offertes par la libéralisation des échanges. S'agissant du calcul des équivalents *ad valorem*, le Venezuela craignait que l'annexe I n'offre la possibilité de recourir à des méthodes de calcul différentes. Il serait plus approprié pour tous les Membres qui avaient besoin de faire ce genre de calcul d'utiliser une méthode unique. Le Venezuela avait des doutes sur certains des éléments proposés du projet. Par exemple, il était toujours nécessaire de définir les critères qui permettaient de classer un pays comme "Membre ayant accédé récemment". Le Venezuela avait aussi des doutes sur le sens de l'expression "la réduction des droits interviendra après la mise en œuvre des concessions actuelles", parce que selon le document contenant les profils tarifaires des Membres, la dernière année de la mise en œuvre de leurs concessions pour des pays tels que les États-Unis et le Japon serait 2009, et on ne savait pas très bien comment ces pays appliqueraient les réductions à ce moment-là. Un certain nombre d'éléments du projet avaient encore besoin d'éclaircissements ou de débats avant que l'on parvienne à un accord.

1.69 Le représentant du Canada a dit que le document du Président représentait un ensemble d'éléments de base sur lesquels il convenait de poursuivre le travail. La délégation canadienne faisait sienne l'intervention de la Nouvelle-Zélande; en particulier, elle appuyait que l'on accorde de l'importance à la libéralisation sectorielle des échanges étant donné que la formule en soi apparaissait comme insuffisante pour autoriser un niveau élevé d'ambition. Elle s'est par ailleurs associée aux remarques faites par le Chili concernant les conséquences qui s'ensuivraient pour le système commercial mondial si le Groupe de négociation manquait d'ambition dans la négociation. Concernant l'érosion des préférences, ce n'était qu'une question de temps avant qu'elle ne se produise

de toute manière. Le Canada avait négocié des accords de libre-échange avec un certain nombre de pays Membres et, par définition, la marge de préférence accordée aux pays en développement dans le cadre de son programme général de droits préférentiels s'était amenuisée. Cette tendance se poursuivrait vraisemblablement dans l'avenir à moins que le Groupe de négociation ne réussisse à doter les négociations d'un niveau élevé d'ambition. Ce n'était que de cette manière qu'il pourrait donner effet à une récente proposition de l'ancien Directeur général de l'OMC, M. R. Ruggiero, voulant que les pays s'entendent sur un moratoire pour les nouveaux accords commerciaux régionaux. Le projet de document sur les éléments semblait passer en revue la plupart des éléments qui devaient être abordés dans le contexte du débat en cours. Toutefois, les éléments proposés n'offraient pas le niveau requis d'ambition pour permettre la réalisation d'une libéralisation significative du commerce des produits non agricoles. La délégation canadienne était déçue de la formule proposée. La manière dont cette formule incorporait la moyenne des taux de base annulait en grande partie l'effet de la réduction étant donné qu'elle s'appliquait aux taux élevés, ce qui revenait à récompenser les Membres qui maintenaient une forte incidence de taux élevés. Une partie du mandat du Groupe était de s'attaquer au problème des droits élevés et des crêtes tarifaires, et dans ce contexte une approche plus ambitieuse s'imposait. Elle pourrait prendre la forme d'une application plus directe de la formule suisse, en permettant de réduire à la fois les crêtes tarifaires et les droits élevés.

1.70 Le Canada était satisfait de voir que la proposition englobait tous les produits non agricoles, y compris des positions pour le moment non consolidées, et qu'elle faisait appel à une réduction non linéaire ligne par ligne. Toutefois, il était regrettable que le taux de base pour les positions non consolidées soit le double du taux appliqué. Il n'y avait aucune raison de demander que l'on négocie la baisse à partir de 80 pour cent sur un taux appliqué de 40 pour cent qui était déjà élevé et qui fondamentalement n'autorisait qu'un accès limité ou nul. Cette approche ne faisait que récompenser les Membres qui avaient une forte proportion de droits élevés et ceux qui avaient encore une forte proportion de positions tarifaires non consolidées. Elle récompensait encore plus ceux qui avaient les deux. Le mot "récompenser" était à interpréter librement puisque, souvent, il arrivait que les droits élevés freinent la croissance économique plutôt qu'ils ne l'encouragent. Inversement, elle nuisait à d'autres Membres, dont beaucoup étaient des pays en développement, qui avaient déjà consolidé une très forte proportion de leurs lignes tarifaires, voire la totalité. En outre, la distribution de ces soi-disant "récompenses" était inégale et désavantageait bien des pays. Le Canada se réjouissait de l'élément sectoriel du document et de la désignation d'un certain nombre de secteurs. La proposition sectorielle visait à inclure à la fois les Membres développés et ceux en développement, de manière que les avantages de la libéralisation soient répartis entre tous les Membres et encouragent le commerce Sud-Sud en expansion rapide. En revanche, certains Membres attacheraient incontestablement des niveaux de priorité différents aux secteurs figurant sur la liste. La participation du Canada à tout secteur spécifique dépendrait de l'équilibre global des intérêts dans un éventuel ensemble de secteurs pour lesquels un accord interviendrait, et du niveau global d'ambition atteint dans les négociations. À ce jour, le niveau d'ambition était à la fois inégal et insuffisant. Certains secteurs étaient ostensiblement absents de la liste, notamment les biens environnementaux qui avaient fait l'objet d'une mention particulière par les Ministres au paragraphe 31 de la Déclaration de Doha. En outre, un certain nombre d'autres secteurs avaient été exclus, qui auraient été attrayants pour divers groupements de Membres, y compris les pays en développement, par exemple ceux des produits de la sylviculture, des métaux non ferreux, des engrais, des produits chimiques et l'équipement lié à l'énergie. La proposition qui visait à allonger la période de mise en œuvre pour les pays en développement Membres pourrait convenir à certains de ces pays mais ne serait pas nécessairement adéquate ou justifiable pour d'autres, particulièrement ceux qui se trouvaient à des stades plus avancés de développement.

1.71 Le Canada était déçu de ce que le Président n'ait pas proposé de consolider toutes les lignes tarifaires non agricoles. Elles l'avaient toutes été lors du Cycle d'Uruguay. En outre, bien des Membres, dont des pays en développement et des Membres ayant accédé récemment, avaient procédé à une consolidation à 100 pour cent ou à peu près. Le fait que les deux secteurs déjà mentionnés aient

été consolidés rendait difficilement justifiable pour le Groupe de négociation d'envisager d'achever les négociations avec une consolidation inférieure à 100 pour cent pour tous les produits. Le Canada souscrivait à la proposition voulant que la contribution des PMA soit limitée à consolider leurs droits de douane. Cette proposition pourrait également être étendue aux plus pauvres des pays en développement ne figurant pas parmi les PMA. Les importations en provenance de ces pays devraient aussi bénéficier de la franchise de droits et de l'absence de contingentement. En revanche, les pays en développement à revenu plus élevé devraient accorder des conditions similaires aux importations des PMA. Si les négociations devaient véritablement être axées sur le développement, il fallait qu'un nombre accru de participants améliorent et facilitent les possibilités d'accès aux marchés pour les PMA. Il n'était ni nécessaire ni justifié d'utiliser dans la formule un coefficient différent pour les Membres ayant accédé récemment. Si un certain degré de considération spéciale s'avérait nécessaire, une combinaison d'un échelonnement approprié et d'une période de répit entre les périodes de mise en œuvre permettrait d'y arriver. Le Canada se réjouissait de ce que soient mentionnées dans le document les modalités complémentaires, y compris l'approche zéro pour zéro, les accords d'harmonisation, et le processus relatif aux demandes et aux offres. Le recours à ces approches présentait plusieurs avantages du point de vue de la poursuite des objectifs de négociation partagés. Toutefois, l'invitation à simplement envisager l'élimination des droits peu élevés devrait être renforcée pour que l'occasion ne soit pas manquée de simplifier et d'alléger la structure des droits et éliminer ceux qui ne contribuaient à la réalisation d'aucun véritable objectif, ou si peu, en matière de politique industrielle. Les propositions concernant les obstacles non tarifaires semblaient pratiques et utiles et offriraient vraisemblablement une bonne base pour un examen plus approfondi de la question. Sur l'ensemble de la gamme de questions à aborder, le Canada s'efforcerait de faire fond sur les éléments proposés dans le document afin d'évoluer vers une issue plus ambitieuse et plus équilibrée. À cet égard, il existait un lien que l'on ne pouvait pas ne pas voir avec les négociations sur l'agriculture, pour lesquelles un résultat plus ambitieux encore se révélait très important pour le Canada. Le Programme de Doha pour le développement portait sur le développement et la réalisation de cet objectif passait par une intégration plus concrète de tous les Membres de l'OMC dans le système commercial mondial par le biais d'un processus actif de réforme et de libéralisation de leurs politiques commerciales plutôt que par le choix de maintenir des droits de douane élevés et de laisser largement intacts les autres obstacles et distorsions.

1.72 Le représentant de la République kirghize a dit que la délégation de son pays avait de sérieuses réserves à propos du texte du Président. Elle estimait que tous les droits devraient être convertis en droits *ad valorem* puis soumis à la formule d'harmonisation. Cela se traduirait par une meilleure prévisibilité et une plus grande équité dans la phase initiale du processus de négociation de base. L'élimination ou la réduction importante des droits de nuisance (peu élevés) devraient être volontaires. La forte présence de droits peu élevés dans une liste nationale traduisait simplement le fait que le pays était déterminé à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. La délégation de la République kirghize se réjouissait de la proposition mentionnée à la note de bas de page 2 d'accorder des crédits aux Membres qui auraient préparé leurs listes d'engagements après la conclusion du Cycle d'Uruguay. Elle réservait ses droits de commenter plus amplement la proposition pour ce qui était des Membres ayant accédé récemment, plus particulièrement en ce qui concernait la période de grâce pour la mise en œuvre, la valeur numérique du coefficient B et la moyenne des droits " $t_a$ ".

1.73 Le représentant de la Norvège a dit que le document proposé témoignait du débat qui avait eu lieu au sein du Groupe. La Norvège s'était employée à considérer l'ensemble d'éléments proposés comme base pour l'établissement des modalités. Sa délégation se réjouissait de la proposition d'utiliser une formule d'harmonisation sur une base ligne par ligne pour tous les produits non agricoles, aboutissant à des engagements en matière de consolidation. La formule permettrait éventuellement de réduire de manière considérable les droits au moins sur les marchés des pays de l'OCDE qui étaient déjà caractérisés par des droits peu élevés en moyenne. Elle incorporait un élément du principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour les pays en développement étant

donné que la moyenne des taux de droits était généralement plus élevée dans les pays en développement que dans ceux de l'OCDE. De ce fait, la réduction d'un droit donné dans un pays en développement serait plus faible que la réduction correspondante dans un pays de l'OCDE. La Norvège était sensible aux préoccupations de plusieurs pays en développement qui s'inquiétaient de ce que les taux moyens de droits ne rendent pas nécessairement compte du stade de développement dans tous les cas. La principale question était le niveau d'ambition, ou plus particulièrement la valeur du coefficient B. Un certain nombre de questions débattues au sein du Groupe n'étaient pas mentionnées dans le document proposé, et la Norvège aurait accueilli avec satisfaction l'inclusion de l'élimination généralisée des droits. Toutefois, les discussions tenues jusqu'ici n'avaient pas permis d'établir une base suffisante pour inclure cet élément, pas plus qu'un certain nombre d'autres proposés par divers Membres. On notait la présence de quelques aspects techniques, dont certains étaient importants et pouvaient avoir des conséquences majeures sur les résultats de l'application de la formule, et la Norvège était disposée à engager un débat technique à cet égard à un stade ultérieur. Le texte proposé ne représentait pas la solution finale; il appartenait aux Membres de s'assurer que ce cycle de négociation sur les droits frappant les produits non agricoles aboutirait à un accès significatif aux marchés. Afin de parvenir à un consensus sur les modalités de négociation concernant les obstacles non tarifaires, un aperçu clair du travail du Groupe était de mise. Étant donné que le Groupe était en train de recenser et d'examiner les obstacles non tarifaires pertinents pour les négociations, il devrait s'entendre sur un ensemble de modalités qui seraient suffisamment flexibles pour être ajustables en fonction des résultats d'une analyse plus approfondie des mesures notifiées, et d'une meilleure information des Membres et après qu'ils aient mûrement réfléchi. La responsabilité globale relative aux obstacles non tarifaires appartenait au Groupe de négociation, qui avait été mandaté à cet effet. Le Groupe devrait passer à la première phase d'identification et d'examen des divers obstacles non tarifaires, puis les catégoriser et les recenser et choisir ceux qui appelleraient un examen plus approfondi. Étant donné le peu de temps disponible, un délai précis devrait être convenu pour cette phase initiale, de manière que le Groupe de négociation soit en mesure d'achever les négociations d'ici à la fin de 2004. Dans l'ensemble, la Norvège évaluaient positivement les éléments proposés relatifs aux modalités, même si elle se posait un certain nombre de questions à leur sujet. Elle était disposée à travailler de manière constructive sur la base du texte proposé afin d'arriver à un résultat qui soit à la fois ambitieux et équilibré.

1.74 Le représentant de Cuba a dit que le projet d'éléments des modalités du Président constituait un outil particulièrement utile pour permettre au Groupe de parvenir à un accord sur les modalités. Le sommaire préparé par le Secrétariat montrait que le consensus était possible sur le taux de base, la nomenclature à utiliser et la période de référence. Toutefois, le document semblait ne pas se conformer totalement à un des postulats de base du mandat défini à Doha, à savoir que "[l]es négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction". Les pays en développement Membres préconisaient dans le cadre des négociations l'utilisation d'une formule de réduction des droits ligne par ligne avec des taux de réduction différents selon qu'il s'agissait de pays en développement ou de pays développés participants, mais cette formule n'était pas la même que celle qui était exposée dans le texte du Président. L'intervenant a demandé au Secrétariat de préparer une simulation, éventuellement par le biais d'un programme d'assistance technique, afin d'aider les Membres à déterminer l'impact de l'application de la formule sur les droits. L'approche d'élimination sectorielle des droits avait été sévèrement critiquée par les pays en développement Membres, au dire duquel cette approche devrait être utilisée en tant qu'approche complémentaire facultative par les pays ayant un niveau de développement similaire une fois que les modalités de base auraient été convenues.

1.75 Le représentant de l'Argentine a dit que son pays était disposé à accepter un niveau élevé d'ambition en tant que partie intégrante de l'engagement unique, compte tenu de l'équilibre qui devait être atteint entre les différents sujets de négociation, conformément au paragraphe 49 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'Argentine attachait une importance particulière à l'agriculture.

Elle souscrivait à la notion de "liens positifs" établie par le Directeur général de l'OMC et croyait que de fortes avancées dans le domaine de l'agriculture déboucheraient sur des avancées aussi fortes dans celui des produits non agricoles. Un tel équilibre était nécessaire pour répondre aux intérêts de l'ensemble des Membres et pour s'assurer que les avantages obtenus dans chaque négociation seraient renforcés par ceux des autres domaines de négociation. L'incorporation du traitement spécial et différencié faisait partie intégrante des modalités, tout comme la réalisation du mandat relatif à une réciprocité qui ne soit pas totale. L'Argentine portait une attention spéciale à l'élément de non-discrimination entre les pays en développement, catégorie distincte de celle des PMA qui devraient bénéficier d'un traitement encore plus favorable. L'Argentine convenait que les taux consolidés devaient servir de base pour les réductions tarifaires et que les droits autres qu'*ad valorem* devaient être consolidés en termes *ad valorem* à l'issue des négociations. La proposition selon laquelle le taux de base des droits non consolidés devrait être le taux NPF appliqué multiplié par deux impliquerait non seulement que l'on utilise des taux beaucoup plus élevés comme point de départ pour la réduction, mais aussi que, faute de mécanisme modérateur spécifique, l'effet soit considérable sur la moyenne des droits et donc sur le coefficient utilisé pour appliquer la formule. L'Argentine était en train d'examiner l'effet négatif de cette proposition, surtout pour les pays en développement qui avaient consolidé à 100 pour cent leurs droits de douane. Elle examinait aussi la proposition relative à une élimination sectorielle des droits, étant donné que pareille élimination pourrait avoir des conséquences majeures pour la structure industrielle des pays en développement, et dans de nombreux cas les priver de possibilités de développement. L'élimination sectorielle devrait être adoptée sur une base volontaire, du moins dans le cas des PMA, de manière à garantir que le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale serait respecté. La proposition du paragraphe 8 a) d'autoriser que 5 pour cent des lignes tarifaires restent non consolidées ne pourrait bénéficier qu'à un nombre limité de pays en développement. Pratiquement tous les pays d'Amérique latine avaient consolidé 100 pour cent de leurs droits de douane pendant le Cycle d'Uruguay, ce qui revenait à dire qu'une région entière serait privée dans une forte proportion des avantages de l'exception proposée. Les modalités devaient incorporer le traitement spécial et différencié, de manière qu'elles soient avantageuses pour tous les pays en développement et n'excluent pas ceux qui avaient apporté une contribution très importante et méritoire au système commercial multilatéral en consolidant l'entièreté de leur domaine tarifaire. S'agissant des obstacles non tarifaires, il convenait de clarifier la portée des points du paragraphe 13 c). Ayant procédé à une analyse initiale des diverses catégories d'obstacles non tarifaires recensées, l'Argentine estimait qu'il s'y trouvait quelques chevauchements et ne savait pas très bien quelle attitude adopter dans chaque cas.

1.76 Le représentant du Brésil a dit que le document du Président constituait un premier pas intéressant vers la réalisation du mandat défini à Doha, avec à la fois des éléments positifs et d'autres qui l'étaient moins. Il représentait une base fonctionnelle pour l'établissement des modalités à convenir d'un commun accord dans l'avenir, ce qui permettrait de relever le défi consistant à la fois à exécuter le mandat ministériel et à établir un niveau d'ambition compatible avec les autres domaines de l'engagement unique. Le fait de concevoir une formule relativement simple qui prendrait le taux moyen de chaque Membre comme élément du coefficient à appliquer à la formule de type suisse visait vraisemblablement à intégrer à la formule elle-même le concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale, tandis que le coefficient personnalisé de chaque Membre reconnaissait le fait que la structure des droits de chaque pays reflétait son stade de développement. Il visait aussi à agir comme instrument de limitation des crêtes tarifaires, de la progressivité des droits et des droits élevés. Le Brésil aurait encore besoin de moduler le niveau d'ambition visée en dernier recours, mais cela n'était pas une tâche qui serait du ressort du seul Groupe de négociation. Le Brésil n'avait pas d'objection de principe à des négociations sectorielles sur l'approche zéro pour zéro. Il avait cru comprendre que le sentiment général du Groupe allait vers un débat sur les modalités complémentaires seulement après qu'un accord serait intervenu sur la modalité de base. Ce point était essentiel parce que le fait de traiter ces négociations sectorielles en tant que partie de la modalité de base nierait complètement et affaiblirait l'élément d'une réciprocité qui ne soit pas totale de la formule. Il allait de soi que l'élimination des droits pour une gamme de produits non agricoles qui représentaient une proportion

fort considérable des échanges aboutirait à des réductions plus fortes des engagements contractés par les pays en développement concernant les droits de douane, ce qui irait directement à l'encontre du mandat conféré par les Ministres. La seule manière de contourner ce problème serait de laisser les négociations sectorielles, qu'elles concernent l'approche zéro pour zéro ou une autre approche, porter exclusivement sur les modalités complémentaires proposées à la section 5 du document.

1.77 Si les sections 3 et 4 de la proposition représentaient nominalement des éléments obligatoires des modalités, elles constituaient essentiellement le fruit d'une non-application sélective des modalités pour certains Membres. Certains des concepts se conformaient aux principes du traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les PMA et respectaient le mandat du Groupe, notamment des périodes de transition plus longues pour les pays en développement et l'exemption des engagements de réduction pour les PMA. Les autres éléments devraient être analysés de manière plus approfondie. Il faudrait plus de temps pour évaluer complètement les éléments proposés et certains détails particuliers devraient faire l'objet d'un examen plus minutieux avant que la délégation brésilienne soit prête à accepter les modalités proposées, par exemple concernant les droits autres qu'*ad valorem*. L'annexe sur les modalités de calcul des équivalents *ad valorem* représentait simplement une balise pour cette question, étant donné que le Groupe de négociation était convenu de revenir sur ce point moyennant que le Secrétariat produise un document d'information sur les possibilités qui s'offraient. Il était indispensable d'avoir un résultat final plus clair dans ce domaine, étant entendu que les taux finals seraient consolidés exclusivement en termes *ad valorem*, de manière à rehausser la transparence pour le secteur privé. Nonobstant ces points, le Brésil était disposé à poursuivre les travaux sur le document projeté sur les éléments en tant que base pour les délibérations futures du Groupe, dans le contexte global de l'engagement unique du cycle de négociations.

1.78 La représentante de la Hongrie a dit que le document du Président sur les éléments des modalités pouvait constituer la base d'un travail futur sur les modalités. La délégation hongroise accueillait favorablement le principe d'une formule unique appliquée ligne par ligne mais avait certains doutes sur les effets de l'introduction de la moyenne des droits en tant qu'élément du coefficient de la formule. La moyenne des droits ne rendait pas nécessairement compte du degré de développement du Membre concerné. La délégation hongroise n'avait pas de problème avec les éléments techniques proposés, soit les taux de base, l'année de base, les droits autres qu'*ad valorem*, la nomenclature utilisée et la période de référence. Même si elle n'aimait pas l'idée de l'élimination sectorielle des droits et même si elle avait des problèmes avec les secteurs proposés, elle pouvait les envisager en tant que complément à l'application de la formule. Elle convenait que tous les Membres devraient appliquer cette modalité. S'agissant des dispositions additionnelles pour les pays en développement et les PMA, elle pouvait accepter la plupart des propositions sauf celle de la flexibilité pour les pays en développement, qui pourraient garder 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées. Selon le mandat défini à Doha, la gamme des produits visés devrait être complète et ne comporter aucune exclusion *a priori*, et de ce fait la portée des consolidations devait aussi être complète. Il conviendrait d'envisager des modalités complémentaires après qu'un accord serait intervenu sur la modalité de base. Pour ce qui était des obstacles non tarifaires, la Hongrie aurait préféré que le texte énumère la liste des droits d'exportation.

1.79 Le représentant d'Israël a dit que depuis 1990 son pays avait procédé à une libéralisation autonome étendue. Si l'abaissement des droits apportait des avantages, il apportait aussi des difficultés et obligeait à engager des changements structurels pour bénéficier de ces avantages. Israël reconnaissait la nécessité de donner à chaque Membre la flexibilité voulue pour déterminer quand son économie était prête pour des changements si majeurs, bien qu'il ne fasse aucun doute que de tels changements représentaient une étape obligatoire sur la route d'une véritable croissance économique. La délégation israélienne aurait de la difficulté à accepter la formule proposée dans la mesure où elle participait d'une approche ligne par ligne directe sans être assortie d'une flexibilité pour composer avec les secteurs très sensibles. À cet égard, Israël examinait attentivement la note de bas de page 2 se rapportant au crédit pour la libéralisation autonome et au paragraphe 8 a) qui portait sur les

périodes de mise en œuvre et le nombre de lignes tarifaires. Israël n'était pas convaincu que cela lui donnerait la flexibilité voulue pour éviter de causer un dommage à ses branches de production nationales. L'élimination sectorielle des droits devrait faire partie des modalités complémentaires et il ne devrait pas être établi de liste de secteurs à ce stade, particulièrement selon le modèle prévu dans le document. À ce point de l'établissement des modalités, l'élimination sectorielle des droits devrait constituer une modalité complémentaire. Israël préférerait aussi une approche plus volontaire de l'élimination sectorielle des droits, semblable à celle que prévoyait l'ATI. Une telle approche, combinée à un processus de présentation de demandes et d'offres, donnerait l'occasion d'engager des négociations réelles sur l'accès aux marchés dans les secteurs qui revêtaient une importance pour les Membres en développement et les Membres développés.

1.80 Le représentant de l'Équateur a dit qu'il était important de préserver l'intégrité du système commercial multilatéral, au sein duquel l'accès aux marchés sur la base du traitement spécial et différencié et d'une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements revêtait une importance sans pareille pour les pays en développement. Il était important d'utiliser les taux consolidés comme taux de base dans la formule proposée. Cependant, il conviendrait d'apporter des ajustements non pas seulement à la formule elle-même mais aussi à l'estimation faite de la réduction des taux non consolidés. Si une approche ligne par ligne de la réduction des droits était envisagée, la modalité devrait prévoir la possibilité d'un traitement spécial et différencié pour certains Membres, prenant la forme de coefficients et de réductions différenciés et de périodes de mise en œuvre plus longues pour les pays en développement. Les droits autres qu'*ad valorem* devraient être convertis en droits *ad valorem* de manière à offrir transparence et prévisibilité. En revanche, l'Équateur appuyait la déclaration du Venezuela concernant la méthodologie. S'agissant de l'élimination sectorielle, le Groupe devait se conformer au mandat défini à Doha. Il était prématuré de recenser des zones ou des secteurs en vue de l'élimination des droits. En outre, le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale entre les Membres devrait être incorporé. L'Équateur avait toujours des doutes concernant le calendrier des trois phases annuelles de réduction et estimait qu'il conviendrait d'abord de déterminer la formule et ensuite d'envisager des méthodes complémentaires. S'agissant des Membres ayant accédé récemment, il serait souhaitable de préciser lesquels étaient considérés comme tels et pour combien de temps. Si ces pays se voyaient accorder de plus longues périodes de mise en œuvre pour leurs réductions de droits, l'Équateur se demandait ce que serait la situation pour les autres pays en développement. La fait d'accorder de plus longues périodes de mise en œuvre aux Membres ayant accédé récemment représenterait le bon choix à faire plutôt que des coefficients plus élevés dans la formule puisque la réduction des droits constituait l'objectif des négociations. S'agissant des obstacles non tarifaires, l'Équateur voulait obtenir une clarification de la dernière déclaration faite à propos de la question des éléments proposés. Pour préserver l'intégrité du système commercial multilatéral, il convenait de garder à l'esprit le niveau d'ambition recherché au sein d'autres groupes de négociation, particulièrement dans le domaine de l'agriculture qui était la principale branche d'activité génératrice de recettes pour bien des pays en développement.

1.81 La représentante de l'Uruguay a dit que la formule proposée était ambitieuse et que la délégation de son pays était en train de l'analyser, croyant comprendre que le même niveau d'ambition prévaudrait dans d'autres domaines des négociations, particulièrement l'agriculture. L'Uruguay acceptait les éléments à partir desquels la formule serait composée ainsi que son application ligne par ligne. Il acceptait aussi que le taux final " $t_1$ " doive être consolidé exclusivement en termes *ad valorem*. Dans la mesure où il la jugeait très ambitieuse, l'Uruguay souhaitait que la proposition en faveur d'une élimination sectorielle soit analysée de manière plus poussée. Il acceptait que certains secteurs soient identifiés en vue d'une inclusion, mais d'autres pourraient l'être aussi pour peu qu'ils soient négociés entre les Membres. Le traitement spécial et différencié prévu dans la proposition ne répondait pas complètement au mandat défini à Doha puisqu'il pénalisait les Membres qui avaient consolidé tous leurs droits; ils avaient simplement eu plus de temps pour mettre en œuvre la réduction. S'il comprenait que l'objectif ultime de ces négociations était la consolidation intégrale, l'Uruguay était disposé à concéder, en tant que mesure de traitement spécial et différencié en faveur

des pays en développement, la flexibilité de maintenir des exceptions pour un maximum de 5 pour cent des lignes tarifaires. Le document du Président proposait un coefficient différencié pour les Membres ayant accédé récemment mais non pour les pays en développement. L'Uruguay ne pouvait savoir clairement, à la lumière du document, quels pays seraient considérés comme ayant récemment accédé à l'OMC et à partir de quand ils ne le seraient plus. Il était disposé à envisager une période plus longue ou un coefficient différencié pour ces pays à condition que le même traitement soit accordé aux pays en développement. S'agissant des obstacles non tarifaires, l'Uruguay voulait obtenir plus de renseignements sur les paragraphes 1 et 4 du texte proposé. Les pays en développement figureraient parmi les Membres susceptibles d'être bénéficiaires des mesures de renforcement des capacités conformément au paragraphe 50 du mandat défini à Doha.

1.82 La représentante de la Suisse a dit que le document du Président sur les éléments des modalités renfermait les éléments de base des modalités projetées. Il proposait des procédures sans proposer de chiffres, il montrait une voie à suivre sans préjuger de la destination ou de l'issue; il proposait des façons d'accomplir le mandat pour chaque aspect particulier des modalités; le seul aspect qu'il ne mentionnait pas et qui faisait l'objet du mandat conféré par les Ministres à Doha, c'était celui des biens environnementaux. Cette question était importante et devait être abordée dans les modalités, mais elle pouvait aussi l'être après que les éléments de base auraient été connus. Le texte contenait des éléments utiles pour alimenter le débat car il envisageait une approche ambitieuse, mais il prévoyait aussi des propositions concernant certains éléments de base permettant de prendre en compte les différentes situations de développement des Membres de l'OMC. Quant à la formule, elle devrait répondre à différents critères, savoir être transparente, être facile à utiliser, favoriser l'harmonisation, tenir compte des différentes situations de développement des Membres et attaquer efficacement le problème des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits. L'application de la formule proposée avec les cinq critères montrait que cette formule satisfaisait à l'obligation de transparence. Pour ce qui était de la facilité d'utilisation, le calcul de la moyenne des droits, qui dépendait de la structure tarifaire des Membres individuellement, pourrait s'avérer compliqué et difficile. Il convenait d'en discuter pour s'assurer que la moyenne serait calculée de manière neutre. S'agissant du critère relatif à l'harmonisation, la formule permettait l'harmonisation du tarif douanier d'un Membre, en fonction du niveau du coefficient B. Toutefois, l'utilisation de la moyenne dans la formule n'autorisait pas une harmonisation effective entre les tarifs douaniers des divers Membres, élément important de toute réduction des droits frappant les produits non agricoles. Relativement au quatrième critère, la prise en compte des différents stades de développement, le taux moyen était un piètre indicateur du niveau de développement. La formule abordait indirectement le niveau de développement, du fait qu'elle prenait en considération seulement les pays en développement ayant des niveaux de droits élevés. De manière générale, la formule pourrait avoir des effets très différents sur des pays parvenus à un stade similaire de développement, ce qui était une lacune grave. La Suisse se pencherait sur des indicateurs qui conviendraient mieux à la formule de manière à tenir compte du stade de développement des Membres. Enfin, savoir si la formule permettrait de s'attaquer efficacement au problème des crêtes tarifaires internationales et de la progressivité des droits dépendrait du coefficient B. Elle le ferait uniquement si B était très bas, plus proche de zéro que de toute autre valeur.

1.83 Concernant les différents paramètres de la formule, la Suisse convenait que les taux consolidés aux fins des négociations devraient être les taux de base. Dans le cas des taux non consolidés (deux fois le taux NPF ou 5 pour cent si le taux NPF était de zéro), la proposition semblait partir d'un point très élevé, plus particulièrement pour les Membres dont le taux appliqué était élevé et le taux consolidé bas, et la Suisse était favorable à un chiffre bien plus bas. La proposition sur les statistiques des importations était intéressante pour éviter les fluctuations annuelles. La Suisse était plus préoccupée par la communication concrète des renseignements pertinents étant donné que pour que l'on soit pleinement en mesure de juger des effets de la formule, il fallait disposer des chiffres pertinents. De ce fait, il importait au plus haut point que tous les Membres communiquent les données voulues dans les moindres délais. S'agissant de la question des droits autres qu'*ad valorem*,



la délégation helvétique convenait que, pour utiliser la formule, il était nécessaire de calculer les équivalents de ces droits, étant entendu que cela était sans préjudice de la conversion des droits spécifiques en droits *ad valorem* sur une base plus permanente. Cela représentait certes une question importante eu égard à la transparence, mais la solution dépendrait du niveau global d'ambition. La Suisse se trouvait dans une situation particulière pour ce qui était de la question des équivalents *ad valorem* (EAV), et ses spécialistes étudiaient les différentes méthodes de calcul pour arriver à une méthode qui à la fois serait transparente et prendrait en compte le fait que les taux de base de tous les Membres dans ces négociations seraient les taux consolidés.

1.84 S'agissant de l'élimination sectorielle des droits de douane, la délégation suisse appuyait l'idée de supprimer les droits qui frappaient les produits d'intérêt spécial pour les pays en développement et les PMA. La Suisse en était toujours à déterminer quels secteurs relevaient de cette catégorie. S'agissant du traitement des pays en développement et des PMA, elle n'était pas convaincue du bien-fondé de la proposition d'exclure 5 pour cent des lignes tarifaires de la consolidation comme le proposait le paragraphe 8 a). Une consolidation à 100 pour cent des lignes conjuguée à une flexibilité quant au niveau de consolidation représentait une voie beaucoup plus prometteuse. Pour ce qui était des PMA, la Suisse convenait qu'un meilleur accès aux marchés était crucial pour ces pays, et de ce fait appuyait la proposition concernant l'accès en franchise de droits et sans contingentement pour leurs produits non agricoles. La Suisse convenait également que la contribution attendue des PMA devrait être limitée à l'accroissement du niveau de leurs consolidations, mais à un niveau de 100 pour cent ou presque. Ce traitement devrait être étendu aux pays en développement pauvres n'appartenant pas à la catégorie des PMA. Pour ce qui était des Membres ayant accédé récemment, les engagements globaux en matière d'accès aux marchés qu'ils avaient souscrits durant leur processus d'accession devraient être pris en compte et ces Membres devraient se voir accorder de plus longues périodes de mise en œuvre plutôt qu'attribuer un coefficient spécifique. La Suisse se réjouissait de la possibilité de prévoir des modalités complémentaires dans le texte proposé et examinerait la question de manière plus approfondie. Elle accueillait favorablement, par ailleurs, le fait que la proposition envisageait l'élimination des droits peu élevés, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas de consensus sur ce point. La solution dépendrait du niveau d'ambition des résultats globaux. L'approche des obstacles non tarifaires préconisée dans le texte proposé était intelligente. La difficulté résiderait dans l'identification et l'examen des divers obstacles et leur légitimité individuelle. La Suisse était disposée à collaborer avec le Groupe de négociation sur la base du projet de texte pour arriver à un résultat ambitieux qui soit nécessairement au bénéfice de tous les Membres et, en particulier, fasse en sorte que les pays en développement puissent mieux s'intégrer dans le système commercial mondial.

1.85 Le représentant de l'Islande a dit que le document du Président constituait une tentative sérieuse et constructive d'atteindre l'ensemble des grands objectifs énoncés au paragraphe 16 du Programme de Doha pour le développement. La formule réussissait à aborder la question de la réduction ou de l'élimination des crêtes tarifaires et celle de la progressivité des droits. Cependant, elle n'allait peut-être pas assez loin pour ce qui était de réduire ou d'éliminer les droits élevés. Cela dépendrait de la valeur du coefficient B. D'après la formule, les Membres qui avaient un taux moyen de consolidation élevé pourraient toujours appliquer des droits élevés après la réduction en vertu de la formule, qui intégrait le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale. Cela pourrait être à l'avantage des pays en développement. Comme d'autres Membres l'avaient signalé, le niveau moyen des consolidations ne rendait pas compte du stade de développement d'un pays. Plus le coefficient B serait bas, plus la formule aurait de chances d'atteindre les objectifs de la Déclaration de Doha. Le concept de l'élimination des droits était abordé d'une manière intéressante qui méritait un examen plus approfondi. Toutefois, la formule à elle seule ne permettrait pas d'arriver à ce sur quoi le Groupe s'était entendu parce qu'elle ne se traduirait pas par une élimination de droits. Un engagement de la part de tous les Membres, à l'exception des PMA, à éliminer les droits de douane dans des secteurs choisis de produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement et les PMA serait conforme au mandat prescrivant l'élimination des droits de douane compte tenu des intérêts à l'exportation des pays en développement. L'Islande était désireuse de participer à l'élimination des

droits de douane frappant les produits d'intérêt pour les pays en développement et de négocier une extension des propositions contenues dans le texte projeté à d'autres secteurs de produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement, et plus particulièrement les PMA. Les idées soumises dans le paragraphe 8 sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et les PMA et sur le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale étaient intéressantes, particulièrement dans la mesure où elles concernaient les PMA. La proposition relative aux Membres ayant accédé récemment au paragraphe 10 méritait aussi un examen plus approfondi. Concernant l'élimination des droits peu élevés, ces droits procuraient des recettes limitées aux États, offraient une protection encore plus limitée et nuisaient aux échanges et au développement du commerce. La définition des droits de nuisance pouvait faire l'objet d'un débat, mais il avait été suggéré que soient considérés comme tels les droits de 5 pour cent ou moins. L'adoption d'une telle définition, même sur le plan multilatéral, serait plus favorable aux pays en développement. L'Islande appuyait bien une réduction additionnelle complémentaire des droits de douane et l'élimination des modalités sectorielles, de concert avec d'autres approches complémentaires, telles que l'approche zéro pour zéro, mais ces mesures ne seraient pas nécessaires si les modalités proposées étaient appliquées comme il se doit.

1.86 Le représentant des Philippines a dit que dans la mesure où une majorité de Membres avaient des problèmes avec l'élimination des droits, la formule leur donnait la flexibilité de contribuer à la libéralisation des échanges selon leurs capacités. Ils devaient choisir une valeur unique pour le coefficient qui, avec la moyenne des taux de base, leur permettrait de déterminer la manière d'aborder les droits élevés, les crêtes tarifaires et la progressivité des droits. Certes, il se pouvait que cet objectif de compression ne fonctionne que dans le cadre du profil tarifaire de chaque Membre, mais il n'en représentait pas moins un bon point de départ, étant donné que tous les Membres ne pouvaient pas atteindre le niveau de l'élimination des droits. Si les taux de base moyens ne représentaient pas le stade de développement des Membres, ils n'en exerçaient pas moins une influence modulatrice sur le taux consolidé final qui pourrait permettre une réduction tarifaire plus efficace par comparaison avec les réductions linéaires proportionnées. La délégation philippine s'opposait à ce genre de réductions linéaires parce qu'elles maintenaient le niveau relatif de disparités tarifaires dans le résultat final. Pour offrir aux pays en développement un traitement spécial et différencié et une réciprocité qui ne soit pas totale, la valeur du coefficient B pour ces pays devait être plus élevée que pour les pays développés. S'il restait encore beaucoup de travail à abattre avant de finaliser la formule et d'évaluer le plein impact de son application sur les profils tarifaires de tous les Membres, les Philippines étaient prêtes à travailler sur la proposition avec l'esprit ouvert. Elles appuyaient l'utilisation des taux consolidés après la mise en œuvre complète des engagements contractés lors du Cycle d'Uruguay tels que ceux concernant les taux de base, mais elles souhaitaient examiner plus attentivement les conséquences qui s'ensuivraient si elles commençaient à appliquer la réduction des taux de droits non consolidés aux taux NPF appliqués multipliés par deux si elles utilisaient 2001 comme année de base pour les taux appliqués. Au cours des négociations passées, des engagements avaient été réalisés en termes de taux consolidés et il ne serait pas équitable de changer les règles du jeu si les Membres n'étaient pas indemnisés en conséquence. Cela aurait pour effet de pousser à la hausse certains taux de base et certains taux moyens, pénalisant ainsi les Membres engagés dans le processus de réduction. Toutefois, la proposition serait acceptable pour la délégation philippine si les Membres n'étaient pas tenus de procéder à d'autres réductions une fois qu'ils auraient consolidé leurs droits au taux appliqué multiplié par deux. Un autre élément manquant de la proposition était la question de l'échelonnement des taux consolidés finals dans la formule. Une période d'échelonnement plus longue pour les pays en développement ne devrait pas être disponible seulement dans des initiatives sectorielles mais prévue dans la formule de base elle-même.

1.87 D'après l'étude (document TN/MA/S/10), des droits autres qu'*ad valorem* de complexités variées étaient imposés par plus du tiers des Membres de l'OMC pour un certain nombre de produits dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement, le plus souvent dans l'agriculture mais aussi dans des branches d'activité similaires telles que les textiles. Au cours des

négociations sur l'agriculture, il avait été décidé d'adopter une base tarifaire uniquement, et il était temps de faire de même dans le secteur non agricole. Les Philippines s'attendaient à un accord rapide sur un guide de conversion des taux autres qu'*ad valorem* en taux *ad valorem* pour qu'ils puissent être intégrés dans les profils tarifaires existants des Membres qui imposaient des droits autres qu'*ad valorem*. Cela était un préalable absolu pour compléter l'élément d'une formule d'harmonisation non linéaire des droits. La délégation philippine appuyait également l'exemption de 5 pour cent du total des lignes tarifaires non consolidées de la consolidation et des engagements de réduction des droits de douane. Les produits exemptés devraient également être exclus dans le calcul de la moyenne des taux de base. S'agissant de l'élimination sectorielle des droits, l'intervenant a demandé si la liste proposée des secteurs était ouverte. Les Philippines appuyaient l'approche sectorielle en tant que modalité complémentaire et limitée à seulement quelques secteurs de manière qu'elle ne débouche pas sur une distorsion dans le résultat global pour le secteur non agricole. Si la participation ne pouvait être que volontaire, les engagements en matière de libéralisation dans ces secteurs devaient être souscrits sur une base NPF. Quant à l'élimination des droits peu élevés, la délégation philippine n'aurait pas d'objection à ce que, à titre de mesure de flexibilité, les pays développés éliminent leurs droits de plus ou moins 3 pour cent. Une réduction de droits peu élevés de l'ordre de 50 pour cent dans les pays développés ne voulait pratiquement rien dire mais, dans les pays en développement, ces droits constituaient une source indispensable de recettes pour l'État, et représentaient des emplois permettant à une foule de personnes de survivre. Sans préjuger de leur position quant au paragraphe 8 a) et b), les Philippines estimaient que chaque élément du texte proposé et tous les éléments futurs devraient inclure leurs propres dispositions en matière de traitement spécial et différencié et de réciprocité qui ne soit pas totale, soit la formule de réduction des droits, l'élimination sectorielle des droits, les modalités complémentaires, le traitement des obstacles non tarifaires et l'échelonnement de la mise en œuvre. Lorsque les Membres seraient d'accord, les modalités pourraient toujours être complétées par une approche de présentation de demandes et d'offres mais seulement si les approches principales ne pourraient aboutir aux mêmes résultats et si cette approche était appliquée de manière transparente et les résultats étendus à tous sur une base NPF.

1.88 La question des études appropriées et du renforcement des capacités en tant que moyens d'assistance technique représentait une priorité immédiate. Les études de la CNUCED s'étaient révélées très instructives, comme l'avait été le récent document de travail de l'OMC sur les droits frappant les produits industriels et le Programme de Doha pour le développement. Quant au commerce Sud-Sud, auquel de nombreux pays en développement s'étaient référés, il était important de déterminer s'il s'agissait d'un mythe. Dans un document des Pays-Bas sur les retombées économiques du Programme de Doha pour le développement, on estimait que jusqu'au tiers des avantages de la libéralisation viendraient de la pleine participation des pays en développement mais ces avantages seraient probablement associés au commerce Nord-Sud qui était généralement favorable aux pays du Nord. Un autre tiers des gains estimés du Programme de Doha pour le développement était censé venir de l'agriculture, et l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI avaient mis en lumière le caractère fondamental de l'agriculture, non seulement pour le succès du cycle de négociations commerciales, mais bien plus pour les avantages susceptibles d'en découler. Les effets de dispersion des réformes et de la libéralisation du commerce des produits agricoles, qui n'avaient pas été comptabilisés dans les estimations, pourraient être substantiels, particulièrement du point de vue de l'élimination de la pauvreté. D'où le fait qu'il ne fallait jamais perdre de vue le lien essentiel qui existait entre les négociations sur les produits non agricoles et celles sur les produits agricoles. Le Groupe de négociation devrait gérer la "propriété" et le contrôle global des négociations sur les obstacles non tarifaires, d'autant que ces négociations influaient sur les produits visés par ses engagements en matière de libéralisation. L'aperçu général de la procédure présenté dans le projet de document sur les éléments des modalités ne répondait pas aux prescriptions et devait être débattu plus longuement. Les négociations sur les obstacles non tarifaires devaient être menées en parallèle avec celles sur les droits de douane et s'achever dans le même laps de temps. La délégation philippine n'était pas convaincue que l'érosion des préférences soit une question brûlante d'actualité pour bon nombre de participants. L'élimination des droits était encore inacceptable pour la plupart des Membres, même à long terme,

raison pour laquelle l'effet de l'érosion des préférences pouvait être prédit et évalué à l'avance pour les donateurs bilatéraux et les institutions financières internationales. L'orientation de la politique commerciale de l'OMC ne fournirait ni l'unique réponse ni la réponse essentielle mais elle pouvait contribuer à la mobilisation des ressources mondiales lorsque les problèmes de pays en particulier étaient cernés. La libéralisation multilatérale ne devait pas être ralentie pour protéger une libéralisation bilatérale ou régionale mais l'inverse était tout aussi vrai, les initiatives bilatérales ou régionales ne devraient pas être restreintes si la libéralisation multilatérale échouait.

1.89 Le représentant de Singapour a dit que le document du Président n'était pas suffisamment ambitieux, surtout si on le mesurait à l'aune du mandat défini à Doha. L'essence du paragraphe 16 du Programme de Doha pour le développement était la réduction ou l'élimination des droits de douane, des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits. Le Groupe de négociation devrait travailler à améliorer le projet de texte de manière qu'il réponde adéquatement au mandat défini à Doha. La délégation singapourienne appuyait l'idée d'appliquer une formule d'harmonisation non linéaire unique mais le contenu de la formule à l'étude restait à améliorer. L'utilisation de la moyenne des taux ne permettrait pas d'atteindre l'objectif d'une réduction ou d'une élimination ambitieuse des droits. Elle accentuerait les écarts dans la structure des droits des pays qui avaient des taux élevés et de ceux qui avaient des taux moyens peu élevés. De plus, elle entraînerait des difficultés de concept et de mesure dans l'établissement des moyennes de taux comparables et crédibles. Si Singapour remettait en question le bien-fondé d'utiliser les moyennes des taux dans la formule, elle travaillerait de manière constructive au sein du Groupe pour trouver des manières novatrices de s'attaquer aux problèmes potentiels inhérents à l'utilisation de la moyenne des taux dans la formule. À cet égard, elle prenait note de l'idée soumise par la Nouvelle-Zélande d'inclure la possibilité de plafonner la moyenne des taux. Une faible valeur du coefficient B, de préférence une valeur proche de zéro, s'imposait pour faciliter des réductions de droits dignes de ce nom. De plus, un coefficient B de faible valeur était nécessaire, bien que pas suffisant, pour équilibrer les réductions minimales de droits que la formule actuelle supposerait pour les Membres qui avaient des taux élevés par rapport à ceux qui avaient des taux moyens peu élevés. L'approche sectorielle représentait un complément important à la formule, même si Singapour aurait préféré que davantage de secteurs soient inclus dans le paragraphe 7 du texte proposé. Le caractère obligatoire de l'approche sectorielle était aussi très critique. Singapour acceptait l'idée du paragraphe 4 des modalités proposées voulant que ces négociations soient menées de manière que l'intégrité du système commercial multilatéral soit préservée. La libéralisation des tarifs douaniers sous la forme d'ambitieuses réductions ou de l'élimination des droits devrait constituer la règle et non l'exception dans les négociations en cours. Un bon résultat concernant les obstacles non tarifaires était également nécessaire pour compléter la réduction et l'élimination des droits et préserver une issue ambitieuse pour les négociations tarifaires.

1.90 Le représentant des Communautés européennes a dit que la délégation des CE évaluerait tous les éléments des modalités présentés au regard du mandat défini à Doha, en vertu duquel le développement devait être au cœur des négociations. À cet égard, le progrès ne prenait pas uniquement la forme d'un accès amélioré aux marchés des pays développés; étant donné que 40 pour cent des échanges des pays en développement s'effectuaient entre ces pays eux-mêmes, la participation de ces derniers représentait un élément indispensable de la réalisation des objectifs de développement fixés à Doha. La délégation des CE accueillait favorablement l'utilisation des taux consolidés comme taux de base pour les positions tarifaires consolidées, l'année de base proposée, la nomenclature du SH ainsi que la période de référence et l'approche ligne par ligne de la formule de réduction. En revanche, cette formule aurait sans doute besoin de quelques ajustements dans la pratique. Elle représentait la partie la plus novatrice des éléments proposés mais ne comprenait aucun des éléments du mécanisme de compression proposé par les CE, qui permettrait aux Membres de négocier différents degrés de compression, en fonction de leur situation. Une telle approche répondait à tous les objectifs du mandat défini à Doha. Les CE étaient disposées à examiner les éléments proposés mais plusieurs points devaient être éclaircis avant que ces éléments ne soient à la hauteur des objectifs fixés par les Ministres à Doha. On courait le risque réel d'un manque d'équité entre les

Membres et il convenait d'en débattre étant donné que cela soulevait la question de savoir à quoi correspondait la définition d'un traitement spécial et différencié proportionné aux besoins de tous les pays en développement et PMA. L'UE était attachée à un système fondé sur des règles. En ce sens, elle ne pouvait appuyer qu'une formule favorisant la réduction de la dispersion non seulement à l'intérieur de la liste tarifaire d'un Membre, mais aussi entre celles des Membres se trouvant au même stade de développement. La question était de savoir comment répondre aux préoccupations exprimées par certains Membres relativement à l'application équitable du concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale à tous les pays en développement Membres. Les Membres les moins développés devraient représenter l'exception à ce genre de considération. À cet égard, le paragraphe 8 b) des éléments proposés allait dans la bonne direction.

1.91 Les éléments proposés préconisaient une approche qui était *de facto* fondée sur une définition des crêtes comme étant "nationales" par opposition à "internationales", ce qui était tout le contraire de la position traditionnelle de l'UE, que celle-ci serait d'ailleurs incapable de modifier. Il serait difficile d'expliquer aux intervenants que certains Membres ayant des taux très élevés resteraient protégés, sans égard à leur stade de développement, et donc n'offriraient pas de véritables concessions susceptibles de bénéficier aux exportateurs communautaires ou à ceux des pays en développement, ces derniers offrant le meilleur potentiel de croissance et de développement. S'agissant des positions non consolidées, une certaine forme de crédit devait être accordée aux pays en développement qui avaient mis leurs positions non consolidées sur la table de négociation, à condition que les taux finals soient consolidés. Si l'un des paramètres de la formule à convenir devait être lié au profil tarifaire d'un Membre, seuls les droits qui seraient en fin de compte consolidés méritaient d'être pris en compte. Il était proposé que les pays en développement puissent maintenir jusqu'à 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées pourvu qu'elles ne représentent pas plus que 5 pour cent des importations d'un Membre, mais il convenait de se demander qui en bénéficierait. Plus de 50 Membres (l'UE comptant pour un), soit environ la moitié de l'effectif de l'OMC, avaient consolidé l'entièreté de leurs droits, et ce groupe réunissait des Membres de toutes les catégories, depuis les pays développés jusqu'aux PMA. Plus de 30 Membres avaient un pourcentage de consolidation bien supérieur à 95 pour cent et plusieurs en avaient un de l'ordre de 99,9 pour cent. Treize Membres avaient un pourcentage de consolidation compris entre 50 et 95 pour cent. La plupart des Membres qui avaient un pourcentage de consolidation inférieur à 50 pour cent étaient des PMA. Cela voulait dire que les exceptions à la liste des pays qui avaient consolidé leurs droits étaient en nombre très limité. De ce fait, il convenait de déterminer si la proposition répondait au critère du traitement spécial et différencié pour tous les Membres. Pour ce qui était de l'élimination sectorielle des droits, les CE se félicitaient de l'inclusion des textiles, des vêtements et des chaussures et, en particulier, de la suggestion voulant qu'elle soit obligatoire. Les CE attachaient beaucoup d'importance à la réalisation de progrès dans cette initiative, qui pourrait figurer parmi les modalités de base à adopter. Une approche sectorielle devrait faire partie intégrante des modalités de base appliquées à tous les Membres, même si la liste définitive ne pourrait être finalisée qu'à un stade ultérieur des négociations. Concernant l'échelonnement proposé, les CE convenaient de la nécessité de prévoir des périodes différenciées pour les pays développés et les autres Membres, mais doutaient du bien-fondé économique d'un échelonnement en trois phases assorti d'un genre de plateau à la deuxième phase. La proposition concernant les droits, les Membres ayant accédé récemment et les modalités complémentaires renfermaient des éléments de départ qu'il convenait peut-être d'approfondir. Cela représentait une tâche complexe, mais jusqu'ici des progrès intéressants avaient été accomplis compte tenu de l'importance de préserver l'intégrité du système multilatéral de l'OMC.

1.92 Le représentant de la République tchèque a dit que la grande disparité dans les positions des Membres quant à la manière de réduire ou, selon qu'il convenait, d'éliminer les droits de douane et les obstacles non tarifaires pouvait expliquer pourquoi les éléments proposés par le Président étaient dépourvus d'un certain nombre d'éléments proposés dans les discussions à ce jour. En tout état de cause, le projet contenait un certain nombre d'éléments positifs qui justifiaient un examen et un développement plus approfondis. Le plus important était la formule qui prévoyait une réduction

générale des droits frappant les produits non agricoles. Cette approche était totalement en accord avec la portée globale des négociations en cours, ainsi que l'avaient fixée les Ministres à Doha. Elle allait aussi dans le sens d'engager tous les Membres à ouvrir de nouveaux marchés, élément de la plus haute importance. La délégation tchèque aurait besoin d'être mieux renseignée sur la manière dont la formule agirait afin de pouvoir en évaluer les effets et de déterminer si elle avait des effets particuliers pour son pays. En même temps, elle continuait d'examiner comment la formule répondait à ses préoccupations à propos des droits élevés et des crêtes tarifaires, et à quel point elle donnait suite à l'idée de comprimer les droits dans une fourchette plus étroite. Elle croyait comprendre le raisonnement que faisait le Président pour proposer d'utiliser la moyenne des taux d'un pays comme l'un des éléments de la formule, mais cela ne devait pas déboucher sur une situation où ceux qui auraient déjà réduit substantiellement leurs droits de douane deviendraient les otages de leurs efforts passés. Il n'était pas avisé de recourir à une formule qui aurait pour résultat qu'un pays aurait la possibilité d'offrir une réduction plus faible pour la seule raison qu'il aurait un taux moyen plus élevé. Cette préoccupation pouvait être apaisée au moyen d'une approche fondée sur un coefficient variable, auquel cas tous les produits seraient soumis à la même formule de réduction mais seraient visés par des coefficients différents, en fonction de la moyenne des taux de base ou de la moyenne des taux de base individuels des pays. Un autre élément important qui brillait par son absence dans le document proposé était l'établissement d'un taux de droit maximum que les Membres seraient autorisés à maintenir. La délégation tchèque voulait obtenir de plus amples précisions sur les règles suggérées en matière de crédit pour la libéralisation unilatérale entreprise depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay. La République tchèque examinerait la possibilité d'accorder un tel crédit au moyen d'une approche fondée sur une formule pour les Membres ayant accédé récemment dont les droits étaient inférieurs à ceux des pays ayant un niveau comparable de développement.

1.93 La délégation tchèque appuyait l'ajout d'éléments sectoriels dans l'approche fondée sur une formule. Toutefois, la République tchèque hésiterait beaucoup à cibler un secteur particulier à ce moment, dans une situation où les Membres tentaient toujours de s'entendre sur les paramètres de la formule à adopter. Certes, les sept secteurs qu'avait proposés le Président pour l'élimination des droits concernaient des produits dont l'exportation présentait un intérêt particulier pour les pays en développement et les PMA participants, mais il conviendrait d'examiner certaines statistiques sur les échanges des produits en question, y compris les parts de marché des Membres pris individuellement et les niveaux de protection qu'ils donnaient à ces produits, avant de s'entendre sur ces secteurs. Les Membres devraient faire preuve de prudence avant de précipiter les discussions sur l'élimination des droits de nuisance. Le traitement spécial et différencié devait être appliqué de manière proportionnée et en offrant un équilibre entre le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale et la nécessité d'exiger une contribution adéquate et significative de tous les participants. La délégation tchèque préférait un traitement spécial et différencié mieux adapté à la situation particulière des pays en développement Membres pris individuellement. À cet égard, elle n'appuyait pas la proposition d'offrir aux pays en développement la possibilité de maintenir 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées, et les modalités devraient comprendre pour tous les Membres l'engagement de consolider toutes leurs lignes tarifaires. Pour ce qui était des PMA, la délégation tchèque souscrivait entièrement au concept du traitement exempt de droits de douane pour les produits non agricoles originaires des PMA, et rechercherait un résultat plus ambitieux au moyen d'un engagement clair de la part des pays développés et de certains autres grands partenaires commerciaux des PMA. La République tchèque était disposée à examiner la proposition faite par le Président de passer aux obstacles non tarifaires, ajoutant qu'il était nécessaire d'accélérer le traitement de cette question de manière que l'amélioration de l'accès aux marchés apporte des avantages maximaux. Elle s'attendait à ce que les Membres soient en mesure au moins de s'entendre sur les principes généraux qui pourraient être plus amplement développés dans le cadre de la préparation de la cinquième Conférence ministérielle, la Conférence de Cancún, et approuvés définitivement avant cette dernière.

1.94 Le représentant de la Trinité-et-Tobago, s'exprimant au nom de la Barbade, de la Jamaïque et de son propre pays, a dit que le document du Président était dépourvu des éléments de base cruciaux

pour leurs intérêts, à savoir la dimension développement des négociations de Doha. De ce fait, les pays qu'il représentait étaient heureux d'apprendre que ces modalités devaient être considérées comme un ensemble d'éléments de base, susceptible d'ajustements, de raffinements, etc. Le concept d'une réciprocité qui ne soit pas totale en était plutôt absent, et des dispositions significatives en matière de traitement spécial et différencié restaient à intégrer davantage dans les éléments de base. Ces concepts représentaient des principes incontournables dans la formulation des modalités de négociation. Dans le cas de certains petits pays en développement, l'approche fondée sur une formule qui était proposée dans le texte aurait des conséquences néfastes pour leur économie et leurs objectifs de développement, dans la mesure où les droits de douane représentaient pour eux une source majeure de recettes fiscales, et où des réductions draconiennes du niveau de ces recettes auraient un effet perturbateur sur leur économie et menaceraient d'autant la viabilité de leurs branches de production nationales. En outre, la délégation de la Trinité-et-Tobago se serait attendue à voir dans le texte des dispositions relatives à un traitement spécial pour certains produits sensibles au plan national, conformément à la proposition voulant que le traitement spécial et différencié fasse partie intégrante des négociations. Elle appuyait la position de Maurice selon laquelle l'érosion des préférences ne devrait pas être arbitrairement minimisée parce que sans conséquences, comme certains Membres semblaient le croire. La question des préférences revêtait une importance critique pour un nombre considérable de Membres de l'OMC et devait être prise en compte dans l'élaboration des modalités. Enfin, la fourniture rapide et ciblée de l'assistance technique représentait l'un des éléments centraux susceptibles de favoriser la participation effective aux négociations des pays que l'intervenant représentait ainsi que d'autres pays en développement tels que les petites économies vulnérables qui bénéficieraient aussi d'études et d'autres mesures de renforcement des capacités. La délégation de la Trinité-et-Tobago espérait que le projet révisé du Président en tiendrait compte.

1.95 Le représentant du Japon a dit que la formule suggérée dans le document du Président sur les éléments des modalités offrait à toutes fins utiles deux formules distinctes, une pour les pays développés et une autre pour les pays en développement Membres. Cette formule ne permettrait pas de supprimer les disparités dans les niveaux tarifaires des Membres de l'OMC. En revanche, la proposition du Japon, une formule utilisant une moyenne pondérée par les échanges, était à la fois appropriée et réaliste. Chaque Membre devrait accroître son pourcentage de consolidation en consolidant le plus de lignes tarifaires possible. Il convenait d'examiner le bien-fondé d'utiliser les taux NPF appliqués multipliés par deux comme taux de base pour les positions tarifaires passibles de droits et non consolidées et d'appliquer la formule fondée sur ces taux de base. Il serait également nécessaire d'examiner le bien-fondé de la méthode de calcul des équivalents *ad valorem* des droits spécifiques par le biais de consultations avec la branche de production nationale concernée. En même temps, a souligné l'intervenant, les droits spécifiques étaient compatibles avec les règles de l'OMC. S'agissant de l'approche sectorielle, tandis que le document du Président incluait des secteurs tels que l'électronique et les appareils électriques et les pièces détachées et composants de véhicules automobiles, à l'instar d'ailleurs de la proposition japonaise, la délégation japonaise ne pouvait pas accepter l'inclusion du poisson et des produits de la pêche ainsi que des ouvrages en cuir et des chaussures comme dans le texte du Président. Du point de vue de la protection globale de l'environnement, elle ne pouvait pas accepter l'inclusion du secteur de la sylviculture. L'utilisation de coefficients différents pour les Membres ayant accédé récemment serait problématique puisqu'il n'existait aucune raison déterminante de les distinguer des autres Membres dans la mesure où ils avaient déjà obtenu leur pleine appartenance à l'Organisation. Quant à l'élimination des droits peu élevés, dans la mesure où elle était le fruit d'énormes efforts de réduction des droits consentis lors des cycles précédents, elle devrait être laissée au jugement de chaque Membre de l'OMC, particulièrement au vu du fait qu'il n'était pas facile d'arrêter une définition raisonnable des droits peu élevés. La délégation japonaise appuyait l'approche du Président concernant les obstacles non tarifaires telle qu'énoncée dans le texte. Le Japon était fermement attaché à la libéralisation du commerce des produits non agricoles, conformément au mandat défini dans la Déclaration de Doha.

1.96 Le représentant de la Roumanie a dit que son pays était partisan d'employer une formule unique pour chaque ligne tarifaire, même s'il restait préoccupé par la manière dont cette formule tiendrait compte des impératifs du développement et favoriserait le commerce Sud-Sud. Les éléments de base de la formule semblaient très proches de ceux qui avaient déjà été examinés et la préoccupation de la Roumanie avait trait aux taux non consolidés, pour lesquels l'approche envisagée était jugée trop laxiste. L'idée d'une élimination sectorielle des droits de douane ne suscitait pas une forte adhésion, mais il fallait y voir une étape supplémentaire vers la libéralisation des échanges et les secteurs à inclure devraient faire l'objet de négociations. Le calendrier d'élimination appelait en outre une évaluation supplémentaire. La Roumanie n'était pas satisfaite des dispositions supplémentaires incluses au paragraphe 8 a) et y voyait un recul même par rapport à l'objectif initial du Cycle d'Uruguay, qui était de consolider tous les droits de douane. Pendant le Cycle d'Uruguay, la Roumanie avait pris très au sérieux l'objectif d'une consolidation de l'ensemble de son tarif douanier. La consolidation de toutes les lignes tarifaires était un élément très important de la mise en œuvre d'un principe destiné à régir les relations multilatérales en combinant transparence et prévisibilité. En cas d'accord pour accorder une certaine flexibilité aux pays en développement, cette flexibilité pourrait être liée au niveau auquel les pays en développement devaient consolider toutes leurs lignes tarifaires; elle pourrait aussi être une exception à la règle et un pourcentage de 1, 2, 3 ou 5 pour cent serait peut-être envisageable. L'élimination des droits peu élevés ne devrait pas être obligatoire mais plutôt faire l'objet de négociations. Un crédit devrait être accordé aux Membres ayant accédé récemment à l'OMC en raison du surcroît de libéralisation assumé au moment de leur accession, mais la solution proposée pourrait contredire l'idée d'une formule unique et il serait peut-être nécessaire de procéder autrement. La proposition d'introduire des modalités supplémentaires amplifiait les préoccupations de la Roumanie au sujet de la notion de réductions fondées sur une formule unique. Étant donné qu'il y aurait suffisamment à faire pour appliquer la formule et négocier d'éventuelles approches sectorielles, la Roumanie était en faveur d'un recours à la modalité des demandes et des offres. L'accent étant mis sur l'équilibre des modalités, il restait beaucoup à faire dans le domaine des obstacles non tarifaires. Il faudrait davantage de dispositions spécifiques concernant la manière dont les négociations couvriraient la facilitation des échanges, l'amélioration des règles, les obstacles techniques, les droits d'exportation, etc. Le projet consistait à sélectionner des mesures non tarifaires, à les classer dans différentes catégories et à parvenir ensuite à un accord faisant ressortir un manque de modalités claires en matière d'élimination, de réduction ou d'amélioration de ces mesures. En conclusion, la Roumanie estimait que ce projet était un bon début et elle contribuerait à l'améliorer et le mettre au point.

1.97 Le représentant de la République slovaque a estimé que le document du Président était une compilation structurée d'un certain nombre d'éléments examinés plutôt qu'un projet de modalités détaillé. En énonçant certaines propositions de manière générale, il serait possible de donner aux modalités la flexibilité souhaitée. Il fallait toutefois que le texte du Président gagne en clarté et en précision. Provisoirement, la République slovaque pouvait appuyer un certain nombre des éléments proposés. Tout d'abord, elle approuvait l'adoption de l'approche fondée sur une formule comme base de travail pour de nouvelles réductions tarifaires, étant donné que c'était le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés par les ministres. Une telle approche assurerait l'exhaustivité de la gamme de produits visés et pourrait permettre simultanément d'éliminer les disparités entre les Membres de l'OMC et de traiter le problème des droits élevés, des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits. Cependant, la République slovaque n'était pas certaine que la formule proposée permette d'atteindre pleinement tous les objectifs susmentionnés. L'emploi de taux de base moyens n'effacerait pas suffisamment les différences entre les pays ayant des droits moyens élevés et ceux pour lesquels ces droits étaient faibles, pas plus qu'il ne rendrait compte du niveau de développement des différents Membres. La République slovaque approuvait l'utilisation des taux consolidés en tant que moyen d'éliminer les droits de douane sur tous les produits non agricoles, compte tenu d'autres paramètres techniques. Pour la réduction des droits non consolidés, elle n'était pas satisfaite de la méthode de calcul fondée sur le double du taux appliqué, qui aurait pour effet de réduire encore l'ambition de la formule proposée. Par ailleurs, elle ne soutenait pas les initiatives sectorielles additionnelles,



assimilables à des éléments supplémentaires de l'approche fondée sur une formule, car ces initiatives pourraient accentuer les différences entre les Membres sur le plan de la protection tarifaire. Il fallait donner davantage de précisions au sujet de la gamme des produits visés, des critères et du statut (facultatif ou obligatoire). La République slovaque émettait en outre des doutes quant à la proposition de supprimer les droits peu élevés avant que ne soient disponibles des informations plus détaillées sur d'éventuels paramètres. Elle souhaitait aborder cette question après être parvenue à un accord sur les modalités de base. Elle appuyait la proposition relative aux Membres ayant récemment accédé à l'OMC, bien qu'elle eût préféré que ces Membres disposent d'une période plus longue pour appliquer les mesures de libéralisation qui seraient convenues. La République slovaque se félicitait de ce que l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les PMA et l'échelonnement des engagements pour les pays en développement aient été inclus dans les modalités de négociation, estimant toutefois qu'une discussion sur ces points était nécessaire. Elle était d'accord pour qu'un recensement et un examen des différents types d'obstacles non tarifaires soient entrepris, étant donné qu'il n'y aurait pas d'amélioration importante de l'accès aux marchés sans que cette question soit dûment traitée.

1.98 Le représentant de la Pologne a estimé que l'approche fondée sur une formule proposée dans le projet d'éléments présenté par le Président avait tendance à défavoriser les Membres qui avaient fait preuve d'un haut degré de discipline tarifaire en matière de consolidations et de niveaux de droits faibles ou modérés. Avec la formule proposée, les crêtes tarifaires resteraient un problème majeur. Il importait en outre, pour les listes nationales, d'appliquer exactement la même méthode pour l'informatisation des données commerciales et la détermination des niveaux d'agrégation auxquels la moyenne simple des droits était calculée. Il faudrait aussi se pencher sur la définition des critères d'établissement de la valeur du coefficient B. S'agissant du choix des secteurs envisagés pour une libéralisation spéciale, la proposition serait à nouveau examinée sur le fond lorsque le Groupe définirait la gamme des produits visés, comme le mentionnait la note de bas de page 7. Il serait impossible de prendre une décision finale sur la libéralisation des droits de douane sans faire en sorte que des obstacles non tarifaires ne puissent être utilisés pour éluder les nouveaux engagements tarifaires. Certaines positions exprimées au sein du Groupe semblaient dénoter une réticence à abandonner les droits non consolidés, prétendument pour des raisons liées au développement. D'une certaine manière, on pouvait comprendre que réduire la discipline commerciale équivalait à accroître la liberté. En ce qui la concernait, la Pologne avait abordé les négociations du Cycle d'Uruguay avec une structure tarifaire exempte de toute consolidation. À l'issue du Cycle, quelque 97 pour cent de l'ensemble de sa liste avaient été consolidés en une seule étape et la consolidation atteindrait prochainement 100 pour cent. Si cela n'avait pas été facile, cela en avait valu la peine. Par ailleurs, des préoccupations avaient été exprimées au sujet de la diminution des préférences tarifaires, d'éventuelles demandes de compensation ayant été suggérées pour compenser cet effet secondaire de la libéralisation des droits de douane. Il convenait cependant de noter que le Cycle de Doha n'avait pas uniquement trait au développement en soi mais aussi au développement de l'OMC et de tout ce qu'elle représentait. Il fallait accepter que l'accès aux marchés soit facilité pour tous aux dépens des marges de préférence tarifaire, qui n'étaient quasiment rien de plus qu'un instrument temporaire d'ajustement. Ce fait n'était pas tant une conséquence de la politique de l'OMC qu'une affaire de pure logique arithmétique et économique.

1.99 Le représentant de la Corée a dit que son pays attendait avant tout que les négociations en cours suscitent une amélioration importante de l'accès aux marchés, avec des résultats plus ambitieux que ceux qui avaient été obtenus dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Cependant, la Corée avait besoin de souplesse dans l'application d'une formule de réduction des droits de douane à ses produits sensibles, qui relevaient principalement de deux secteurs: le poisson et les produits à base de poisson et les produits forestiers. Ces deux secteurs n'étaient pas très vastes dans le paysage économique global de la Corée et les lignes tarifaires correspondant aux deux secteurs combinés ne représentaient que 6 pour cent de l'ensemble des lignes tarifaires coréennes. Le caractère sensible de ces deux secteurs sur le plan national était dû au niveau de développement particulier du pays, lesdits secteurs ayant de très importantes incidences politiques, sociales et culturelles pour la Corée. Celle-ci espérait

que son désir de donner des objectifs ambitieux à la négociation en cours se réaliserait et qu'en même temps, une certaine souplesse serait maintenue pour les secteurs sensibles, ainsi que le Mexique et d'autres délégations s'étaient prononcés à cet égard. Deux voies étaient possibles pour assurer une telle souplesse relativement aux produits sensibles. L'une était la notion de taux de réduction minimum et l'autre celle d'objectif moyen de réduction. L'un et l'autre taux seraient applicables à un certain pourcentage de l'ensemble des lignes tarifaires des Membres, par exemple 5 pour cent environ, ou même moins.

1.100 L'introduction de la moyenne des droits dans la formule pourrait rendre compte de la différence de niveau de développement et de structure tarifaire des Membres mais pourrait aussi avoir pour conséquence de favoriser indûment les pays qui appliquaient des droits élevés par rapport à ceux qui appliquaient des droits faibles. Par conséquent, il se pourrait que l'accès aux marchés des pays dont la moyenne des droits était élevée ne s'en trouve pas amélioré. Étant donné que la formule proposée était largement inspirée de la formule suisse, une réduction plus importante serait imposée sur les droits élevés que sur les droits faibles et, en ce sens, la formule pourrait répondre aux dispositions du mandat de Doha concernant les tarifs élevés et les crêtes tarifaires. La valeur du coefficient B serait essentielle pour déterminer le degré d'ambition en matière de réduction des droits étant donné que la formule varierait selon cette valeur. La Corée souhaitait que ladite valeur traduise un niveau d'ambition élevé, conformément au mandat de Doha. Deux difficultés se présentaient dans la formule proposée. Dans son approche de la question de la réduction des droits, la Corée avait préconisé une formule de réduction de la moyenne des droits pondérée par les échanges, afin de prendre en compte les différents niveaux de développement et les différentes structures tarifaires des Membres et d'offrir à ceux-ci une certaine souplesse dans l'application de la formule dans les secteurs sensibles. Une telle souplesse, qui avait été l'un des éléments constitutifs principaux de la formule coréenne de réduction des droits, manquait dans la formule proposée. L'inclusion d'une certaine souplesse rendrait le processus de négociation plus aisé. La deuxième difficulté était la question de la consolidation. Comme de nombreux autres Membres, la Corée était d'avis que les négociations devaient déboucher sur une amélioration de la portée des consolidations et elle était prête à agir autant qu'elle le pouvait dans cette direction en consolidant sensiblement les positions qui ne l'étaient pas. Cependant, elle n'était pas favorable à une réduction du taux consolidé pour les produits ayant fait récemment l'objet d'une consolidation, comme cela était proposé dans le projet du Président. Les consolidations devraient être faites aux taux en vigueur et ces taux ne devraient pas être encore réduits par la formule après consolidation. Dans ces conditions, la Corée entendait s'efforcer d'améliorer la portée de ses consolidations afin de se rapprocher le plus possible d'une consolidation totale.

1.101 Le représentant de l'Ouganda a fait savoir que son pays s'associait à la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain, ainsi qu'aux déclarations du Kenya et de Maurice. L'Ouganda se félicitait de ce que les PMA soient exemptés des obligations de réduction, ce qui était une reconnaissance de la place des pays les moins avancés dans le système commercial multilatéral. Comme pour la plupart des pays importateurs nets de produits industriels, les droits de douane appliqués par l'Ouganda étaient faibles en moyenne et plutôt axés sur l'obtention de recettes fiscales. Ces droits ne pouvaient être considérés comme élevés que dans les secteurs où des industries naissantes devaient être protégées. L'Ouganda espérait que compte tenu des besoins particuliers des PMA, l'augmentation du niveau des engagements de ces pays en matière de consolidation serait strictement volontaire. Il se félicitait de l'appui de l'Inde sur ce point. Le paragraphe 7 semblait nier aux PMA l'accès préférentiel qui leur était accordé au paragraphe 9 au titre de l'initiative "Tout sauf les armes", de l'Accord de Cotonou, de l'AGOA, du SGP, etc. Les produits ougandais devaient entrer en concurrence avec ceux des pays qui dominaient déjà les marchés ou qui recherchaient activement un accès aux marchés. L'Ouganda approuvait les points de vue exprimés par Maurice, le Kenya et le Nigéria sur la question des préférences. Cette question devait être traitée avec soin de telle sorte que ce ne soit pas les économies vulnérables et faibles qui aient à procéder à des réformes de grande ampleur à un rythme rapide. Un grand nombre de Membres de l'OMC, y compris des PMA, des pays ACP et d'autres pays, seraient touchés par l'érosion des préférences. La proposition faite par le

Costa Rica à ce sujet ne présentait pas d'intérêt et le Groupe devrait la rejeter. Il faudrait que l'approche convenue prenne en compte les préoccupations de tous les Membres. Les négociations avaient trait à la subsistance et au bien-être de tous les peuples et, à plus forte raison, des plus désavantagés d'entre eux. L'Ouganda notait que la proposition relative aux obstacles non tarifaires n'indiquait pas de modalités en tant que telles. Il s'agissait là d'une question très importante pour les PMA et l'Ouganda souhaitait connaître le contenu de l'approche relative aux obstacles non tarifaires.

1.102 Le représentant des Émirats arabes unis a fait observer que la proposition concernant l'élimination sectorielle des droits de douane excluait un secteur qui était prioritaire pour son pays dans le cadre des négociations, à savoir le secteur des matières premières et des produits primaires; les Émirats arabes unis estimaient que ce secteur devrait être ajouté à la liste figurant dans le projet. Il s'agissait d'un secteur présentant un intérêt particulier sur le plan de l'exportation, non seulement pour les Émirats arabes unis mais aussi pour d'autres Membres, et la libéralisation de ce secteur serait profitable à la fois aux pays développés et aux pays en développement. Les matières premières et produits primaires admis en franchise de droits étaient essentiels à la compétitivité des entreprises des pays développés qui fabriquaient des articles manufacturés et semi-manufacturés, alors qu'en même temps ces produits représentaient généralement des exportations stratégiques et des industries naissantes dans les pays en développement. Les Émirats arabes unis étudiaient encore les conséquences de la formule proposée et ils y reviendraient ultérieurement. La participation à des modalités supplémentaires devrait être volontaire. En outre, il faudrait mentionner explicitement la nécessité d'accorder une attention particulière aux intérêts des pays en développement pendant l'application des modalités supplémentaires et la détermination des droits peu élevés. Les résultats finals de la négociation devraient être transposés dans le SH 2002 afin de préserver la stabilité du processus et d'alléger la charge des négociateurs, en particulier de ceux des pays en développement.

1.103 Le représentant du Paraguay a dit que la délégation de son pays attachait une importance prioritaire à la question de l'accès aux marchés. En tant que pays en développement ayant une économie modeste, le Paraguay était limité sur de nombreux plans pour participer au système multilatéral et il devait en outre surmonter d'autres désavantages intrinsèques comme un coût de transport plus élevé pour les produits importés et exportés et une difficulté à attirer l'investissement pour le développement du secteur des produits non agricoles. Les conséquences n'en seraient que plus lourdes lorsqu'il s'agirait de libéraliser encore un marché peu important et déjà ouvert. L'examen et l'évaluation du projet devraient tenir compte des préoccupations exprimées par tous les Membres et en particulier par les pays en développement. Le Paraguay approuvait, en général, la formule proposée et l'emploi des taux consolidés en tant que taux de base. Les plus grands efforts devraient être faits pour consolider 100 pour cent des droits de douane, ce qui permettrait d'éviter un traitement différencié parmi les Membres. Le Paraguay avait réalisé cette consolidation à 100 pour cent et il invitait instamment les Membres qui appliquaient encore des droits non consolidés à profiter des négociations pour consolider ceux-ci. Il approuvait le choix de 2001 comme année de base pour les taux de droit NPF appliqués. Il appuyait en outre la proposition de conversion des droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* sur la base des procédures de l'annexe 1. Tous les droits de douane appliqués au Paraguay étaient déjà calculés sur une base *ad valorem*. Le Paraguay approuvait par ailleurs l'utilisation du SH 96 en tant que base de négociation. Il ferait d'autres observations au sujet de la formule une fois que serait connue la valeur du coefficient B.

1.104 La proposition relative à l'élimination sectorielle des droits de douane pourrait être une réponse au mandat de Doha à condition que l'approche préconisée perde son caractère obligatoire. Il devrait plutôt s'agir d'une approche volontaire. Le Paraguay était en outre préoccupé par la formulation du texte, qui faisait obligation aux pays en développement d'éliminer des droits de douane dans des secteurs qui pouvaient alors être sans intérêt pour eux mais qui, à l'avenir, pourraient être importants pour leur développement. De nombreux pays en développement qui, pour le moment, étaient fortement dépendants des exportations agricoles pouvaient diversifier leurs exportations en y incluant des produits industriels. Les Membres devraient avoir la possibilité d'appliquer des modalités

supplémentaires en complément des réductions tarifaires. Il était trop tôt pour déterminer des formules ou toute autre modalité permettant de traiter la question des obstacles non tarifaires, des études et un classement ultérieur par catégorie étant encore nécessaires. L'OMC, en collaboration avec d'autres organisations internationales, devrait circonscrire les problèmes liés au renforcement des capacités en vue d'une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques à l'échelle mondiale et permettre ainsi aux pays en développement de mieux participer aux négociations. Les régimes de préférences tarifaires, sous leur forme actuelle, étaient discriminatoires à l'encontre de pays en développement tiers étant donné que dans une certaine mesure, les parts de marché gagnées par les pays bénéficiant de préférences l'étaient au détriment d'autres pays en développement dont la situation était semblable si ce n'est pire. Les négociations en cours pourraient véritablement réduire les marges de préférence pour les bénéficiaires actuels, mais elles pourraient aussi améliorer les possibilités d'accès pour d'autres pays en développement qui n'étaient pas concernés pour le moment. Cependant, certains Membres avaient un intérêt légitime dans cette question et le Paraguay appuyait Maurice et les autres délégations qui insistaient sur la nécessité de trouver un moyen de régler la question de manière équilibrée et à la satisfaction des Membres.

1.105 Le représentant du Maroc a fait observer que la proposition de prendre le double du taux NPF appliqué comme base de calcul des positions non consolidées pénalisait les pays qui, comme le Maroc, avaient fait un effort considérable pour consolider largement leurs droits de douane. Cela revenait à priver ces pays d'un crédit virtuel de libéralisation égal au taux NPF appliqué. En dépit des différences qui existaient entre les taux consolidés et les taux appliqués dans le tarif douanier marocain, ces différences étaient loin de représenter le double des taux appliqués. Il serait plus juste de permettre aux pays en développement ayant un haut niveau de consolidation de choisir, pour le calcul du taux appliqué servant à déterminer " $t_a$ ", entre le taux consolidé et le double des taux appliqués pour un pourcentage de positions à déterminer. Cela assurerait une certaine équité parmi les Membres et ne nuirait pas au niveau d'ambition des négociations puisque les Membres devaient déterminer la valeur du coefficient B utilisé dans la formule. Il était important de trouver un certain équilibre relativement au traitement spécial et différencié, étant donné que la proposition visant à ce que les pays en développement puissent laisser 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées privait les pays à haut niveau de consolidation d'une telle possibilité. L'élimination sectorielle des droits de douane devrait être envisagée sur une base volontaire une fois menées à leur terme les négociations du Groupe sur les modalités de base des réductions tarifaires.

1.106 Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que son pays était déçu de constater qu'il n'était accordé de crédit que pour une libéralisation autonome se traduisant par des taux consolidés non nuls. Concrètement, il s'ensuivait qu'un crédit serait accordé à un Membre A qui aurait décidé de réduire ses droits de douane, à titre autonome, de 30 à 10 pour cent mais non pas à un Membre B qui aurait réduit son taux consolidé de 30 à zéro pour cent. Cela enverrait un signal décourageant aux Membres qui avaient consolidé leurs droits à zéro à titre autonome. Si la libéralisation autonome sous forme d'une consolidation des droits au-dessus de zéro contribuait certainement à libéraliser le commerce international, la libéralisation des droits consolidés à zéro était le stade ultime de la mise en place d'un environnement libre de droits. Selon le Secrétariat, l'omission de crédit pour une consolidation à zéro s'expliquait par des raisons techniques et n'était pas une question de principe. Bien qu'il puisse être techniquement difficile d'accorder un crédit pour des taux consolidés nuls avec la formule de réduction par ligne, Hong Kong, Chine demandait instamment aux Membres de mettre au point une méthode pour calculer et faire valoir ces crédits. La formule proposée ne tenait pas compte comme il se devait de la consolidation des taux appliqués nuls. En tant que port franc, Hong Kong, Chine avait constamment maintenu des taux appliqués nuls pour toutes ses importations. Conformément au paragraphe 2 a) de l'article XXVIII *bis* du GATT de 1994, la consolidation d'un régime d'admission en franchise devait, en principe, être reconnue comme une concession d'une valeur égale à une réduction de droits de douane élevés. D'autres délibérations sur ce point pourraient avoir lieu après la détermination des modalités de base.

1.107 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'en dépit des arguments selon lesquels les préférences dont bénéficiaient certains Membres devraient être protégées contre "le mythe de la libéralisation des échanges [qui] avait fait de nombreuses victimes économiques" et bien que certaines autres délégations aient fait valoir qu'elles devraient être autorisées à choisir le rythme et le calendrier de leur propre libéralisation, il était nécessaire de rappeler le but et les objectifs généraux de l'OMC et du Programme de Doha pour le développement. Le préambule de l'Accord sur l'OMC disposait que les parties étaient "désireuses de contribuer à la réalisation de ces objectifs par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales" et, plus loin, qu'elles étaient "déterminées à préserver les principes fondamentaux et à favoriser la réalisation des objectifs qui sous-tendent ce système commercial multilatéral". Tels étaient les termes de l'accord qui avait été signé et que la négociation en cours visait à perfectionner encore. En tant que petit pays, la Nouvelle-Zélande approuvait pleinement l'observation des CE selon laquelle le système commercial multilatéral n'avait pas de remplaçant. Comme l'avait fait observer le Chili, la question qui se posait dans la négociation en cours était de savoir si le système commercial multilatéral serait ou non capable de relever le défi des accords de libre-échange. Pour soutenir le système, il fallait que les Membres apportent une contribution substantielle et que les modalités négociées soient axées sur la réalisation des objectifs de développement qui étaient essentiels pour le Cycle, par une libéralisation des échanges plutôt que par une tentative d'éviter cette libéralisation. On voyait mal sur quelle base la préservation des préférences aurait pu être incluse dans le projet du Président. Elle n'était pas prévue dans le mandat et aurait été incompatible avec les buts plus larges de l'OMC. La Clause d'habilitation, en son paragraphe 3, était claire à ce sujet. Surtout, les préférences commerciales constituaient des fondations précaires pour la construction du développement économique car elles n'étaient pas cautionnées par l'OMC et pouvaient donc à tout moment être dénoncées ou soumises à des conditions.

1.108 L'intervenant s'inscrivait en faux contre ceux qui prétendaient que les dispositions du projet de texte relatives à une réciprocité qui ne soit pas totale ou au traitement spécial et différencié étaient insuffisantes. La formule proposée et les dispositions correspondantes, même s'il n'était pas tenu compte de la sélection d'arrangements sectoriels, répondaient pleinement, et peut-être même parfois trop pleinement, à cet aspect du mandat. Les réductions tarifaires devaient se faire sur la base des taux consolidés, ce qui ne voulait pas dire que les participants pour lesquels existaient de larges écarts entre taux consolidés et taux appliqués, généralement des pays en développement, seraient relativement à l'abri des effets des réductions. La proposition de fixer le taux de base, pour les positions non consolidées, au double du taux appliqué bénéficierait essentiellement aux pays en développement dont de 30 pour cent à plus de 90 pour cent des droits de douane étaient généralement non consolidés. Cette proposition pourrait gonfler la valeur globale de la moyenne des droits et devait être examinée. La proposition d'autoriser certains pays à laisser jusqu'à 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées soulevait plusieurs problèmes épineux: la gamme des produits visés variait énormément même parmi les pays en développement et les PMA. Plus de 40 pays en développement et PMA avaient consolidé leurs droits à 100 pour cent et ne bénéficieraient donc pas de la disposition proposée en matière de traitement spécial et différencié. Celle-ci semblait être une exception concernant un groupe restreint de Membres plutôt qu'un traitement spécial et différencié. Cet aspect de la proposition soulevait de réels problèmes d'équité. Il allait à l'encontre des principes fondamentaux de l'OMC relatifs à la transparence et au renforcement de la prévisibilité des échanges et n'était manifestement pas compatible avec le mandat, qui soulignait la portée générale des mesures à prendre. Autoriser les participants, d'entrée de jeu, à exclure des consolidations jusqu'à 5 pour cent de leurs lignes tarifaires équivaldrait à une exclusion *a priori*. La formule produirait des écarts importants et probablement intolérables entre les plafonds tarifaires consolidés finals de la plupart des pays développés (2 à 3 pour cent) et ceux des pays en développement (30 à 40 pour cent pour certains grands pays en développement). Cela créerait aussi des décalages intolérables entre pays en développement et au sein même de ceux-ci. Dans la formule proposée, l'interaction entre le coefficient B et la moyenne " $t_a$ " posait un problème structurel. Il pourrait s'avérer difficile de discuter

avec réalisme au sujet de la valeur de B étant donné que le niveau d'ambition varierait selon la valeur de "t<sub>a</sub>". Le problème structurel et un grand nombre des autres problèmes d'équité pourraient se poser avec moins d'acuité si les moyennes tarifaires étaient harmonisées avant l'application de la formule. Cela pourrait jeter les bases d'une négociation plus réaliste, à un stade ultérieur, sur la valeur du coefficient B. Par ailleurs, la formule s'appliquerait alors aux crêtes internationales entre Membres, ce qui réparerait une importante omission. S'agissant de la libéralisation sectorielle, la Nouvelle-Zélande approuvait le maintien du poisson et des produits à base de poisson dans la liste de propositions sectorielles qui figurait dans le projet; l'addition d'autres secteurs à cette liste, comme par exemple le secteur forestier, serait une manière raisonnable de tenir compte des intérêts des pays en développement en matière d'exportation.

1.109 Le représentant du Chili a constaté qu'apparemment, l'approche sectorielle proposée suscitait une vive résistance. S'agissant de la formule, celle-ci pourrait, de différentes manières, créer une situation injuste pour de nombreux pays en développement selon, par exemple, la valeur du coefficient et du fait du calcul de la moyenne des droits, du doublement du taux appliqué pour les positions non consolidées et de la marge de 5 pour cent d'échanges non soumis à consolidation. La Nouvelle-Zélande avait exposé quelques idées qu'il serait intéressant d'étudier de manière plus approfondie. Au vu de plusieurs éléments, y compris la configuration de la formule et les opinions exprimées par les délégations, en particulier celles des pays représentant des marchés pour le Chili dans la région Asie-Pacifique, il semblait qu'à ce stade, les négociations étaient très peu avantageuses pour le Chili. En outre, la formule pourrait créer une situation très injuste et très déséquilibrée pour des pays comme le Chili, en raison notamment de certaines des déclarations faites par le Japon sur la foresterie et par la Corée sur la pêche. Dans le cadre du Groupe de négociation, les deux délégations avaient avancé des arguments environnementaux contre la libéralisation de ces secteurs, affirmant que celle-ci pourrait créer des problèmes d'exploitation, alors que dans d'autres instances, elles niaient l'existence de tels problèmes et la nécessité de réduire les subventions. Du point de vue du développement durable et de la logique économique, toutes les données empiriques montraient que le meilleur moyen de contribuer à la durabilité des ressources était de distribuer celles-ci plus efficacement, ce qui ne se produisait pas avec des marchés fermés. Il fallait pour cela des marchés ouverts et sans distorsions et le recours à un argument environnemental ne reposait donc sur aucun fondement économique. De nombreux pays craignaient qu'une réduction des droits de douane n'entraîne une diminution des recettes fiscales et s'il était important d'admettre ce point de vue et d'y souscrire, il était nécessaire d'expliquer exactement pour quels produits, quels marchés et quels pays il en serait ainsi. Ainsi, les négociations pourraient dépasser le stade de la discussion abstraite des problèmes posés par l'érosion des préférences. Il convenait de faire des efforts conjoints pour analyser en détail cette érosion pour les produits agricoles et autres qu'agricoles et pour trouver, à partir de ce diagnostic, des solutions qui seraient durables à long terme et s'inscriraient de façon cohérente dans le contexte fondamental du système commercial multilatéral.

1.110 Le représentant du Costa Rica a fait observer que son pays n'avait fait aucune proposition de négociation au sujet de l'érosion des préférences. Cependant, un accord explicite sur ce point figurait déjà dans la Clause d'habilitation et le Costa Rica s'était borné à rappeler ce principe qui faisait aussi partie des négociations. L'intervenant a précisé que son pays faisait valoir cette position en tant que Membre bénéficiaire de divers régimes préférentiels.

1.111 Le représentant du Taipei chinois a dit que sa délégation souhaitait s'associer au point de vue exprimé par la Corée au sujet de l'importance de faire preuve de souplesse lorsque la formule de réduction des droits de douane concernait des produits sensibles. Les options proposées par la Corée pour traiter la question des produits sensibles, à savoir un taux de réduction minimum et la notion d'objectif de réduction, pourraient servir de base pour une discussion plus approfondie sur ce point. Dans le cadre d'une approche sectorielle, les droits de douane applicables à des ressources naturelles épuisables comme les produits forestiers et les produits de la pêche ne devraient pas être supprimés pour des raisons de développement durable. Le Taipei chinois avait en outre des difficultés à inclure

des produits comme les textiles et les pièces d'automobile dans la liste proposée des secteurs visés par une élimination sectorielle des droits de douane.

1.112 Le représentant de l'Inde a estimé que le paragraphe 3 de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994 valait d'être gardé présent à l'esprit en tant que premier principe de négociation. La délégation de son pays était préoccupée par la teneur de certaines interventions concernant la nécessité d'harmoniser les droits de douane de tous les pays et l'importance de modalités permettant d'atteindre cet objectif. Cela ne figurait nulle part dans le mandat. La formule proposée abaisserait les tarifs élevés dans chaque liste nationale dans une proportion beaucoup plus importante que ce que l'Inde avait envisagé dans son approche linéaire. À cet égard, le document du Secrétariat sur les résultats du Cycle d'Uruguay disposait que "lorsque l'on considère les réductions tarifaires, il convient de ne pas oublier que ce qui compte en fait de stimulant des exportations n'est pas la réduction en pourcentage du droit proprement dit, mais la baisse, dans le pays importateur, du prix droit compris. Cela signifie que l'importance absolue de la réduction tarifaire est importante. Par exemple, la réduction de 50 pour cent d'un droit de 3 pour cent fera en principe baisser le prix droit compris de 1,5 pour cent, alors que la réduction de 25 pour cent d'un droit de 36 pour cent se traduira par une baisse de 6,6 pour cent du prix droit compris." L'Inde étudierait la proposition du Président dans cette optique et compte tenu du fait que l'objectif du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés était de faire progresser les listes nationales qui résultaient de négociations successives. La délégation indienne reconnaissait que la flexibilité voulue devrait être accordée pour les produits qui avaient fait l'objet de consolidations. Tandis que l'Inde souhaitait souscrire à l'application ligne par ligne à une large majorité des positions consolidées d'une modalité fondée sur une formule, il était important que cette flexibilité limitée soit accordée aux pays en développement. Pratiquement tous les pays développés, à l'exception du Japon, se prononçaient alors pour une absence de flexibilité. Au cours du cycle précédent, ces mêmes pays s'étaient servis de cette flexibilité pour s'abstenir d'appliquer des pourcentages globaux de réduction tarifaire, en particulier dans les secteurs présentant un intérêt pour les pays en développement.

1.113 Un certain nombre de questions avaient été soulevées au sujet des raisons pour lesquelles la flexibilité proposée dans le projet devrait être accordée alors que toutes les lignes tarifaires du secteur agricole étaient déjà consolidées. Si sans aucun doute l'ensemble des produits était visé, le niveau des consolidations était arbitraire. L'utilité du précédent que constituait l'Accord sur l'agriculture était donc discutable. Tout en accordant cette flexibilité limitée, le projet proposé cherchait en même temps à rendre rigoureuse la manière dont le reste des positions non consolidées devrait être consolidé, c'est-à-dire après l'application de la formule. Ce n'était pas ce que l'Inde avait proposé et celle-ci examinerait attentivement la proposition de ce point de vue. Certains Membres avaient fait des observations au sujet de l'importance d'un faible coefficient B, plus proche de zéro que de 1. Pour l'Inde, il s'agissait en l'occurrence, par définition, d'un nombre entier égal à 1, 2 ou 3 et non pas d'une fraction. Il était important que le processus de développement en cours dans de nombreux pays en développement, y compris l'Inde, ne soit pas mis en péril au nom de l'ambition. L'Inde procédait à une libéralisation progressive tout en restant préoccupée à la fois par des considérations fiscales et par les besoins de l'industrie. En ce qui concernait les initiatives sectorielles proposées, certains pays avaient mentionné la difficulté qu'ils pourraient éprouver à participer à de telles initiatives, mais l'Inde aurait en outre aimé entendre des observations au sujet de l'asymétrie inhérente au processus. Un équilibre était recherché dans des secteurs où les pays en développement avaient un avantage comparatif. Tous les Membres réduiraient leurs droits de douane à zéro et les pays en développement, qui avaient procédé à des réductions substantielles, avaient espéré que cela leur serait profitable dans les domaines où ils avaient un avantage comparatif. Or, ce qui avait été proposé était que pour être en mesure d'obtenir des gains dans ces domaines, les pays en développement devraient aussi réduire réciproquement leurs droits de douane à zéro. Cela dénotait un certain niveau d'asymétrie sur le plan de la contribution additionnelle que les pays en développement devaient faire dans des secteurs présentant pour eux un intérêt en matière d'exportation.

1.114 Le représentant de l'Ouganda s'est dit convaincu de l'existence d'un problème d'érosion des préférences, citant l'exemple de son propre pays, PMA enclavé et dépendant d'un petit nombre de produits primaires. L'Ouganda s'efforçait de diversifier sa production, mais si celle-ci devait s'orienter vers les textiles et les vêtements, les articles en cuir et le poisson et les produits à base de poisson, il se trouverait alors devant une proposition de droits nuls. Le Programme de Doha pour le développement énonçait des mandats spécifiques que les Membres avaient signés, mais le paragraphe 44 sur le traitement spécial et différencié parlait de dispositions qui devaient tenir compte des préoccupations de tous les pays en développement, y compris en particulier les PMA. Pour cette raison, il était indispensable de traiter la question de l'érosion des préférences et de ne pas la mettre de côté comme n'ayant pas sa place parmi les modalités. Le paragraphe 2 du Programme de Doha pour le développement mentionnait un meilleur accès aux marchés, sans préciser ce que cela signifiait pour les PMA. Dans le cas des autres pays, un meilleur accès aux marchés pouvait signifier un taux NPF nul, mais pour les PMA, c'était par le biais du traitement préférentiel qu'il était possible d'améliorer l'accès aux marchés.

1.115 Pour le représentant de l'Égypte, le point de vue exprimé par certaines délégations selon lequel la formule proposée créait de nouvelles disparités et une inégalité entre les listes tarifaires des Membres était subordonné à la prise en considération soit du pourcentage de réduction, soit de la valeur absolue de cette réduction. Le fait d'ignorer les disparités dans les structures tarifaires des Membres et d'appliquer une formule d'harmonisation indépendante moyenne conduirait les pays en développement à faire des concessions plus importantes que les pays développés. Les délégations qui soutenaient cette approche avaient fondé leur argumentation sur la recherche d'une harmonisation, ce qui n'était pas le principe fondamental des travaux du Groupe et ne saurait l'être car cela était en contradiction avec le mandat des négociations. L'Égypte avait proposé au cours de la réunion d'adopter un principe de réduction linéaire, selon lequel toutes les lignes tarifaires dépassant 50 pour cent pourraient être réduites à ce niveau et toutes les autres lignes, jusqu'à la barre des 50 pour cent, pourraient être réduites de 15 pour cent.

1.116 Le représentant de Maurice a jugé erronée la façon de voir de certaines délégations pour lesquelles traiter la question de l'érosion des préférences compromettrait la libéralisation des échanges au niveau multilatéral. Traiter le problème signifiait fondamentalement que les réductions tarifaires en pourcentage sur un certain nombre de produits exportés par des pays bénéficiaires de préférences, en particulier les produits considérés comme sensibles, devraient être marginales et modulées sur une longue période. Tous les pays n'avaient pas des capacités égales d'évolution dans un environnement compétitif, dans le sens d'une libéralisation des échanges, et ils n'avaient pas tous les moyens de s'adapter en fonction de l'évolution de la concurrence. Étant donné que l'érosion des préférences était étroitement liée aux négociations en cours, il ne faisait pas de doute que cette question devrait être traitée dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Maurice approuvait la proposition faite par certaines délégations afin que la question soit aussi abordée dans le contexte du débat sur la cohérence mondiale, s'agissant en particulier de la création d'un fonds d'adaptation à la concurrence. Cependant, l'OMC et, par extension, le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés étaient aussi des piliers de la cohérence mondiale. La question de l'érosion des préférences ne pouvait donc pas être dissociée des négociations. L'approche sectorielle proposée en tant que modalité inspirait à Maurice une forte inquiétude. Maurice serait en faveur d'une unique modalité de base qui tiendrait compte des différents niveaux de développement des Membres ainsi que de leurs situations spécifiques. Une approche harmonisée ne serait donc pas la réponse à donner aux préoccupations des uns et des autres, que ce soit dans l'optique d'un règlement des problèmes fiscaux ou de la poursuite des politiques industrielles nationales. Maurice serait favorable à des réductions tarifaires sur une base moyenne, comme le proposaient un certain nombre de délégations.

1.117 La représentante de la Norvège a fait observer que le Groupe avait un certain nombre d'obligations auxquelles il devait faire face conformément au mandat de Doha. L'une de ces obligations était de faire en sorte que les modalités d'une réduction ou, le cas échéant, d'une



élimination des droits de douane incluent les crêtes tarifaires, les droits élevés et l'élimination des droits. Pour accomplir cette partie du mandat, il faudrait que dans la formule, le coefficient B ait une valeur suffisamment faible. En outre, pour remplir le mandat de Doha, il fallait rendre opérationnelle la notion de réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction pris par les pays en développement. La formule reposait sur l'hypothèse que des Membres ayant des niveaux de développement similaires avaient des structures et des niveaux tarifaires similaires et tel n'était pas nécessairement et toujours le cas. Il faudrait donc trouver un moyen de corriger les résultats infondés qui seraient obtenus en utilisant la formule. Pour ce qui était de l'élimination des droits de douane dans les secteurs présentant un intérêt particulier pour les pays en développement Membres, la délégation norvégienne était surprise de constater qu'un grand nombre de ces pays préconisaient que cette partie de la formule soit volontaire. Concrètement, un mécanisme volontaire impliquerait que les Membres représentant les marchés d'exportation les plus intéressants pour les pays en développement, que ce soit dans le domaine des textiles ou des chaussures, auraient la possibilité de déroger à la règle, ce qui rendrait l'ensemble du mécanisme inutile. Le Groupe devait continuer à examiner les modalités qui permettraient de régler la question des produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. Il y avait une grande prolifération d'arrangements commerciaux régionaux et bilatéraux entre pays voisins et d'un continent à l'autre et les Membres qui étaient parties à de tels arrangements tendaient à les défendre. Or ces arrangements posaient un problème du fait que les tierces parties Membres n'avaient pas d'emprise sur les actions des Membres ni sur les marchés que ceux-ci concluaient. Tous les Membres avaient la responsabilité collective de préserver le système commercial multilatéral étant donné qu'un accès aux marchés transparent et prévisible sur une base NPF servait au mieux leurs intérêts.

1.118 Le représentant de la Malaisie a fait savoir qu'en ce qui concernait le traitement des droits non consolidés, la délégation de son pays considérait favorablement la marge de 5 pour cent concernant les lignes tarifaires non consolidées, sous réserve que celles-ci ne dépassent pas 5 pour cent de la valeur totale des importations d'un pays en développement Membre (sans préjudice de la position malaisienne exposée précédemment, qui était favorable au principe d'une réduction linéaire). Même si certaines délégations avaient émis des doutes à propos de cette flexibilité, la délégation malaisienne souhaitait voir ce principe retenu dans le texte. La Malaisie se félicitait de ce que plusieurs Membres, en particulier les Membres d'Amérique latine, aient consolidé 100 pour cent de leurs droits de douane. Elle aurait aimé agir de même, mais son niveau de développement le lui interdisait. En dépit de son incapacité à consolider l'ensemble de son tarif douanier, elle était très désireuse d'avancer dans cette direction, mais aucun Membre ne devrait être forcé de prendre une mesure spécifique. Il fallait accorder une certaine souplesse. Même s'il fallait reconnaître l'importance de l'ambition, celle-ci devait être tempérée par le réalisme. Certains pays en développement Membres avaient des niveaux de consolidation de 2 pour cent et même le niveau de 5 pour cent serait pour eux impossible à atteindre. La formule proposée ne devrait pas s'appliquer aux droits non consolidés, qu'il faudrait traiter d'une manière différente. Tout en maintenant la marge de 5 pour cent, il faudrait également accorder de la souplesse pour la consolidation des 95 pour cent restants des lignes tarifaires, en ce sens que des consolidations pourraient se produire au niveau appliqué ou à un niveau plafond. Au sujet du traitement spécial et différencié, la Malaisie désapprouvait la déclaration du Canada selon laquelle il n'y avait pas lieu d'accorder des délais plus longs à tous les pays en développement. Quels que soient leurs niveaux de développement, tous les pays en développement devraient disposer de délais plus longs. La Malaisie approuvait la déclaration de l'Ouganda au sujet de l'érosion des préférences. Des Membres comme l'Ouganda devaient être aidés. De tels Membres n'étaient pas opposés à la libéralisation multilatérale, même s'ils étaient des pays bénéficiaires de préférences. Ils étaient simplement à la recherche d'une assistance afin de sortir d'une période difficile. Une situation similaire était prise en compte dans les modalités concernant l'agriculture, dont le texte prévoyait une assistance technique à la diversification des cultures. Peut-être était-il possible de procéder de même dans le contexte de l'accès aux marchés pour les produits industriels.

1.119 Le représentant du Brésil a fait savoir que la délégation de son pays rejetait les allégations selon lesquelles le fait d'entamer les négociations sur la base de taux consolidés constituait de quelque manière que ce soit une concession aux pays en développement. Les taux consolidés avaient eu pour contrepartie des concessions correspondantes et tout taux appliqué inférieur ayant pris effet depuis la fin du Cycle d'Uruguay avait en quelque sorte constitué une prime. Il ne s'agissait aucunement de droits acquis pour les partenaires commerciaux. Les nombreux appels en faveur d'une modalité de base qui permettrait d'harmoniser les structures tarifaires des différents Membres ne correspondaient pas au mandat ministériel. Une telle approche nierait fondamentalement la dimension développement des négociations puisqu'elle partait du principe que tous les Membres de l'OMC étaient à un stade similaire de développement et devaient donc avoir une structure tarifaire similaire. Dans une toute autre optique, des appels avaient été lancés afin que la formule proposée permette en quelque sorte d'adapter la notion de moyenne des droits compte tenu du fait que cette moyenne n'était pas vraiment significative du niveau de développement de chaque Membre. Les ministres avaient explicitement prononcé une mise en garde contre la création de nouveaux sous-groupes de Membres au paragraphe 35 de la Déclaration ministérielle de Doha. En outre, il serait impossible de s'accorder sur une définition des pays qui rempliraient les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier de tel ou tel type de traitement. L'intervenant se demandait quels critères pouvaient être employés pour distinguer les pays en développement entre eux: le PIB par habitant, une méthode fondée sur la parité de pouvoir d'achat ou l'indicateur du développement humain du PNUD? Les options étaient innombrables et ne serviraient qu'à retarder les travaux du Groupe. En définitive, il fallait convenir d'une formule qui permette d'équilibrer les avantages et les concessions pour chaque Membre de façon acceptable. D'aucuns avaient fait valoir que pour de nombreux pays en développement, la formule proposée se traduirait par des réductions très limitées des taux appliqués, mais des réductions des droits de douane de 4 à 2 pour cent se traduiraient aussi par une augmentation négligeable des possibilités d'accès aux marchés. La meilleure approche consistait à proposer à chaque Membre un ensemble de mesures attractif qui lui permettrait de faire les concessions douloureuses nécessaires dans ses propres secteurs sensibles. Au cours du débat, l'élimination sectorielle avait été mentionnée, ainsi que le fait que les sept secteurs indiqués présentaient un intérêt pour les pays en développement sur le plan de l'exportation. C'était pourtant les pays en développement qui avaient montré la plus grande hésitation au sujet de ces secteurs. Quant à la prolifération des accords commerciaux régionaux, accords de libre-échange, etc., l'intervenant, tout en comprenant les raisons de ces préoccupations, se demandait pourquoi des progrès plus substantiels n'avaient pas été accomplis dans le cadre de l'organe spécialement créé pour étudier la relation entre les accords commerciaux régionaux et l'OMC. Bien qu'il s'agisse d'un organe spécifique de négociation qui s'efforçait de traiter la question, les résultats n'avaient pas été impressionnants.

1.120 Le représentant de la Tanzanie a dit que la délégation de son pays appuyait les déclarations du Maroc, de l'Égypte, de Maurice et de l'Ouganda. En outre, en tant que coauteur du document présenté par le Kenya, la Tanzanie approuvait les points de vue exposés dans ce document. L'une de ses principales préoccupations était la proposition visant à ce que les pays développés accordent sur une base autonome l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les produits non agricoles originaires des PMA. Ces derniers avaient demandé que des engagements contraignants soient pris au sujet de cet accès en franchise de droits et sans contingent. La proposition selon laquelle certains obstacles non tarifaires seraient traités par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés alors que d'autres seraient soumis aux organes compétents de l'OMC en vue d'une action et d'un rapport préoccupait aussi la Tanzanie. En tant que PMA, celle-ci avait une représentation restreinte et serait incapable de suivre la question des obstacles non tarifaires si cette question était répartie entre plusieurs groupes et organes. En outre, le mandat de Doha stipulait que la question des obstacles non tarifaires serait traitée dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. La Tanzanie demandait que ces deux éléments des modalités soient réexaminés.

1.121 Le représentant du Nigéria a dit que les pays qui seraient vraisemblablement touchés par l'érosion des préférences et ceux qui avaient encore une proportion importante de lignes tarifaires non

consolidées commençaient à assumer les défis et les résultats probables des négociations en cours. S'agissant des positions non consolidées, les Membres qui n'avaient pas encore consolidé tous leurs droits avaient fait preuve d'un certain degré de souplesse et seraient désireux d'élargir le champ de leurs consolidations. C'était une manière raisonnable d'aller de l'avant et cela constituerait une contribution importante aux négociations. Pour ce qui était de la transparence et de la prévisibilité des taux consolidés, certains Membres s'étaient demandé quel traitement spécial et différencié serait applicable aux Membres qui avaient déjà consolidé toutes leurs lignes tarifaires si certains pays en développement Membres étaient autorisés à laisser 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées. Une telle situation, si elle était autorisée, serait discriminatoire. L'intervenant a demandé des éclaircissements au Secrétariat à propos des décisions spécifiques prises par les Membres à la fin du Cycle d'Uruguay au sujet des consolidations concernant les produits autres qu'agricoles. Les pays en développement avaient été encouragés à élargir le champ de leurs consolidations, tout en ayant la possibilité et la liberté de déterminer à quel niveau ils souhaitaient effectuer ces consolidations. S'il en était bien ainsi, alors chaque Membre avait tiré profit de la disposition. En conséquence, certains pays en développement Membres avaient décidé, en toute liberté et compte tenu des considérations et des exigences économiques nationales du moment, de consolider leurs droits à 100 pour cent. Quant aux pays en développement Membres qui, à la fin du Cycle d'Uruguay, avaient choisi de ne pas consolider leurs droits à 100 pour cent, leur décision s'appuyait sur les conditions économiques qui leur étaient propres. On voyait donc mal pourquoi les Membres qui avaient consolidé leurs droits à 100 pour cent faisaient valoir dès lors que tous les Membres devaient consolider toutes les lignes tarifaires, pour la simple raison qu'eux-mêmes l'avaient déjà fait. Il n'y avait pas de discrimination dans une situation où les Membres avaient exercé leur faculté de choisir. Les Membres qui demandaient que certaines positions restent non consolidées n'avaient pas dit qu'ils ne contribueraient pas au processus, au contraire ils avaient fait preuve d'une plus grande souplesse en acceptant d'élargir le champ de leurs consolidations.

1.122 Les Membres bénéficiaires de préférences devaient envisager la possibilité que se produise une érosion des préférences. Cependant, affirmer que les préférences ne faisaient pas partie des négociations, alors même que le résultat des négociations allait avoir une énorme incidence sur ces préférences et, par conséquent, peser lourdement sur l'économie d'un grand nombre de Membres de l'OMC, revenait à minimiser l'importance du problème. L'OMC reconnaissait que les régimes préférentiels étaient un moyen de répondre, d'une manière qui ne pouvait être la sienne, aux besoins d'un groupe de pays. Si les règles de l'OMC étaient la base sur laquelle devait se faire le commerce mondial, ces règles n'avaient pas conféré les mêmes avantages à tous les Membres de l'Organisation. Si tel avait été le cas, il n'aurait pas été nécessaire de conclure des arrangements bilatéraux et régionaux et des accords de libre-échange, qui proliféraient alors. La question de l'équité avait été soulevée à propos des droits non consolidés et des préférences, mais les problèmes de mise en œuvre persistants et les accords conclus dans les domaines de l'agriculture et des textiles et vêtements ne mettaient pas l'accent sur l'équité dans les règles de l'OMC. Si les Membres qui avaient des obligations spécifiques au titre du traitement spécial et différencié s'étaient montrés disposés à fournir l'assistance dont les pays en développement avaient besoin, il n'y aurait alors pas eu de déséquilibres dans les accords. L'Accord sur l'OMC soulignait la nécessité de préserver les principes et objectifs du système commercial multilatéral, y compris la réduction substantielle des tarifs douaniers et l'élimination des pratiques discriminatoires. Il y était également question de relever les niveaux de vie, de réaliser le plein emploi, d'accroître la production, conformément à l'objectif du développement durable, et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec les besoins et soucis respectifs des Membres à différents niveaux de développement. Dans ce contexte, il fallait répondre à toutes les préoccupations des Membres. Il ne suffisait pas de citer des statistiques sur le nombre de Membres qui avaient atteint un certain seuil de consolidation ou de dire que ne faisant pas partie des règles de l'OMC, les préférences ne pouvaient être maintenues. Il ne serait possible de progresser que lorsque les Membres commenceraient à être sensibles aux difficultés des uns et des autres et s'efforceraient de trouver des solutions acceptables par tous.

1.123 La représentante de la Jamaïque a déclaré que la délégation de son pays approuvait l'observation faite par la Malaisie selon laquelle les PMA n'étaient pas opposés à une plus grande libéralisation ni à la participation de leurs pays à des négociations multilatérales, mais qu'ils recherchaient plutôt des mesures d'aide pendant une période d'ajustement. Bien que très utiles pour permettre aux pays les moins avancés de participer effectivement aux négociations, dont elles devraient être des éléments constitutifs, les mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités n'étaient pas les seules solutions pour répondre aux préoccupations des pays en développement. Le contenu fondamental des modalités devait aussi tenir véritablement compte des besoins particuliers de ces pays.

1.124 Le représentant de l'Indonésie a estimé que la formule proposée devait faire intervenir une autre méthode que celle du double du taux appliqué pour la consolidation des positions non consolidées. Certains Membres avaient déclaré que cette méthode n'entraînerait pas de réduction appréciable des taux de droit, mais ayant effectué une simulation à partir du document du Secrétariat, la délégation indonésienne avait constaté que les réductions seraient très nettes. Il faudrait adopter une autre approche susceptible d'encourager les Membres à élargir le champ de leurs consolidations. Cela ferait plus de tort que de bien si les Membres devaient appliquer la formule proposée et, en même temps, élargir le champ des consolidations. Au sujet de la marge de 5 pour cent de lignes tarifaires non consolidées accordée aux pays en développement, il n'était pas nécessaire de lier ce pourcentage à la valeur totale des importations. Les niveaux de consolidation des Membres étaient une question de politique à suivre et il appartenait aux Membres de consolider ou non l'ensemble de leurs tarifs douaniers. Les consolidations tarifaires ne devraient pas être harmonisées pendant le cycle de négociations en cours mais pendant le cycle de négociations commerciales suivant. En outre, le cycle suivant pourrait avoir des objectifs plus ambitieux et il serait alors possible de parvenir à une consolidation de l'ensemble des droits de douane pour tous les Membres.

1.125 Le Président a précisé certains points relatifs au projet de document. Il y avait eu de nombreuses discussions pour savoir quelles étaient les modalités de base et quelles étaient les modalités supplémentaires. Les quatre sections du document, consacrées respectivement à la formule, à l'élimination sectorielle, aux dispositions additionnelles pour les participants en développement et les moins avancés et aux Membres ayant accédé récemment à l'OMC, faisaient partie intégrante de ce document et formaient un tout.  $T_1$  était le taux final, qui serait consolidé en termes *ad valorem* et repris dans la liste. S'agissant de " $t_a$ " et du type de taux à inclure dans cette moyenne, il ne s'agirait que de l'ensemble des lignes tarifaires correspondant à des produits autres qu'agricoles. Le coefficient B aurait une valeur unique, c'est-à-dire que pour tous les participants, à l'exception des Membres ayant accédé récemment à l'OMC (étant entendu que les PMA n'auraient pas à appliquer la formule) la valeur B, qui serait déterminée par les Membres, serait la même. Pour ce qui était de la gamme de produits visés par l'élimination sectorielle des droits de douane, la formule ne s'appliquerait pas aux produits relevant des secteurs en question, qui feraient l'objet d'un traitement spécial. La date à partir de laquelle l'élimination sectorielle prendrait effet serait la même pour tous les participants; ce serait la même date que pour le début de la réduction suivant la formule. Les secteurs indiqués dans le projet avaient été définis de manière générale et la note de bas de page 7 précisait que les produits spécifiquement visés dans ces secteurs seraient déterminés par les participants. Tous les secteurs mentionnés dans le document étaient ainsi désignés parce que selon des études et des statistiques, ils présentaient un intérêt particulier pour les pays en développement. La marge de 5 pour cent concernant les lignes non consolidées signifiait que 5 pour cent des lignes tarifaires pouvaient demeurer non consolidées pour autant qu'elles ne dépassaient pas 5 pour cent de la valeur totale des importations d'un Membre donné. Cela représentait une double soupape de sécurité car si la marge ne permettait de laisser non consolidées que 5 pour cent des lignes tarifaires, dans certains cas, théoriquement, cela pourrait représenter un pourcentage considérable des importations d'un Membre pendant une période de référence. En outre, les 5 pour cent des importations ne s'appliquaient qu'aux produits pris en compte dans la formule. Les produits visés par l'élimination des droits n'étaient pas concernés, comme l'indiquait la note de bas de page 9 libellée comme suit: "Ne s'applique pas aux

produits visés par l'approche pour l'élimination sectorielle des droits." En réponse à une question soulevée au sujet des bénéficiaires d'études et de mesures de renforcement des capacités appropriées, le Président a attiré l'attention sur une phrase qu'il avait délibérément incluse pour préciser que ces études et autres mesures ne concerneraient pas uniquement et de manière restrictive les PMA, mais tiendraient également compte des préoccupations des autres pays en développement.

1.126 En ce qui concernait certaines questions qui étaient soulevées au sujet du calcul de " $t_a$ ", le Secrétariat étudierait plus à fond les effets des différentes méthodes de calcul, dans la transparence et en tenant compte des problèmes que posaient les différents niveaux de désagrégation dans les listes tarifaires des Membres. À cet égard, il intéresserait vivement le Secrétariat de recevoir des propositions des Membres. S'agissant des questions soulevées au sujet des obstacles non tarifaires, il fallait que le processus de recensement soit achevé pour que le Groupe puisse alors définir de façon plus précise les diverses modalités qui pourraient être convenues. En réponse à une question concernant la définition des Membres ayant accédé récemment à l'OMC, la Déclaration de Doha donnait certaines indications à ce sujet mais il appartenait aux participants de prendre eux-mêmes la décision. À propos d'une demande de simulation de mise en pratique de la formule, le Secrétariat avait été jusqu'alors aussi loin qu'il le pouvait dans ce domaine. Pour faire davantage, il faudrait obtenir plus d'indications de la part des participants, en particulier pour ce qui était des paramètres à utiliser. Des taux consolidés à zéro décidés, par exemple, dans le contexte des négociations d'accession et des renégociations au titre de l'article XXVIII n'étaient, par définition, pas autonomes et n'avaient donc pas été pris en compte dans le mécanisme de crédit. S'il y avait d'autres demandes, il faudrait qu'elles soient examinées ultérieurement par le Groupe. En réponse aux observations sur la non-inclusion de l'érosion des préférences dans le document alors qu'il s'agissait d'un problème grave pour un certain nombre de pays, la manière qui avait été proposée pour traiter la question retarderait la libéralisation, ce qui serait contraire à la lettre et à l'esprit de l'OMC. Par conséquent, il faudrait que d'autres moyens soient proposés et que des suggestions novatrices soient faites pour traiter cette question importante.

1.127 Le représentant de l'Égypte a estimé qu'il serait utile de savoir si un traitement spécifique de l'érosion des préférences était prévu dans le projet de modalités intéressant le Groupe de négociation sur l'agriculture.

1.128 Le représentant de la Thaïlande a indiqué que la délégation de son pays ne comprenait pas comment fonctionnait la formule et que c'était la raison pour laquelle la Thaïlande avait proposé que le Secrétariat aide les Membres en présentant des explications supplémentaires ou des simulations. Il fallait se rendre compte de l'effet des différents coefficients en utilisant la structure tarifaire réelle de chaque Membre.

1.129 Le représentant de Maurice a dit que son pays partageait les sentiments exprimés par l'Égypte au sujet de la question de l'érosion des préférences. Le texte du Président devait faire état de la nécessité de traiter cette question. S'efforcer de résoudre le problème des préférences ne signifiait pas mettre un terme au processus de libéralisation des échanges. Il s'agissait d'influer marginalement sur les réductions tarifaires pour certaines positions et peut-être de moduler le processus mais non pas d'y mettre un terme. La délégation mauricienne était fermement convaincue que cela devait être signalé dans le texte étant donné l'intérêt suscité par cette question.

1.130 Le représentant du Pakistan a demandé si des délais étaient envisagés pour le recensement et l'examen des différents types d'obstacles non tarifaires. Il fallait décider quels obstacles non tarifaires seraient traités selon une approche verticale/horizontale, soumis à l'examen d'autres organes de l'OMC ou traités par voie de demandes et d'offres et il s'agirait d'une énorme entreprise.

1.131 Le Président a déclaré que le classement des obstacles non tarifaires en catégories pourrait commencer dès que le Groupe estimerait d'un commun accord avoir reçu suffisamment d'informations.

1.132 Le représentant des Philippines a dit que s'il n'existait pas différentes valeurs pour le coefficient B, le soutien en faveur de la formule pourrait se dissiper. L'intégration du traitement spécial et différencié faisait partie intégrante des négociations et devait être négociée au cours des discussions avant qu'un accord puisse être conclu sur les modalités. Dans ce contexte, il était essentiel que B soit différent pour les pays en développement, à titre de traitement spécial et différencié.

1.133 Le représentant de l'Ouganda a estimé que le Président devrait se pencher sur la question des préférences.

1.134 Le Groupe de négociation a pris note des déclarations faites.

## B. DROITS DE DOUANE

### - **Incidence des droits autres qu'*ad valorem* dans les tarifs douaniers des Membres et approches possibles pour estimer les équivalents *ad valorem* (TN/MA/S/10)**

1.135 Un membre du Secrétariat (M. J. Richtering) a fait observer que le document TN/MA/S/10 était largement inspiré d'un document antérieur intitulé "Droits *ad valorem*, droits spécifiques et autres droits, Note d'information du Secrétariat" (AIE/S5, février 1998). Le document TN/MA/S/10 montrait quelle était la proportion de droits autres qu'*ad valorem* d'une part dans les droits consolidés finals tels qu'ils étaient enregistrés dans la base de données LTC et d'autre part dans les tarifs douaniers NPF appliqués tels qu'ils figuraient dans la BDI. Il montrait l'importance des droits autres qu'*ad valorem* dans les tarifs douaniers des Membres, en particulier dans le tableau 4 de l'annexe, qui faisait ressortir l'importance considérable de ces droits dans l'agriculture, mais aussi dans l'industrie. Les produits non agricoles avaient toujours donné lieu à une forte proportion de droits autres qu'*ad valorem*. Le tableau 4 de l'annexe montrait que seulement six chapitre du SH ne comportaient aucun droit autre qu'*ad valorem*, compte non tenu de la Suisse qui, à cet égard, était un cas particulier. Le tableau 2 b) de l'annexe montrait par ailleurs que des équivalents *ad valorem* étaient disponibles pour cinq pays, mais qu'ils n'étaient pas disponibles pour tous les droits autres qu'*ad valorem* ni pour l'année 2001. En outre, les équivalents *ad valorem* disponibles n'étaient fournis que pour la BDI, pour les droits NPF appliqués. Le document présentait deux méthodes de calcul de l'équivalence *ad valorem*, fondées l'une sur les recettes et l'autre sur la valeur unitaire, et il montrait les limitations et les applications possibles de ces deux méthodes.

1.136 La représentante de la Suisse a expliqué que son pays rencontrait des problèmes avec les deux méthodes de calcul. Appliquée aux droits de douane, compte tenu du commerce préférentiel, la méthode des recettes sous-estimait le taux appliqué. Ce n'était pas une méthode de calcul appropriée si le taux consolidé était la base des négociations. La méthode de la valeur unitaire était plus appropriée, mais les chiffres obtenus étaient plus ou moins stables selon le produit. Appliquée à des produits homogènes, elle pouvait donner des valeurs uniques stables, mais lorsqu'il s'agissait de produits variables par la qualité ou en raison du progrès technologique ou de différences d'origine, il en résultait que la valeur des produits variait dans des proportions pouvant aller de 1 à 100. Il serait nécessaire d'affiner cette méthode de sorte qu'elle rende mieux compte de la valeur du droit spécifique. Bien que la méthode de la valeur unitaire soit relativement simple à appliquer, aucune des deux méthodes ne constituait la bonne marche à suivre et la délégation suisse considérait favorablement la proposition qui figurait dans le projet du Président, selon laquelle les Membres pourraient employer une autre méthode à condition que celle-ci soit transparente.

1.137 Le représentant des États-Unis a fait savoir que son pays était très satisfait de l'approche proposée dans l'annexe et que le document était généralement orienté dans la bonne direction.

1.138 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son pays accueillait favorablement la proposition de convertir les droits autres qu'*ad valorem* en droits *ad valorem* et de consolider les résultats en taux *ad valorem*. Cependant, la Nouvelle-Zélande était quelque peu indécise au sujet de la disposition autorisant les Membres à calculer leurs propres équivalents *ad valorem* sous certaines réserves précises. Si le Secrétariat devait calculer les équivalents *ad valorem* pour tous les Membres qui avaient des droits autres qu'*ad valorem*, tous les Membres pourraient avoir une grande confiance dans la cohérence et la comparabilité de ces calculs. Il était important de pouvoir calculer précisément et raisonnablement les niveaux de consolidation pour les équivalents *ad valorem*, ce qui était particulièrement difficile avec la méthode des recettes. Par ailleurs, il faudrait disposer d'une méthode qui permette de calculer des équivalents *ad valorem* appropriés, que ce soit pour les taux consolidés ou les taux appliqués.

1.139 Le représentant des Philippines a fait observer qu'il n'était pas demandé aux Membres de changer la méthode d'imposition de mesures tarifaires, mais qu'il fallait seulement trouver une méthode fiable et transparente à employer dans le cadre des négociations. Cette méthode constituerait un des éléments permettant de mettre au point la formule proposée. Il incombait au Secrétariat de donner aux Membres des critères fiables, transparents, comparables et stables.

1.140 Le représentant du Costa Rica a estimé que le calcul des équivalents *ad valorem* était d'une importance capitale pour atteindre pleinement deux objectifs clairement différenciés et distincts. Le premier objectif concernait l'application de divers types de formules, y compris la formule d'harmonisation et la formule proposée dans le document du Président. La formule proposée ne pouvait être appliquée sans équivalents *ad valorem*. Le deuxième objectif concernait la forme sous laquelle les droits de douane seraient exprimés dans les listes des Membres. Le Costa Rica, ainsi que d'autres pays en développement et pays développés Membres, approuvait la proposition de consolider toutes les lignes exclusivement sous forme *ad valorem*. Il y avait de nombreuses raisons systémiques justifiant la substitution des droits autres qu'*ad valorem*. Ces droits n'étaient pas transparents, pénalisaient les producteurs qui avaient réalisé des gains d'efficacité et réduit les coûts et ne prévoyaient pas de pourcentage maximum dans leur application afin de renforcer la protection à mesure que les prix baissent. Ils avaient aussi tendance à servir d'éléments du système de progressivité des droits, c'est-à-dire que non seulement le montant à acquitter tendait à augmenter avec le degré de transformation des matières premières, mais le type de droit prélevé sur un produit ayant davantage de valeur ajoutée tendait aussi à devenir de plus en plus complexe. Le Costa Rica avait noté plusieurs cas dans lesquels un droits *ad valorem* relativement peu élevé ou nul était appliqué sur les matières premières, des droits spécifiques étaient prélevés sur les produits intermédiaires et le produit final était généralement soumis à un droit mixte ou composite. En cas d'exportation d'un produit hautement sensible, le produit final serait très vraisemblablement soumis à un droit technique. Il était presque injuste que certains Membres inscrivent des droits de ce type dans leur tarif douanier alors que la majorité des Membres n'appliquaient que des droits *ad valorem*. Dans l'intérêt de la facilitation du commerce, tous les droits autres qu'*ad valorem* des Membres devraient être éliminés puisqu'il n'y avait aucune raison technique de les maintenir. Le document TN/MA/S/10 reconnaissait qu'il était possible de calculer des équivalents *ad valorem* dans la plupart des cas et qu'un petit nombre des Membres seulement auraient à effectuer cette opération. Le Costa Rica a demandé que le Secrétariat précise quel pourcentage des droits consolidés entrait dans la catégorie des droits "calculables" et quel pourcentage dans celle des droits "non calculables" selon la typologie employée dans les tableaux 1a et 1b. Si un calcul s'avérait impossible dans certains cas en raison du type de droit utilisé, il y aurait d'excellentes raisons pour que le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés examine attentivement ce type de droit et le convertisse dès que possible en termes *ad valorem*. Il était très important que la méthode de calcul des équivalents *ad valorem* soit unique, transparente, acceptée par tous et applicable par tout Membre intéressé, autrement dit les calculs

devraient être faits sur la base des données dont tous les Membres pouvaient disposer et de telle manière que tout Membre désireux de vérifier un calcul puisse le faire. Toute méthode de calcul arbitraire ou "édulcorée" devrait être rejetée. C'était le seul moyen de garantir des résultats uniformes, systématiques et comparables pour tous les Membres concernés.

1.141 Le Groupe de négociation a pris note des déclarations faites.

C. OBSTACLES NON TARIFAIRES

- **Notifications concernant les obstacles non tarifaires – Addendum (TN/MA/W/25/Add.1)**

1.142 Le représentant des États-Unis a dit qu'à la réunion d'avril du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, un certain nombre de délégations avaient posé des questions au sujet de la proposition faite par les États-Unis de conclure des accords verticaux sur les obstacles non tarifaires à titre de modalité de négociation. Les États-Unis souhaitaient maintenant apporter quelques précisions sur cette modalité. De nombreuses branches de production étaient très mondialisées et voulaient, avant la baisse des droits de douane, l'assurance que l'on s'attaquerait aussi aux obstacles non tarifaires qui entravaient sérieusement leur accès aux marchés, de façon que cet accès soit véritablement amélioré à l'issue des négociations. Grouper les obstacles non tarifaires importants pour une branche de production donnée dans le cadre d'une approche verticale était un moyen utile de faire participer les entreprises au processus de production et permettrait de mieux leur en faire accepter les résultats. Dans leur proposition de modalité pour les obstacles non tarifaires, les États-Unis avaient suggéré que les secteurs des textiles et vêtements et de l'automobile soient considérés comme prioritaires pour l'approche verticale, mais il y avait d'autres branches de production très intégrées à l'échelle mondiale qui se prêteraient également à une telle approche; par exemple, plusieurs Membres avaient mentionné les produits de la pêche et les produits forestiers en tant que candidats éventuels et les industries chimiques, elles aussi intéressées par l'approche verticale, en discutaient déjà avec leurs homologues industriels.

1.143 Un accord vertical sur les obstacles non tarifaires serait très flexible. Il pourrait combiner des éléments plurilatéraux et multilatéraux et de plus, chaque Membre pourrait le compléter en y ajoutant des éléments bilatéraux. Les éléments multilatéraux pourraient faire l'objet d'une négociation horizontale dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés ou d'autres organes de négociation, de même que les éléments plurilatéraux. La participation aux accords verticaux sur les obstacles non tarifaires serait elle aussi flexible. À l'évidence, les éléments multilatéraux devraient s'appliquer à tous les Membres; toutefois, l'accord pourrait aussi comporter des éléments plurilatéraux et bilatéraux. Il devrait y avoir un groupe essentiel de pays pour chacun des éléments plurilatéraux, mais il n'y aurait pas toujours le même nombre de pays qui souscriraient aux divers accords plurilatéraux conclus dans le cadre d'un accord vertical donné. Il pourrait y avoir plusieurs accords plurilatéraux différents, ainsi qu'une participation différente, dans le cadre d'un accord vertical donné. Toutes les mesures convenues dans le cadre d'un accord donné, qu'elles soient multilatérales, plurilatérales ou bilatérales, s'appliqueraient sur une base NPF et il ne serait pas question, par ce processus, de revenir sur les accords en vigueur. S'agissant du rôle du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés dans la négociation d'accords verticaux, il appartiendrait aux membres du Groupe de déterminer les éléments qui devraient être incorporés dans chaque accord vertical, comme par exemple des documents douaniers, des licences, des normes, etc. Il conviendrait de traiter certaines de ces questions dans le cadre d'un autre organe et il faudrait concevoir des mécanismes propres à assurer la transparence, comme cela avait déjà été envisagé de manière plus générale pour les obstacles non tarifaires. Il y aurait lieu de traiter les autres questions dans le cadre du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés. Au terme des négociations, le Groupe aurait à accomplir deux tâches: faire une synthèse de l'accord vertical en y intégrant les résultats des travaux des autres comités ou groupes de négociation et mettre au point un mécanisme pour la formalisation des engagements. Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'une liste des différents éléments, indiquant



pour chaque élément s'il était multilatéral, plurilatéral, etc., et, pour chaque accord plurilatéral, quels étaient les Membres qui y avaient souscrit.

1.144 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que dans le document du Président, quelques détails concernant le traitement des obstacles non tarifaires appelaient un examen supplémentaire. S'agissant du processus préliminaire d'identification et de classement en catégories qui était proposé, il pourrait s'agir d'une procédure plus lourde qu'il n'était nécessaire et qui occuperait une grande partie du temps limité dont disposait le Groupe, ne lui laissant que peu de temps pour un examen de fond. D'autre part, il était nécessaire d'assurer suffisamment de transparence quant au processus et au détail des questions qui seraient abordées. Il faudrait trouver un processus viable et pragmatique qui reposerait davantage sur les auteurs de proposition et comprendrait l'identification d'obstacles non tarifaires spécifiques. La deuxième préoccupation de la Nouvelle-Zélande avait trait à la suggestion selon laquelle les participants devraient convenir de certains obstacles non tarifaires à négocier. Les ministres avaient déjà décidé d'un commun accord et de manière générale que des négociations devraient être menées afin de réduire ou d'éliminer les obstacles non tarifaires et, dans ces conditions, il n'était peut-être pas nécessaire que les Membres donnent en outre leur accord pour négocier sur des obstacles non tarifaires particuliers. La Nouvelle-Zélande était indécise sur la question de confier l'examen des obstacles non tarifaires, par l'intermédiaire du CNC, à des organes de l'OMC qui n'avaient pas de mandat de négociation car cela pourrait avoir des conséquences relativement aux accords pour lesquels il n'y avait pas de mandat de négociation.

1.145 Le Groupe de négociation a pris note des déclarations faites.

D. EXAMEN DES DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LES PARTICIPANTS À LA DERNIÈRE RÉUNION DU GROUPE OU DEPUIS LORS

1.146 Le Président a fait savoir que cinq documents avaient été soumis par les participants à la précédente réunion du Groupe ou depuis lors. Il a invité les Membres qui le souhaitaient à présenter leurs documents.

1.147 Le représentant du Taipei Chinois a dit que son pays et d'autres Membres avaient noté les problèmes que rencontraient les Membres ayant accédé récemment à l'OMC pour contribuer aux négociations de Doha. Les taux de droit moyens pour les produits industriels de ces pays se situaient entre 4 et 9 pour cent, presque toutes les lignes tarifaires étant consolidées alors qu'au même moment, certains pays développés Membres étaient loin d'avoir consolidé pleinement leurs lignes tarifaires. Les Membres ayant accédé récemment à l'OMC devaient participer pleinement aux négociations de Doha et contribuer à faire avancer encore la libéralisation du système commercial multilatéral. Cependant, ces Membres éprouvaient des difficultés à remplir les engagements de Doha si peu de temps après avoir mis en œuvre, ou en même temps qu'ils mettaient en œuvre, les engagements pris dans le cadre de leur accession à l'OMC. Pour régler ce problème, des Membres avaient proposé que les Membres ayant accédé récemment à l'OMC puissent faire une concession tarifaire d'ampleur limitée et bénéficier de délais de mise en œuvre plus longs. La question qui se posait ensuite était de savoir comment décider de la durée de la période de grâce et à cet égard, le Taipei chinois proposait une période de grâce de six ans entre le moment où ils remplissaient leurs engagements respectifs d'accession spécifiés dans leur liste tarifaire et celui où ils commençaient à mettre en œuvre les engagements de Doha. L'article II du Protocole annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 était libellé comme suit: "Les réductions tarifaires consenties par chaque Membre seront mises en œuvre en cinq tranches égales [...] et le taux final sera effectif quatre ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC." En d'autres termes, en 1995, les Membres devaient achever la mise en œuvre des concessions consenties dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999. D'autre part, la quatrième Conférence ministérielle tenue à Doha avait donné pour mandat aux Membres de l'OMC d'achever les négociations pour le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Par conséquent, pour la plupart des produits non agricoles, il n'avait alors été demandé aux Membres de l'OMC de

mettre en œuvre aucune concession entre 1999 et 2005 et, de ce fait, leurs branches de production nationales bénéficieraient d'un délai de grâce de six ans pour s'adapter à un nouveau cycle de concessions. Il serait donc juste d'accorder aux Membres ayant accédé récemment à l'OMC une période de grâce analogue pour adapter leurs branches de production. Si ces pays pouvaient bénéficier d'un délai de grâce de six ans, par produit, depuis l'année où ils auraient achevé la mise en œuvre des engagements pris lors de leur accession jusqu'à l'année où commençait la mise en œuvre des engagements du Cycle de Doha, cela aiderait les branches de production de ces nouveaux Membres et contribuerait en même temps à ce que les négociations multilatérales en cours sur le commerce des produits non agricoles aboutissent.

1.148 Le représentant de la Lettonie a fait savoir que son pays considérait le projet d'éléments comme une bonne base pour les travaux à venir. La Lettonie se félicitait de la structure du projet, dans lequel les taux consolidés étaient utilisés comme taux de base, et approuvait la conversion des droits non *ad valorem* en droits *ad valorem*. Cependant, elle était préoccupée au sujet de la liberté accordée aux pays en développement de laisser 5 pour cent de leurs lignes tarifaires non consolidées. Lorsque la Lettonie avait rejoint l'OMC, elle avait consolidé tous ses droits de douane à des niveaux proches des taux appliqués. Elle était également préoccupée au sujet de "t<sub>a</sub>" et trouvait très difficile d'accepter que n'importe quelle moyenne serve à déterminer un taux de droit final. Il résulterait de l'application d'une telle méthode que les Membres ayant des taux de droit peu élevés seraient touchés plus gravement que les autres et les Membres ayant accédé récemment à l'OMC comptaient parmi les pays ayant de faibles niveaux tarifaires moyens. La Lettonie cherchait donc une formule ne faisant pas intervenir de moyenne tarifaire. Elle attendait des négociations en cours qu'elles débouchent sur un meilleur accès aux marchés pour ses exportations et non pas sur une protection fondée sur sa récente accession à l'OMC.

1.149 Le Groupe de négociation a pris note des déclarations faites.

E. AUTRES SUJETS

1.150 Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

## **II. AUTRES QUESTIONS**

2.1 Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

---